

RWANDA

Décret-loi du 26 avril 1974 portant confirmation et modification de l'ordonnance-loi du 18 juin 1973 portant création de l'Office Rwandais du Tourisme et des Parcs Nationaux

(extraits)

Nous, Habyarimana Juvénal, Président de la République,
Vu la Proclamation du 5 juillet 1973 du Haut Commandement de l'Armée Rwandaise, spécialement en son paragraphe 5, 4° ;
Vu l'ordonnance-loi du 18 juin 1973 portant création de l'Office Rwandais du Tourisme et des Parcs Nationaux ;
Revu la loi du 18 mai 1965 sur la chasse ;
Après avis du Conseil du Gouvernement en sa séance du 26 avril 1974.

Avons décrété et décrétons

TITRE I : DE L'OFFICE RWANDAIS DU TOURISME ET DES PARCS NATIONAUX

Chapitre 1- Création, objet

Article 1. Il est créé un établissement public dénommé « Office Rwandais du Tourisme et des Parcs Nationaux » en abrégé « O.R.T.P.N » ci-après désigné par les mots « Office. »

L'Office est doté de la personnalité civile et jouit d'une autonomie administrative et financière dans les limites fixées par le présent Décret-Loi.

L'Office est placé sous la tutelle du Président de la République, il a son siège à Kigali.

Article 2. L'Office a pour objet :

(...)

5° de déterminer les sites et de proposer le classement des immeubles qui présentent un intérêt historique, scientifique, archéologique ou touristique.

(...)

TITRE IV : DU CLASSEMENT DES SITES

Article 82. En vue d'assurer la promotion du tourisme, le Président de la République peut par arrêté, sur proposition du Conseil d'administration, décider le classement d'un site et le placer sous la protection de l'Etat. L'arrêté classant un site contiendra, en annexe, un plan qui en détermine les limites précises. Il énumère les restrictions apportées aux droits des propriétaires ou occupants et commandées par la sauvegarde du site. Toute modification d'un site classé doit faire l'objet d'un arrêté présidentiel.

Article 83. Si le site est une propriété privée, l'avis de classement est notifié au propriétaire. La même notification est faite au conservateur des titres fonciers si le site est enregistré et à défaut au Bourgmester.

Les effets du classement s'appliquent de plein droit au site à dater de cette notification ; ils cessent toutefois de s'appliquer si un arrêté de classement n'est pas intervenu dans les six mois qui suivent la notification.

Dans un délai de trois mois à dater de la notification, le propriétaire peut adresser un recours au Président de la République, qui statue en dernier ressort. Le recours ne suspend pas les effets du classement.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Article 84. Tout arrêté de classement d'un site est notifié au propriétaire. La même notification est faite au conservateur des titres fonciers ou à défaut au Bourgmester. L'arrêté définit les mesures particulières qui s'imposent en vue d'assurer la garde et la conservation du site classé.

Article 85. Le classement d'un site donne lieu à l'octroi au propriétaire d'une indemnité représentative du préjudice résultant du classement.
Le Conseil d'Administration fixe le montant de l'indemnité.
En cas de désaccord quant au montant de l'indemnité, le propriétaire peut introduire un recours en justice dans le mois où la notification lui a été faite.

TITRE V : DES SANCTIONS PENALES

(...)

Article 88. Les infractions aux articles 48, 60, 62, 69 et 82 du présent décret-loi ou à leurs mesures d'exécution seront punies d'une sanction pénale de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 10 000 à 40 000 francs ou de l'une de ces peines seulement.

(...)

TITRE VI : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

(...)

Article 96. Les décrets du 26 novembre 1934 relatif à l'institut des Parcs Nationaux et, du 4 août 1959 relatif à l'Office du Tourisme ainsi que la loi du 8 mai 1965 sur la chasse sont abrogés. Leurs mesures d'exécution demeurent en vigueur pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions du présent décret-loi.

Article 97. Le présent décret-loi entrera en vigueur le 18 décembre 1973.

Kigali, le 26 avril 1974

SENEGAL

Loi n° 71-12 du 25 janvier 1971 fixant
le régime des monuments historiques
et celui des fouilles et découvertes

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 25 janvier 1971 la loi dont la teneur suit :

TITRE I - DES MONUMENTS HISTORIQUES

Article 1er - Sont classés monuments historiques les biens meubles ou immeubles publics ou privés, y compris les monuments naturels et les sites ainsi que les stations ou gisements anciens dont la préservation ou la conservation présente un intérêt historique, artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

Les monuments historiques sont inscrits sur une liste établie, tenue à jour et publiée au Journal Officiel par autorité administrative compétente.

L'inscription sur cette liste est notifiée aux propriétaires ainsi qu'aux détenteurs ou occupants. Elle entraîne, pour eux l'obligation de donner à l'autorité administrative compétente des lieux où objets et d'entreprendre d'autres travaux que ceux d'entretien normal et d'exploitation courants.

L'inscription permet en outre à l'autorité administrative de s'opposer aux travaux de morcellement et de dépeçage des monuments inscrits ainsi qu'à l'exploitation des objets mobiliers inscrits dans les conditions prévues aux articles 6 et 10.

L'inscription devient caduque si elle n'est pas suivie dans les 6 mois de sa notification d'une proposition de classement.

Article 2 - Les monuments historiques peuvent être proposés pour le classement, puis classés. Il en est de même des biens dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un monument classé ou proposé pour le classement.

Article 3 - La proposition de classement est notifiée aux propriétaires ainsi qu'aux occupants de détenteurs par l'autorité administrative de lieu de situation ou de détention du monument historique. Cette proposition devient caduque si le classement n'est pas notifié aux intéressés dans les douze mois suivants.

Les effets du classement s'appliquent de plein droit à partir de la date de notification de la proposition de classement.

Les actes administratifs ordonnant la proposition de classement et le classement des immeubles sont transcrits sur les registres de la conservation foncière. Ces actes, de même que ceux qui concernent les objets mobiliers, sont publiés au journal Officiel et justifiés, pour les formalités foncières de l'exécution, des mesures de notification et de publicité.

Article 4 - Les effets du classement suivent le bien en quelques mains qu'il passe. Nul ne peut acquérir de droits par prescription sur un bien classé.

Quiconque aliène un bien classé, est tenu, avant la conclusion de la vente à peine de nullité de celle-ci à la demande de l'acquéreur, de faire connaître à ce dernier l'existence du classement. Il doit en notifier la vente à l'autorité administrative compétente dans les quinze jours de l'acte.

Le bien classé appartenant à une personne morale de droits publics ne peut être aliéné qu'avec l'autorisation express de l'autorité administrative compétente.

Article 5 - Les monuments proposés pour le classement ou classés ne peuvent être détruits en tout ou partie ni soumis à des travaux de restauration ou de réparation ni modifiés sans l'autorisation de l'autorité administrative qui en fixe les conditions et en surveille l'exécution.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-
francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

L'Etat peut faire exécuter à ses frais les travaux indispensables à la conservation des monuments classés ne lui appartenant pas, à cet effet, il peut d'office, prendre possession des lieux ou des objets pendant six mois au plus. Les propriétaires occupants ou détenteurs peuvent prétendre, s'il y a lieu à l'attribution d'une indemnité de privation, de jouissance celle-ci étant déterminée conformément aux règles tracées par la loi n° 66-01 du 18 janvier 1966- titre IV Occupations temporaires.

En raison des charges ainsi supportées par l'Etat et lorsque le monument classé est de nature à être ouvert au public ou exposé à sa vue, il pourra être établi, au profit du budget de l'Etat, un droit de visite dont le montant sera fixé par l'autorité administrative compétente après avis de la commission Supérieure prévue à l'article 18.

Article 6 - Lorsque des travaux de morcellement ou de dépeçage d'un monument inscrit, destinés à utiliser séparément, aliéner ou transférer les matériaux ainsi détachés, ont fait l'objet du préavis de deux mois prévu à l'article premier, l'autorité administrative compétente peut, avant l'expiration de ce délai, notifier au propriétaire son opposition à l'exécution des travaux envisagés. Cette notification a pour objet d'interdire les travaux jusqu'à la fin de la durée de l'inscription, elle-même prorogée de six mois.

Lorsque les travaux définis à l'alinéa précédant n'auront pas fait l'objet du préavis de deux mois et dès qu'elle en a connaissance, l'autorité administrative compétente, ordonne l'interruption immédiate de ces travaux et la reconstitution à l'identique, aux frais des délinquants du monument inscrit, dépecé ou morcelé, dont elle assure la garde ou la surveillance jusqu'à la remise en place des derniers des derniers matériaux détachés. La durée de l'inscription sur la liste des monuments historiques est de plein droit prorogée jusqu'à la date de la reconstitution intégrale, et dans tous les cas de trois mois au moins.

Lorsque les travaux définis au premier alinéa auront été entrepris sur un monument proposé pour le classement ou classé en violation de l'article 5,leur interruption et la reconstitution intégrale sont ordonnés comme pour les monuments inscrits. En outre lorsque l'injonction de reconstitution ne peut être suivie d'effet, l'expropriation des vestiges peut être prononcée par décret et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité.

L'aliénation de matériaux détachés d'un monument proposé pour le classement ou classé ou irrégulièrement détachés d'un monument inscrit, de même que tout autre contrat ayant pour effet de transférer à des tiers la possession ou la détention de tels matériaux, sont nuls de nullité absolue. Les tiers solidairement responsables avec les propriétaires de la remise en place des matériaux leur ayant été délivrés ne peuvent prétendre à aucune indemnité de la part de l'Etat.

Article 7 - Aucune construction nouvelle ne peut être édifiée sur un terrain classé ni adossé à un immeuble classé, sans l'autorisation express de l'autorité administrative compétente.

Les servitudes légales de nature à dégrader des immeubles ne sont pas applicables aux monuments classés.

Sous les sanctions pénales et administratives prévues par l'article 5 de la loi n° 64-51 du 10 juillet 1964, l'apposition d'affiches ou l'installation de dispositifs de publicité sont interdites sur les monuments classés et éventuellement dans une zone de voisinage délimitée par voie réglementaire dans chaque cas d'espèce.

Tout terrain classé inclus dans un plan d'urbanisation constitue obligatoirement une zone non aedificandi.

Article 8 - Les actes administratifs de classement déterminent les conditions du classement amiable.

A défaut de consentement du propriétaire,le classement est prononcé d'office. Il peut donner lieu au paiement d'une indemnité en réparation du préjudice devant en résulter. La demande doit être présentée à l'administration dans les six mois de la notification de l'acte de classement d'office, à peine de forclusion. Les contestations sur le principe ou le montant de l'indemnité sont portés devant le Tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé l'immeuble ou détenu l'immeuble.

Article 9 - L'Etat peut exproprier, dans les formes prévues par la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles classés ou proposés pour le classement dont l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir les monuments historiques lui appartenant ou en cours d'expropriation.

La déclaration d'utilité publique entraîne de plein droit le classement de l'immeuble proposé pour le classement. Toutefois, l'indemnité due en vertu de l'article 8 ne peut être demandée et versée que si, dans l'année de la date de déclaration, le procès-verbal d'accord amiable sur l'indemnité d'expropriation ou la décision judiciaire d'expropriation n'est pas encore intervenue.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique ou dans une zone spéciale d'aménagement foncier, s'il n'est préalablement déclassé ou si la proposition de classement n'est rapportée en raison de la priorité accordée à l'opération foncière envisagée sur les considérations d'ordre culturel; il n'y a d'exception que si ladite opération ne nuit en rien à la conservation et à la préservation du monument historique.

Article 10 - Est prohibée l'expropriation des objets classés, proposés pour le classement ou inscrits sur la liste des monuments historiques.

Elle peut être exceptionnellement autorisée par l'administration compétente, en vue d'un prêt pour la durée d'une exposition organisée par un Etat étranger ou avec sa garantie ou en vue d'un échange avec des objets présentant le même intérêt pour le patrimoine national et chaque fois qu'elle entraîne un avantage culturel pour le Sénégal.

Article 11 - Est soumise à l'autorisation préalable de l'autorité administrative compétente l'exportation des objets qui, dans l'ignorance de leur existence ou de leur détenteur, ne sont pas encore inscrits, sur la liste proposée pour le patrimoine ou classés, mais qui présentent une réelle importance dans les domaines de l'histoire nationale, de l'ethnologie ou de l'art africain, à l'exclusion des objets de fabrication artisanale d'origine récente.

Article 12 - Dans tous les cas, et même lorsque l'autorisation d'exportation a été sollicitée et peut être autorisée, l'Etat, pour son compte ou celui d'une autre personne morale de droit public, a le droit de revendiquer les objets visés aux articles 10 et 11, moyennant le paiement du juste prix fixé à l'amiable ou à dire d'expert.

L'autorité administrative compétente notifie au propriétaire son intention d'acquérir l'objet, même verbalement, en cas d'exportation, et prend immédiatement possession de l'objet contre récépissé descriptif approuvé par les deux parties. L'Etat perd son droit de rétention à l'expiration du délai d'un mois suivant la date de fixation du prix. Il doit alors, soit payer ou consigner le prix, soit renoncer à sa revendication.

Lorsque l'un des objets visés à l'article 10 et 11 est mis en vente publique, l'Etat, par un agent dûment commissionné, peut, à l'issue des enchères, qu'il ait ou non participé à celles-ci se faire remettre l'objet.

Sauf à exercer son droit de préemption ou à y renoncer dans le délai d'un mois. Le prix à verser à l'officier public est le prix d'adjudication augmenté des frais et taxes.

TITRE II - DES FOUILLES ET DECOUVERTES

Article 13 - Nul ne peut effectuer, sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui, des fouilles ou des sondages, à l'effet de rechercher des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'art ou l'archéologie, sans en avoir obtenu l'autorisation de l'Etat.

Toute fouille autorisée devra faire l'objet d'un compte rendu; toute découverte de caractère mobilier ou immobilier doit être conservée et immédiatement déclarée à l'autorité administrative.

Article 14 - L'Etat peut, dans le seul intérêt des collections publiques, revendiquer les pièces provenant des fouilles mentionnées à l'article 13, dans les conditions prévues à l'article 21.

Article 15 - L'Etat peut prononcer le retrait de l'autorisation de fouille précédemment accordée dans les cas suivants:

1°) Si les prescriptions sont imposées, l'exécution des recherches ou la conservation des découvertes effectuées ne sont pas observées.

2°) Si, en raison de l'importance de ces découvertes, il estime devoir poursuivre lui-même l'exécution des fouilles ou procéder à l'acquisition des terrains.

A compter du jour où l'Etat notifie le retrait de l'autorisation, les fouilles sont suspendues.

Article 16 - En cas de retrait d'autorisation pour inobservation des conditions, l'auteur des recherches ne peut prétendre à aucune indemnité en raison de son éviction ou des dépenses qu'il a effectuées.

Lui sera, toutefois, remboursé le prix des travaux ou installations pouvant servir à la continuation des fouilles, si celles-ci sont poursuivies par l'Etat ou une tierce personne.

Article 17 - Si l'autorisation de fouilles est retirée pour permettre à l'Etat de les poursuivre, l'auteur des recherches
Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

ne recevra aucune indemnité d'éviction de la part de l'Etat, mais sera intégralement remboursé de toutes les dépenses effectivement faites jusqu'à la suspension des fouilles.

Article 18 - L'Etat peut procéder à l'exécution de fouilles ou de sondages sur des terrains ne lui appartenant pas, à l'exception, toutefois, des terrains attenants à des immeubles bâtis et clos de murs ou de clôtures équivalentes.

A défaut d'accord, à l'amiable, avec le propriétaire l'exécution des fouilles ou des sondages est déclarée d'utilité publique par un décret qui autorise l'occupation temporaire des terrains.

L'occupation ne peut, en aucun cas excéder cinq années.

Article 19 - La propriété des découvertes effectuées au cours des fouilles est partagée entre l'Etat et le propriétaire du terrain suivant les règles du droit commun.

L'Etat peut toutefois exercer sur les objets trouvés, le droit de revendication prévu aux articles 14 et 21.

Article 20 - Lorsque, par suite des travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, ruines, vestiges d'habitation ou de sépultures anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie sont mis à jour, le découvreur de ces objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate à l'autorité administrative compétente.

Article 21 - L'Etat statue sur les mesures à prendre à l'égard des découvertes à caractère immobilier faites fortuitement.

La propriété des trouvailles de caractère mobilier faites fortuitement demeure réglée par l'article 716 du Code des obligations civiles, mais l'Etat peut revendiquer ces trouvailles moyennant une indemnité fixée à l'amiable ou à dire d'expert. Le montant de l'indemnité est reparté entre le découvreur et le propriétaire suivant les règles de droit commun, les frais de l'expertise éventuelle étant préalablement déduits.

Dans un délai de trois mois à partir de la fixation de la valeur de l'objet, l'Etat peut renoncer à l'achat; il est tenu, dans ce cas, de supporter les frais de l'expertise.

TITRE III - DISPOSITIONS PENALES

Article 22 - Sera puni d'une amende de 50000 francs quiconque aura:

- modifié un monument inscrit ou entrepris sur celui-ci d'autres travaux que ceux d'entretien ou d'exploitation courante sans respecter le préavis de deux mois prévu à l'article premier;
- aliène un monument classé ou proposé pour le classement sans respecter les obligations d'informations et de notifications prévues à l'article 4;
- enfreint l'une des prescriptions des articles 13 et 15;

Sera puni d'une amende de 50000 à 500000 francs quiconque aura:

- négligé de respecter tous les effets du classement énoncés dans les articles 5, 6, 7 et applicable aux monuments classés, proposés pour le classement ou en voie d'expropriation;
- exporté ou tenté d'exporter, sans autorisation préalable, l'un des objets visés à l'article 11, sachant que cet objet entre dans la catégorie définie par cet article.

Article 23 - Sera puni d'un emprisonnement de 1 à 3 mois et d'une amende de 100000 à 500000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura exporté ou tenté d'exporter un objet classé, proposé pour le classement ou inscrit sur la liste: l'objet saisi sera en outre confisqué.

Les mêmes peines seront applicables au propriétaire de l'un des objets visés aux articles 10 et 11, qui ayant reçu la notification prévue à l'article 12 ou en ayant connaissance, se sera débarrasser de l'objet revendiqué pour échapper à la dépossession.

Les mêmes peines seront prononcées contre le propriétaire de l'un des objets visés aux articles 10 et 11 qui aura repris frauduleusement possession de cet objet pendant la durée d'exercice du droit de rétention.

Article 24 - Sans préjudice des sanctions civiles prévues à l'article 6, quiconque entreprend des travaux de dépeçage ou de morcellement d'un monument classé ou proposé pour classement, quiconque entreprend les mêmes travaux sur un monument inscrit sans préavis ou au mépris de l'interdiction lui ayant été notifiée, est puni d'une amende de 100000 à 500000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura exporté ou tenté d'exporter un objet classé, proposé pour le classement ou inscrit sur la liste: l'objet saisi sera en outre confisqué.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

passible des peines d'emprisonnement et d'amende fixée à l'article précédent ou de l'une de ces peines.

Lorsque la reconstitution du monument historique par la remise en place des matériaux détachés s'avère impossible, les peines fixées à l'article suivant deviendront applicables aux délinquants.

Article 25 - Est passible des peines prévues à l'article 225 du Code pénal quiconque détruit, abat, mutile ou dégrade un monument classé ou proposé pour le classement.

Article 26 - Quiconque aura sciemment aliéné ou acquis des découvertes faites, en violation de l'article 15 ou des découvertes dissimulées, en violation des articles 13 et 20, sera puni, sans préjudice de tous dommages - intérêts, d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 500000 francs, laquelle pourra être portée au double du prix de la vente ou de l'une de ces deux peines seulement.

Article 27 - Les infractions sont constatées par des procès verbaux dressés par les officiers de police judiciaire et par toutes les autorités publiques qualifiées, notamment par les agents assermentés des douanes ainsi que par les conservateurs et gardiens de biens classés dûment commissionnés et assermentés à cet effet.

TITRE IV -DISPOSITIONS DIVERSES

Article 28 - Il est institué une Commission Supérieure des monuments Historiques. Cette commission sera consultée, pour avis:

- Sur toute demande de proposition de classement ou de monuments proposés pour le classement ;
- Sur toute opération tendant à détruire, déplacer, restaurer ou modifier de quelque façon les monuments proposés pour le classement;
- Sur le tarif du droit de visite des monuments classés.

Article 29 - Les conditions d'application de la présente loi, et notamment la forme des actes d'inscription, de classement et de proposition de classement, les autorités compétentes la composition et le fonctionnement de la commission supérieure des monuments historiques, seront fixées par décret.

Article 30 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et notamment la loi n° 56-1106 du 3 novembre 1956

SEYCHELLES

National Monuments Act, 1980
(Act 19 of 1980, 29th July)

An Act to provide for the better preservation of monuments and other objects of aesthetic, historical, archaeological or scientific interest; and to provide for matters incidental thereto and connected therewith

Enacted by the President and the People's Assembly—

This Act may be cited as the National Monuments Act, 1980.

in this Act, unless the context otherwise requires—

"ancient monument" means any building, ruin, pillar, statue, grave or other site or thing of a similar kind, or any remains thereof, which is known or believed to have been erected, constructed or used before 1st January, 1900;

«Board» means the Board established under section 3;

«monument» means—

any ancient or national monument;

any area of land which is of archaeological or historical interest or which contains objects of such interest;

any old building or other structure;

any other object (whether natural or constructed by man) of aesthetic, archaeological, historic or scientific value or interest;

«national monument» means any monument declared to be a national monument under section 5;

«relic» means—

any fossil of any kind;

any object of aesthetic, archaeological, historical or scientific value or interest;

any anthropological or archaeological contents of any monument.

There is hereby established a board, to be known as the National Monuments Board, which shall be constituted and shall operate in accordance with the Schedule.

(1) The Board may—

make a list of all monuments whose declarations as national monuments it considers desirable;

take steps to ascertain the owner of any such monument;

recommend to the Minister the declaration of any monument as a national monument;

purchase or otherwise acquire any monument or relic;

assume control over any monument or relic if so requested by the person having ownership or control thereof, and accept any such monument or relic which the owner thereof desires to give or has bequeathed to the Government;

preserve, repair, restore or insure any monument, whether or not it is owned by it or is under its control;

lend any relic to any museum or other public institution;

undertake the excavation of any ancient monument and authorize any act it may deem necessary for the excavation, exploration or safe preservation of any ancient monument or relic wherever situate or found or by whosoever owned or controlled;

erect or cause to be erected tablets in suitable places giving information about historical events which occurred at such places;

through any of its members, have reasonable access at all time to any monument or relic;

subject to the rights of any owner or occupier of property, do such things as may be necessary to facilitate the access of the public to any relic or monument which is owned or controlled by the Board or the Government;

make provision for Catering facilities Within any area or place which hits been declared to be a national monument.

The Board shall—

when required by the Minister, investigate and report on any matter relating to any monument or relic and upon the desirability of declaring any monument to be a national monument;

on or before 1st March in every year furnish to the Minister, for presentation to the People's Assembly, a report upon its work during the year immediately preceding year ending 31st December, and on any

other matters connected with the preservation of monuments and relics which it may wish to bring to the attention of the Minister;

make and maintain a register of all monuments and relics which it has acquired or which have been brought to its notice.

- (1) The Minister may, on the recommendation of the Board, by order published in the Gazette, declare any monument to be a national monument.

If a monument is situate on land not belonging to the Government. a declaration shall be made in accordance with the following procedure—

at least one month before recommending to the Minister the declaration of any monument which does not belong to the Government, the Board shall notify the owner thereof in writing that it proposes to make such recommendation and such owner may thereupon lodge with the Board objections in writing to the proposal;

in making its recommendation. the Board shall submit to the Minister proof that such notice was sent to the owner by registered post to his last known address, and shall also transmit to the Minister any objections which may have been lodged against such recommendation.

- (1) The discovery of any ancient monument or relic shall be notified in writing to the Board without delay by the discoverer thereof and also by the owner or occupier of the land on which such ancient monument or relic is discovered upon the discovery coming to his notice.

On receipt of a notice under subsection (1), the Board shall have the right of option to acquire the ownership of the ancient monument or relic so discovered upon payment to the owner thereof of a sum of money to be agreed upon as fair and reasonable compensation, or, failing agreement, by reference to an arbitrator appointed by the Supreme Court.

If within 6 months after receipt of the first notice of discovery under subsection (1) the Board has failed to notify the owner of the ancient monument or relic that it intends to exercise its right of Option, such right of option shall lapse.

No person shall, without the written consent of the Board and subject to such conditions as it may impose or as may be prescribed, excavate any ancient monument.

- (1) No person shall, without the Written consent of the Board, --
make any alteration to, destroy or damage;
move from its original site or export from Seychelles; or
carry out any cultivation or other work so as to cause or be likely to cause injury or disturbance to, any ancient monument, national monument or relic, or any part thereof.

Any person who wishes to remove from its original site or to export from Seychelles any ancient monument, national monument or relic or any part thereof, shall when applying to the Board for its consent, supply the Board with a photograph or drawing of the monument or relic or part thereof and shall state the exact locality in which it is situate and the place to which and the purpose for which he wishes to remove or export it.

- (1) Any person who—
defaces, damages or destroys any tablet erected by the Board under section 4(i);
contravenes section 6, 7 or 8;
in any application to the Board for its consent under section 7 or 8, makes any statement which is false in any material respect or supplies any photograph or drawing which is false in any material particular,
shall be guilty of an offence and liable to a fine of R. 5,000 and to imprisonment for 2 years.

if any person is convicted of an offense under this Act which has resulted in any damage to, destruction or removal of, any ancient monument, national monument or relic or any part thereof or any tablet erected by the Board, the court may, in addition to any penalty imposed, order him to pay to the Board such sum as the court may determine for the purpose of repairing such damage or for the value of any article or thing removed or destroyed and may, in the case of any article which has been removed and which is still in the possession of any person, order such person to restore such article to the Board.

The Minister may, on the advice of the Board, make regulations for the better carrying out of the purposes and provisions of this Act and in particular and without prejudice to the generality of the foregoing may make regulations—

regulating, the access of the public to any monument or relic which is the property of the government or the Board or which is held or controlled by the Board with the agreement of the owner;

prescribing fees which shall be payable for such access;

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

safeguarding national monuments, ancient monuments, tablets and relics from disfigurement, alteration, destruction, damage or export;
regulating the excavation of monuments; or
prohibiting or regulating any specific act in or in respect of any monument.

SCHEDULE

(Section 3)

The Board

The Board shall be composed of a Chairman and four other members appointed by the Minister for such period as he may determine.

Notice of appointments to the Board shall be published in the Gazette.

A quorum of the Board shall be 3 members.

The Board shall meet not less than 4 times a year.

Except as otherwise provided, the Board may regulate its own procedure.

I certify that this is a correct copy of the Bill that was confirmed by the People's Assembly on the 15th day of July, 1980.

Mrs. M. Chelty,
Clerk to the People's Assembly.

SOUDAN

The Antiquities Ordinance
(Ordinance No. 2 of 1952)

An ordinance for making provision for better preservation of antiquities in the Sudan.

This ordinance may be cited as the Antiquities Ordinance.

The Antiquities Ordinance 1905 (Vol.:III, Tit:XII, Sub-tit:10) is hereby repealed:

Provided that all orders made or permissions granted thereunder and in force at the date hereof shall remain in force and be deemed to have been made under this ordinance.

In this ordinance unless the context otherwise requires

“antiquity” means

any object, whether movable or immovable or a part of the soil, which has been constructed, shaped, inscribed, erected, excavated or otherwise produced or modified by human agency earlier than the year 1821 A. D. and includes any part of any such object which has at any later date been added, reconstructed or restored;

any historical monument;

any human or animal remains of a date earlier than 1340 A. D.

“board” means the Museums Board set up under section 5 of the Ordinance

“commissioner” means the Commissioner for Archaeology.

“monument” means any building, construction, excavation, cemetery, immovable remains or immovable object produced or modified by human agency.

“historical monument” means any monument set out in the First Schedule hereto.

“historical site” means any area containing or believed to contain antiquities or any area associated with important historical events and set out in the Second Schedule hereto.

in any trial or action in connection with any alleged antiquity the written opinion of the Commissioner as to the date thereof shall throw upon any person asserting the country the burden of proving that any alleged antiquity was brought into the Sudan since 1st January 1821 shall rest upon the person asserting the same.

- (1) There is hereby constituted a Board to be known as the Archeological and Museums Board, which shall be responsible to the Minister of Education for carrying out the provisions of this Ordinance in accordance with the general policy from time to time laid down by the Council of Ministers.

The Board shall consist of the following members:

- Director of Education : President
- Commissioner for archeology : Secretary

Not more than 8 nor less than 4 members, to be appointed by the Council of Ministers on the recommendation of the Minister of Education.

Appointed members shall serve for 3 years but shall be eligible for re-appointment.

Four members shall constitute a quorum.

The Board may makes rules for the conduct of its business not inconsistent with the provisions of this Ordinance.

In exercising the powers conferred on him by the Ordinance the Commissioner shall be subject to the general supervision of the board, and to such specific directions as may from time to time be given to him by the board.

Every antiquity except antiquities brought into the Sudan since 1St January 1821 shall be the property of the Government, but the Commissioner on behalf of the Government shall have power to disclaim the ownership of any antiquity upon such conditions as the Board may approve.

The Government shall have power to acquire under the land Acquisition Ordinance 1930 or any similar ordinance for the time being in force any historical site and any necessary right of way or means of access thereto and shall also have power to remove any antiquities from any land and land not belonging to the Government, paying only for actual land. In valuing land for such acquisition no account shall be taken of the existence or value of antiquities which are existing or have been found on or in such land.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Any person who does not hold a license under section 14 hereof and discovers any antiquity or any object which may reasonably be supposed to be an antiquity, and the owner or occupier of any land on or under the surface of which any antiquity or any such object has been discovered and who knows of such discovery, and any Sheikh or Omda who knows of such discovery, shall report the same within a reasonable time either to the Commissioner or to the nearest administrative officer; any such person who dishonestly omits to report a discovery shall be liable to imprisonment for a term not exceeding one month or to a fine not exceeding £E.5 or to both.

Any person who wilfully injures or destroys any antiquity or historical site without the consent of the Commissioner or who without such consent takes possession of or removes any materials and thereby causes the injury or destruction of any antiquity or historical site or who converts any antiquity or historical site to any use which is likely to injure or destroy it or alter its character shall be liable to imprisonment for a term not exceeding one year or to a fine not exceeding £E.20 or both.

When the discovery of any antiquity by a person not holding a license under section 13 or section 14 hereof has been reported the Commissioner may either (i) claim the antiquity on behalf of the Government; in which case he shall pay to the finder_

if the antiquity be an article consisting of gold or silver or precious stones, the intrinsic value of the metal or precious stones without reference to the artistic or archeological value of the article; and

if the antiquity be any other article, the market value thereof, which value shall be assessed by the Commissioner, subject to the right of a finder who is not satisfied with such assessment to appeal within three months of the tender of the assessed value to a Judge of the High Court.

Or (ii) disclaim the antiquity in which case the property therein shall vest in the finder to whom the Commissioner shall issue a written disclaimer and also such license as is required by section 18 thereof.

No person, except the Commissioner or any person acting on his behalf, shall explore or excavate for antiquities whether on his own land or not unless he hold the appropriate license issued by the Commissioner.

Licenses shall be of two kinds:-

a license to explore for antiquities the holder to search for antiquities the holder in any way other than by excavation and to make soundings or trial diggings to ascertain the probable presence of antiquities; and

a license to excavate for antiquities

Such licenses shall be valid for the period therein stated unless previously revoked and no fee shall be payable in respect thereof.

With the consent of the Board, the Commissioner may issue, and when issued may revoke, a license to explore to any person whom he may think fit and proper on such conditions as he may with a like consent from time to time prescribe.

(1) With the consent of the Board, the Commissioner may issue a license to excavate.

If the land in respect of which a license to excavate is applied for be not Government land and the Commissioner shall before issuing a license require the applicant to produce satisfactory evidence that he has acquired from the owner and where necessary from the occupier thereof a right to excavate.

The Commissioner shall not issue a license to any person or persons except to those who—

satisfy him that they are prepared to expend on the excavations a sum of money sufficient to secure archaeologically satisfactory results; and

satisfy him of their scientific competence; and

have published, or have made adequate provision for the publication of, the scientific results of any excavations previously undertaken by them.

(4) Every license to excavate shall be issued subject to the following conditions the licensee

shall take all reasonable steps for the preservation of any antiquities discovered by him; and

shall deliver to the Commissioner, at such time or times as the latter may require, plans of any excavation made and lists of all antiquities discovered therein and shall supply such other information as the Commissioner may require; and

shall make available to the Commissioner when required by him any or all the antiquities discovered in the course of the excavations.

The Commissioner with the consent of the Board shall have power to annex to any license to excavate such special conditions, as he may think fit.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

The Commissioner with the consent of the Board may suspend or revoke any license to excavate in the event of breach of any of the conditions, general or special, subject to which such license was issued or if for any reason it appear to him desirable in the public interest so to do.

- (1) Upon the ending of the excavations and at such time to times, if any, during the course thereof as he may think fit the Commissioner shall select and claim on behalf of the Sudan Government such of the antiquities discovered as are in his opinion indispensable either for the scientific completeness of the Sudan Government Museum or for the purpose of illustrating the history or art of the Sudan;
- Upon the ending of the excavations the Commissioner shall divide the antiquities other than those selected under subsection (1) of this section into two groups as nearly as possible equal in intrinsic and archeological value and shall allow the licensee to choose one such group;
- The Commissioner shall then on behalf of the Government disclaim the antiquities in the group so chosen which shall thereupon vest in the licensee to whom the Commissioner shall issue a written disclaimer and the Commissioner shall claim and take possession on behalf of the Government of the other group;
- It shall not be lawful for a licensee to sell or otherwise (in the Sudan) dispose of any antiquity vesting in him by virtue of subsection (3) of this section and any attempt so to do shall be an offence under this ordinance and any antiquity in respect of which such an offence has been committed shall be forfeited to and re-vest in the Sudan Government: Provided that this subsection shall not operate to prevent the licensee, with the consent of the Commissioner, presenting any antiquity to any museum or educational institution in the Sudan.

The licensee shall if so required supply such photographs; casts, squeezes or other reproductions of the antiquities vesting in him as the Commissioner may think fit.

- (1) Within two years of the ending of the excavations, unless such period be extended or exemption from this section be granted by the Commissioner, the licensee shall prepare and publish a report on the scientific results of his excavations and shall supply two copies of such report to the Commissioner.
- To ensure compliance with subsection (1) of this section the Commissioner shall have power to require from any applicant for a license to excavate such deposit, guarantee or other security as he may think fit.
- The Licensee shall also supply to the commissioner two copies of any preliminary report on his excavations that he may publish.

No person shall sell or offer for sale any antiquity unless he holds a license in writing from the Commissioner to sell the same. On every sale the license shall handed over to the purchaser and no such sale shall be valid unless such license is sale any antiquity without such license or without handing over such license to the purchaser and any person purchasing any antiquity without taking over such license shall be liable to imprisonment for a term not exceeding three months or to fine or to both.

Any person exporting or attempting to export any antiquity without being in possession of the licensee for sale as aforesaid or of a special permission from the Commissioner to export such antiquity shall be liable to imprisonment for a term not exceeding three months or to fine or to both.

Any person found in possession of a movable antiquity which he is unable to show that he obtained lawfully and in good faith shall be liable to imprisonment for a term not exceeding three months or to fine or both.

- (1) The First Schedule hereto shall contain the name, description, map reference and coordinates of all known monuments which are, or should become, antiquities and the Second Schedule hereto shall contain the like details of all known sites containing or believed to contain antiquities or associated with historical events.
- The Commissioner shall have power by order published in the Sudan Government Gazette to alter or delete from either Schedule and to add any monument, which is an antiquity in virtue of paragraph (a) of the definition of antiquity in section 2, to the First Schedule or any site to the Second Schedule and shall also have power with the consent of the Executive Council by similar order to add to the First Schedule any monument which is not an antiquity in virtue of the paragraph aforesaid.

The Court trying an offence under this ordinance of which any antiquity is the subject shall order such antiquity to be surrendered to the Commissioner.

Offences under this ordinance may be tried by the Court of a Magistrate of the second class or by any higher Court and summarily or non-summar

SWAZILAND

The National Trust Commission Act, 1972

Date of commencement: 13th March, 1972.

Date of assent: 9th March, 1972.

Arrangement of Sections

Part I

Preliminary

Short title.

(1) Interpretation.

(2) Non-Applicability of Act to certain land.

Part II

The Commission

Establishment of Commission.

Constitution of the Commission.

Members of the Commission not to be remunerated.

Functions of the Commission.

Officers and employees.

Limitation of liability and actions.

Part III

Swaziland National Centre and Declared Institutions

Establishment of Swaziland National Centre.

Proclamation of declared institutions.

The curator and his functions.

Part IV

(Replaced in its Entirety by K.O.I.C 22/1973.)

National Parks and Nature Reserves

Establishment and areas of parks and reserves.

Noting of proclamation of park or reserve in Deeds Office.

Acquisition of property.

Objects of parks and reserves.

Functions and powers of the Commission in respect of parks and reserves.

Delegation of powers.

The director of national parks and his functions.

Restriction on entry or fishing.

Prohibition of certain acts in parks and reserves.

Rights of owners and occupiers of land in a reserve.

Penalties.

Evidence.

Powers of park wardens and park officials.

24. bis. Appointment of Honorary Park Wardens and officials.

Part V

National Monuments, Relics and Antiques

Powers and duties of the Commission in regard to national monuments, relics and antiques.

Proclamation of monuments.

Acquisition of land and rights for the purposes of a monument, relic or antique.

Noting of proclamation of monument or relic in Deeds Office.

Protection of monuments, relics, antiques and other objects.

Powers of entry upon land.

Commission may assume control of certain monuments.

Minister may prohibit removal or export of monument, relic or antique.

32.bis. Powers of Park Warden and Park Officials in respect of monuments and relics.

Penalties.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Part VI

Financial Provisions
Financial year.
Revenues of the Commission.
Application of funds of the Commission.
Annual estimates.
Investment of funds.
Annual Report.
Accounts.
Exemptions from duties, taxes and fees.

Part VII

General
Acquisition of Property.
Regulations.
43.bis. Non-application of certain laws to parks, reserves, monuments and relics.

Repeal and Savings.

An act to provide for the operation of cultural institutions and the proclamation of national parks, monuments and matters incidental thereto.

Part I

Preliminary

Short title.
This Act may be cited as the National Trust Commission Act, 1972.

Interpretation.

(1) In this Act, unless the context otherwise requires—

“animal” means any vertebrate member of the animal kingdom other than a human being, an animal of a usually domesticated species or a fish, and includes the eggs of birds and reptiles;
(Amended K.O-I-C. 22/1973)

“antique” means an object proclaimed as such under section 26;

“chief executive officer” means the chief executive officer of the Commission appointed under section 7;

“Commission” means the Swaziland National Trust Commission established in terms of section 3;

“curator” means a person appointed to be in charge of a declared institution under section 11;

“declared institution” means an institution proclaimed as such under section 10; and includes the Swaziland National Centre;

“director” means the person appointed as director of national parks under section 18;

“hunt” with reference to an animal, means to kill, shoot at, capture or attempt to capture, or to follow or search for or lie in wait for with intent to kill, shoot or capture, or willfully to disturb;

“institution” means any art gallery, library, museum, zoological or botanical garden, or other scientific or cultural institution deemed by the Minister to be of similar character;

“Minister” means the Deputy Prime Minister;

“monument” means an area or object proclaimed as such by the Minister under section 26 and where appropriate includes relics and antiques;

“national park” or “park” means a national park established under section 12 on land which does not include private land which is under the management and control of the Commission for the objects described in section 15;
(Added K.O-C- 22/1973)

“nature reserve” or “reserve” means a nature reserve established under section 12 on land which may include private land and in respect of which management and control by the Commission are subject to certain private property rights or limitations or restrictions imposed by the Ngwenyama in terms of this Act; (Added K.O-I-C. 22/1973.)

“owner” in relation to land means a person who has title thereto and any person who has any right or interest in such land;

“park” means a national park established under section 12;

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

"park official" means any person, other than a park warden, who is employed by the Commission in a national park or nature reserve;

(Added K.O-I-C. 22/1973)

"park warden" means the director of national parks and any person appointed as a park warden by the Commission by notice in the Gazette;

(Added K.O-I-C. 22/1973)

"poison" means any chemical or other substance, whether solid, liquid or gas, which is capable of killing, injuring or stupefying vertebrate or invertebrate animals or fish, by contact or ingestion or of destroying vegetation, and includes such substances as insecticides, arboricides, herbicides and cattle dipping compounds; (Added K.O-I-C. 22/1973)

"private land" means any land that is not Swazi Nation Land or owned, possessed or occupied by the Government. (Added K.O-I-C. 22/1973.)

"property" includes any interest in or right over immovable property;

"relic" means an object proclaimed as such under section 26;

"Swaziland National Centre" means the institution established under section 9;

"trap" means any device, including a snare and birdlime, by means of which an animal can be captured whether dead or alive;

(Amended K.O-I-C. 22/1973)

"tree" means a perennial plant having a self-supporting woody main stem or trunk and growing to a height of not less than five feet, but does not include bushes or shrubs;

"weapon" means any tire-arm or ammunition for a fire-arm or any other instrument by means of which a projectile can be propelled, or which can be propelled or used in such a manner that any animal can be killed or injured thereby.

Non-Applicability of Act to certain Land.

- (2) Subject to the proviso to section 27 (a) this Act shall not apply to such land as is sacred or has a special significance according to Swazi law and custom:

Provided that in the event of any doubt as to whether such land is sacred or has such special significance, the Minister shall obtain the decision of the Ngwenyama in writing, and such decision shall be final and binding on all persons concerned.

Part II

The Commission

Establishment of Commission

- (1) There is established a body to be known as the "Swaziland National Trust Commission" which shall be a body corporate, capable of suing and being sued in its own name, of acquiring and alienating movable and immovable property and, subject to the provisions of this Act, generally of performing all such acts as bodies corporate may by law do.

Subject to the provisions of Part VI of this Act, the Commission shall not without the prior approval of the Minister purchase, hire, sell, let, exchange, or otherwise alternate, hypothecate or encumber immovable property or invest, lend or borrow moneys.

Constitution of the Commission.

- (1) The Commission shall consist of a chairman and six members appointed by the Minister by notice published in the Gazette, together with such members as may be elected by the Commission under subsection (2). The commission may elect not more than four person possessing such expert knowledge or experience as may be required by it in the discharge of its functions.

(Amended K.O-I-C. 22/1973)

The Commission shall elect a deputy chairman who shall preside if the chairman is absent.

The period of office of a member of the Commission shall be-

in the case of a member appointed under subsection (1), three years; and

in the case of a member elected under subsection (2), a period not in excess of one year,

but a member shall be eligible to be re-appointed or re-elected

A member of the Commission shall vacate his office if he-

gives the Minister written notice of his resignation; or

has been absent from three consecutive meetings of the Commission without the permission of the chairman; or

is declared by a competent court to be of unsound mind; or

is convicted of an offence and sentenced to a term of imprisonment without the option of a fine; or

is declared insolvent by the High Court and has not been rehabilitated; or

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

is employed by the Commission.

When a vacancy among appointed members of the Commission occurs, the Minister shall appoint a person to fill the vacancy for the unexpired portion of the period for which such member had been appointed.

The chairman (or deputy chairman) and four members of the Commission shall constitute a quorum and a decision of the majority of members present at the meeting shall be deemed to be the decision of the Commission.

The chairman shall have a casting vote as well as a deliberative vote.

The Commission shall meet at least twice a year and the chairman shall give or cause members of the Commission to be given reasonable notice in writing of a meeting.

Members of the Commission not to be remunerated.

No remuneration shall be paid to the members of the Commission, but each member may draw from the funds of the Commission his reasonable expenses for subsistence and travelling while engaged in the business of the Commission at the rates authorized in terms of any regulation made under section 43.

Functions of the Commission.

- (1) Subject to the provisions of this Act or any other law the Commission is charged with the general supervision and control of the Swaziland National Centre and other declared institution, national parks, nature reserves, monuments, relics and antiques.

(Amended K.O-I-C. 22/1973)

The Commission may establish committees to assist in the exercise of its functions and the performance of its duties, and may, in addition, appoint such persons as it may deem fit to be members of such a committee.

Officers and employees.

- (1) The Commission shall appoint a chief executive officer who shall hold office for such period and subject to such conditions as the Commission may decide; and subject to the directions of the Commission be charged with the management of the business of the Commission and its administration and organisation and with control of the staff of the Commission.

The Commission may, subject to the provisions of section 11, appoint such other persons to the staff of the Commission as may from time to time be required for the carrying out of the objects of this Act and may in its discretion dismiss any officer or employee from its service.

Limitation of liability and actions.

- (1) No action shall lie against the Commission for the recovery of any damage caused by any animal inside a declared institution, park, reserve or monument unless such damage is shown to have been caused by the reckless or willful misconduct of a person employed by the Commission and acting in the course of such employment. (Amended K.O-I-C. 22/1973.)

No action shall lie against the Commission or any officer or employee of the Commission in respect of anything done under this Act unless written stating the cause of action is served on the Commission within thirty days after the cause of action arises, and unless the action is commenced within six months after the cause of action arises.

Part III

Swaziland National Centre and Declared Institutions

Establishment of Swaziland National Centre.

There is hereby established an institution to be known as the Swaziland National Centre, the assets and liabilities of which shall vest in the Commission.

Proclamation of declared institutions.

The Minister may in consultation with the Prime Minister by notice in the Gazette proclaim an institution to be a declared institution, whereupon all the assets and liabilities of that institution shall vest in the Commission, unless expressly otherwise provided for in that notice.

The curator and his functions.

- (1) The Commission shall appoint a curator to be in charge of a declared institution.

The functions of the curator shall be-

to receive, hold and preserve all specimens, collections, or other movable property of whatever kind placed under the care of, or loaned to, or belonging to, the declared institution;

to maintain and preserve all buildings, land, and other immovable property in the care of, loaned to, or belonging to, the declared institution;

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

to undertake such administrative functions in connection with the declared institution as may be necessary, including the preparation of annual estimates of revenue and expenditure and the keeping of books of account;

to keep proper records of the property of the declared institution and to submit to the Commission may returns or information requested by it; and

A curator may, subject to any other law and subject to the approval of the Commission, determine the hours during which and the conditions and restrictions under which the public may visit the declared institution.

A curator shall once a year submit to the Commission a written report of the activities institution, including a financial statement outlining his use of the fund, put at his disposal regardless of their source.

Part IV

(Replaced in its Entirety by K.O-I-C 22/1973)
National Parks and Nature Reserves

Establishment and Areas of Parks and Reserves.

(1) Upon the recommendation of the Commission, the Minister may after consultation with the Prime Minister and subject to this Act, by notice in the Gazette proclaim—

as a national park, any area of land which does not include private land, or proclaim any such area to be part of an existing park;

as a nature reserve, any area of land which may include private land, or proclaim any area of land to be part of an existing reserve:

Provided that the Commission shall—

at least one month before making any such recommendation in respect of private land, notify the owner thereof in writing that it proposes to make a recommendation; and

attempt to conclude an agreement with the owner prescribing the terms and conditions under which the owner would control, manage and maintain his land within the reserve for the objects described in section 15; and

in making its recommendation, submit proof to the Minister that the owner has received the required notice, and transmit to him any agreement that the Commission may have concluded with the owner or failing such agreement any objection which may have been lodged by the owner, or

in the event that the owner concerned cannot be traced after diligent search, in making its recommendation submit proof that the notice has been published in the Gazette and in a newspaper circulating in Swaziland.

Notwithstanding subsection (1), the Minister shall not proclaim any Swazi Nation Land in terms of this section without first having obtained the written permission of the Ngwenyama who may therein impose such restrictions or limitations as he may deem fit.

Upon the recommendation of the Commission, the Minister may after consultation with the Prime Minister by notice in the Gazette exclude any land from an area proclaimed to be a park or reserve in terms of subsection (1) or cancel a notice issued in terms of that subsection.

Noting of proclamation of park or reserve in Deeds Office.

(1) When the Minister proposes to proclaim or has proclaimed a defined area to be a park or reserve or to increase or reduce the area of a park or reserve under section 12, he may cause beacons to be erected on the corners of the area and cause that area to be surveyed and a diagram thereof to be framed.

When the Minister has proclaimed a defined area to be a park or reserve or has increased or reduced the area of a park or reserve under section 12, he shall furnish the Registrar of Deeds with a copy of the notice in the Gazette containing the proclamation, extension or reduction, and with a copy of any diagram of that area which may have been framed.

The Registrar of Deeds shall endorse a reference to the said proclamation, extension or reduction, and to any such diagram upon the title deed of the land in question filed in his office and in the appropriate registers, and upon the owner's title deed as soon as it is lodged in his office for any reason.

Acquisition of property.

If the Minister proposes to proclaim a park or reserve under section 12, or if a reserve has already been so proclaimed, the Minister may acquire by purchase or otherwise or, failing agreement with the owner, by expropriation any property necessary for the purposes of proclaiming the park or reserve or of furthering the objects of the reserve.

Objects of parks and reserves

The objects of the declaration of a park or reserve are—

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- to promote and conserve indigenous animal and plant life and to eliminate non-indigenous animal and plant life within the area of a park or reserve;
- to collect together and restore to the park or reserve a representative selection of the animals and plants which are indigenous or are reasonably considered to have been indigenous to the area;
- to protect and preserve or to restore objects of geological, archeological, historical, ethnological and other scientific interest in the park or reserve;
- to promote and protect the natural ecology and environment of the park or reserve;
- to provide facilities for scientific study and education;
- to promote public appreciation of the social, economic and moral value of nature conservation;
- without conflicting with the foregoing objects, to provide enjoyment to visitors to the park or reserve.

Functions and powers of the Commission in respect of parks and reserves

- (1) Subject to section 17 and to any agreement concluded in terms of section 12 (1) (b) (ii), the Commission shall control, manage and maintain parks and reserves for the objects described in section 15.

Subject to section 3 (2) and to any agreement concluded in terms of section 12 (1)(b)(ii), the Commission may within a park or reserve—

- construct such bridges, buildings, fences and dams, and carry out such other works as it may consider necessary for the control, management or maintenance of the park or reserve;
- take such steps as will ensure the preservation of the park or reserve and the indigenous animals and plants therein in a natural state;
- set aside areas as places for animals or as nurseries for trees, shrubs, flowers and other plants;
- having regard to the objects described in section 15, provide accommodation, meals, refreshments and facilities in connection therewith for visitors to the park or reserve, and carry on any business or trade or supply any other service for the convenience of visitors to the park or reserve;
- establish, erect, equip and maintain any building, structure, depot or premises required in connection with any matter referred to in paragraph (d), or otherwise permit the use or occupation of any site required for such purpose;
- make such charges in connection with any such matter as it may determine.

Subject to any agreement concluded in terms of section 12 (1)(b)(ii), the Commission may—

- on the recommendation of the director sell, exchange or donate specimens of the animals and plants of a park or reserve, and by purchase, exchange or otherwise acquire any animal or plant which the Commission may consider desirable to introduce into a park or reserve;
- grant exemption or partial exemption from payment of any or all of the charges determined under subsection (2) or the fees payable in terms of any regulation made under section 43 to members of the Commission and to any other person approved generally or specially by the Commission.

The Commission may investigate the question whether or not it would be desirable to have any area proclaimed a park or reserve or to have included in a park or reserve and may, subject to section 12 (1), make recommendation to the Minister accordingly.

If any area of land in respect of which an investigation has been carried out in terms of subsection (4) is thereafter proclaimed to be a park or reserve or included in any park or reserve, anything done by the Commission with the approval of the Minister in connection with the control, management or maintenance of such area as if it were a park or reserve before such proclamation shall be deemed to have done after it.

Delegation of powers

Upon the approval of the Minister the Commission may in respect of a particular park or reserve delegate to any person its powers in respect of sections 16 (2) and (3), 19 and 20(2):

Provided that no such delegation shall relieve the Commission of its responsibility to ensure that each park and reserve is controlled, managed and maintained for the objects described in section 15.

The director of national parks and his functions

The Commission shall appoint a director of national parks whose functions shall be to carry out such duties and to exercise such powers as may be assigned to him by the Commission in respect of the national park or nature reserve.

Restriction on entry and fishing

No person other than a park warden or park official in the execution of his duty shall enter or be found in a park or reserve, or fish or attempt to catch fish by any means in a park or reserve, without being in possession of a written permit issued by the Commission or the park warden responsible for the administration of the park or reserve or by a park official authorised by such park warden to issue such a permit, and then only subject to such conditions and may be endorsed on the permit:

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Provided that this section shall not apply to any police, customs or excise officer entering a park or reserve or being found therein in the execution of his official duty.

Prohibition of certain acts in parks and reserves

- (1) Subject to subsection (2), no person other than a park warden or park official in the execution of his official duty shall—
- reside, camp or picnic in a park or reserve other than in places provided for such purposes;
 - hunt or otherwise willfully or negligently kill or injure any animal or take, damage or destroy any egg or nest of any bird, fish or reptile in a park or reserve;
 - willfully or negligently cause a veld fire or cut, damage or destroy any tree, plant or other vegetation in a park or reserve or pick any flower or remove seed from any such plant;
 - introduce into or be in possession of any weapon, explosive, trap or poison in a park or reserve;
 - introduce any domestic animal or allow any domestic animal to stray into a park or reserve:
- Provided that domestic animals may be driven or led under proper control along any route through a park or reserve that the Commission may designate for the purpose;
- introduce into a park or reserve any animal or plant of species that is not indigenous to the area;
 - cultivate any land in a park or reserve;
 - remove from park or reserve any seed, plant or animal, whether alive or dead, or any part of a plant or animal, or any fossil, stone, mineral or other natural object whatsoever, or any object of aesthetic, historical, archeological, scientific, sacred or religious value or interest;
 - dig or excavate any hole, pit or trench or otherwise interfere with the natural configuration of the land in a park or reserve, or alter the natural flow of water in a park or reserve;
 - pollute any water in or following into a park or reserve, or use any insecticide, herbicide or other chemical or poison in such a way as to affect animal or plant life in a park or reserve;
 - feed or willfully molest or disturb any animal in a park or reserve;
 - cut, carve, write on or otherwise deface any rock, building, notice board or other object, whether natural or otherwise, in a park or reserve, or damage any fence or wall inside or on the boundary of a park or reserve;
 - discard any paper, wrapper, tin, bottle or any other litter in a park or reserve other than in receptacles provided for the purpose;
 - fly any type of aircraft over a park or reserve at an altitude of less than 500 meters above ground level;
 - fail to comply with the lawful order of a park warden or park official while in a park or reserve.

Notwithstanding subsection (1), the Commission may, for scientific purposes or the improvement of the park or reserve or for other good and sufficient reason, authorise any person to do any act prohibited by this section.

The Minister may by notice in the Gazette declare any road in a park or reserve to be a public road for the purposes of the Road Traffic Act, No. 6 of 1965.

Rights of owners and occupiers of land in a reserve.

- (1) Subject to subsection (2) and notwithstanding section 20, the owner of any private land falling within the boundary of a reserve, or, with such owner's consent, the occupier of such land, shall be entitled to continue in the use and enjoyment thereof.

The owner or occupier of such land, as the case may be, shall not without the prior consent of the Commission—

- sell or lease such land or permit any portion of such land to be occupied without first having given a prior option to the Commission to purchase. Lease or otherwise occupy such land on the same terms;
- construct any building, roads, dams or bridges;
- cause or allow any excavation or other material alteration of the natural configuration of such land to be made;
- hunt or permit the hunting of any animal on such land;
- cut, damage or destroy or permit the cutting, damaging or destroying on such land of any tree of a species that is indigenous to the area, or plant on such land any tree of a species that is not indigenous to the area;
- willfully or negligently cause a veld fire on such land.

If any private land falls within a nature reserve and is entirely surrounded by land which is within the reserve and is not private land, the Commission shall afford the owner of such land free access from outside the reserve to such land by a specified route or routes along which the prohibitions of sections 19 and 20(1) (d), (f) and (h) shall not apply.

For the purposes of sections 19 and 20(1)(d), (e), (f), (h) and (j) the boundary within a nature reserve between private land and land which is not private land shall be regarded as the external boundary of the reserve.

The owner of any riparian land in relation to a public stream, the bed or any part of the bed of which is included in a park or reserve shall have all such rights to use water from such stream as are permitted to him under the Water Act, No.25 of 1967, and shall for the purpose of such use be entitled to construct, use and maintain any work which he would have been entitled to construct, use and maintain if this Act had not been passed:

Provided that, if he constructs any such work which might facilitate the entry into or exit from the park or reserve of persons or animals (other than aquatic or amphibious animals), he shall take steps to prevent permanently such entry or exit:

And provided further, that if such owner fails to take such steps, the Commission may itself take such steps or cause them to be taken and recover the cost thereof from him.

The expressions "riparian land" and "public stream" in subsection (5) have the respective meanings assigned thereto in section 2 of the Water Act No.25 of 1967.

Penalties

(1) Any person contravening section 20 (1) (b) or (c) with references to a veld fire shall be guilty of an offence and liable on conviction to a fine of one thousand rand or imprisonment for three years, or both.

Subject to subsection (1) any person who contravenes this Part, including any regulation made for this Part under section 43, or who commits a breach of a condition of any permit granted under this Part, or who obstructs any member of the Commission, the director or any officer or employee of the Commission in the execution of his functions or duties under this Part, shall be guilty of an offence and liable on conviction to a fine of two hundred rand or imprisonment for six months or both or in respect of a second or subsequent conviction under this section to a fine of four hundred rand or to imprisonment for twelve months, or both.

Any weapon, explosive, trap or poison used in connection with a willful contravention of section 20 shall, in addition to any other punishment which may be imposed under this section, be declared forfeited to the Government.

Any vehicle, aircraft, vessel, animal, including a domestic animal, material or article used in connection with a willful contravention of section 20 may be declared forfeited to the Government unless it is proved that the person convicted is not the owner of such vehicle, aircraft, vessel, animal, material or article and that the owner thereof could not have prevented its unlawful use by the person convicted.

Evidence

(1) Any person found within a park or reserve while in possession of any weapon, explosive, trap or poison shall be presumed to be hunting within the park or reserve unless the contrary is proved.

Any person found within a park or reserve and in possession of the carcass or any part of a freshly killed animal shall be presumed to have willfully killed such animal within the park or reserve unless the contrary is proved.

Whenever in any prosecution under this Part it is alleged in the charge that an offence has been committed in connection with or in respect of any animal or plant of the species stated in the charge, it shall be presumed that such animal or plant was of that species unless the contrary is proved.

If in any prosecution it is alleged in the charge that an act which constitutes, an offence under this Part has been committed within the boundaries of a park or reserve that act shall be presumed to have been committed within that park or reserve unless the contrary is proved.

In any prosecution under this Part any record, book or document kept by a park warden or park official in the course of his duties shall on its production by any park warden or park official be prima facie proof of the facts recorded therein:

Provided that the court in which any such record, book or document is adduced in evidence, may in its discretion cause the person who made the entries therein to be summoned to give oral evidence in the proceedings in question.

Powers of park wardens and park officials.

(1) Any park warden or park official acting on the orders of a park or reserve or within five miles from the boundary thereof—

require any person whom he has reasonable grounds to suspect has committed an offence under this Part to produce for inspection any animal, including a domestic animal, weapon, trap, poison or other material article which may afford evidence of the commission or attempted commission of an offence under this Part, or any permit or other document required to be in the possession of such person under this Part;

search without a warrant any premises, place, vehicle, aircraft, vessel, transport animal, tent, baggage or receptacle of whatever nature if he has reasonable grounds for suspecting that there is at or in such premises, place, vehicle, aircraft, vessel, transport animal, tent, baggage or receptacle any animal, including a domestic animal, or any plant, weapon, trap, poison or other material or article which

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- may afford evidence of the commission or attempted commission of an offence under this Part, and may seize any such animal, plant, weapon, trap, poison, material or article found as a result of such search;
- arrest without warrant any person who is reasonable grounds suspected of having committed an offence under this Part.
- Any park warden or park official acting on the orders of a park warden may within the boundaries of a park or reserve—
 - require any person who is behaving in a suspicious or unbecoming manner to leave the park or reserve—
 - destroy any dog or domestic cat found within a park or reserve if unaccompanied by its owner or other person having control over it or, if accompanied by such person in the course of contravening section 20(1) (b).

Appointment of honorary park wardens and officials.

Bis.

The Commission may by notice in the Gazette appoint any person to be an honorary park official for such period and on such conditions as the Commission may think fit, and may terminate such appointment at any time.

Save as may be otherwise prescribed, and subject to the conditions of his appointment, an honorary park warden or honorary park official shall have all the powers conferred by this Act on a park warden and park official respectively.

Part V

National Monuments, Relics and Antiques

Powers and duties of the Commission in regard to national monuments, relics and antiques.

(1) The Commission may—

make recommendation to the Minister that it is in the national interest that he proclaim—

as a national monument, any area of land having a distinctive or beautiful scenery or geological formation, or any area of land containing a rare or distinctive or a beautiful flora or fauna, or any area of land containing objects of archeological, historical, or scientific interest or value, or any waterfall, cave, grotto, avenue of trees, old building, or any other place or object (whether natural or construed by man) of aesthetic, historical, archeological, scientific, sacred, or religious value or interest;

as a relic, any fossil of any kind, any drawing or painting on stone or petroglyph known or commonly believed to have been executed by Bushman or other aboriginal inhabitants of Southern Africa, or by any people who inhabited or visited Southern Africa in ancient days, and any implement or ornament known or commonly believed to have been used by them and any anthropological or archeological contents of the graves, caves, rock shelters, middens, shell mounds, or other sites used by them;

as an antique, any movable object (not being a monument or relic) of aesthetic, historical, archeological or scientific value or interest, the whole or more valuable portion whereof has for more than thirty years been in any part of Southern Africa, or which was made therein more than fifty years before the publication of such notice;

make a list of all areas and objects whose proclamation under section 16 it considers desirable;

take steps to ascertain the owners of any place or object;

purchase or otherwise acquire such object, or by agreement with the Government or a public body or with a private person having the ownership or control of any such object, take such steps as may be practicable to preserve it;

take steps for the erection of tablets in suitable places giving information in si-Swati and in English about the historical events which occurred in such places;

assume control over any such object requested by the person having the ownership or control thereof and as trustee for the Government accept any such object which the owner desires to donate or has bequeathed to the Government;

preserve, repair, restore or insure any monument, relic or antique under its control;

lend any such relic or antique to any institution;

have access through any of its members at all reasonable times to any monument, relic or antique;

publish or cause to be published information relating directly or indirectly to a monument, relic or antique.

appoint caretakers to be responsible for the protection and maintenance of monuments, relics and antiques. (Added K.O-I-C. 22/1973)

extend any provision of section 19 or 20 to any monument or relic by notice published in the Gazette. (Added K.O-I-C. 22/1973)

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

The Commission shall—

when required by the Minister investigate and report upon matters relating to an area, place or object proclaimed under section 26 or upon the desirability of so proclaiming an area, place or object; make a register of all monuments, relics and antiques. (Amended K.O-I-C. 22/1973)

Proclamation of monuments

(1) Upon the recommendation of the Commission, the Minister may after consultation with the Prime Minister by notice in the Gazette proclaim an area or object to be a national monument, relic or antique, as the case may be, or increase an area proclaimed to be a monument or relic:

Provided that the proviso to section 12(1) shall *mutatis mutandis* apply to such proclamation.

The Minister may, after consultation with the Commission, or on its recommendation, by notice in the Gazette reduce an area proclaimed to be a monument or relic in terms of subsection (1) or cancel a notice issued in terms of that subsection.

Acquisition of land and rights for the purposes of a monument, relic or antique.

Where a monument, relic or antique has been proclaimed under section 26, the Minister may, by purchase or otherwise and, failing agreement with the owner, shall where necessary acquire by expropriation—

any area of land proclaimed as a national monument or relic in terms of section 26 necessary for the purposes of that monument or relic: (Amended K.O-I-C. 22/1973)

Provided that upon the issue of a certificate under the land of the Ngwenyama in trust for the Swazi Nation.

rights to construct and maintain public access roads of footpaths over any area of land to any monument or relic;

rights to construct fences, walls or gates upon such land or upon, across or beside such roads or footpaths;

rights to undertake and carry out such other activity as may be necessary for the preservation, restoration or repair of any monument or relic.

Noting of proclamation of monument or relic in Deeds Office.

(1) When the Minister proposes to proclaim or has proclaimed a defined area to be a monument or relic in terms of section 26 or when he proposes to increase or reduce or has increased or reduced any such area in terms of section 26, he may cause beacons to be erected on the corners of that area and cause that area to be surveyed and a diagram thereof to be framed.

When the Minister proposes to proclaim or has proclaimed a place or object, other than a defined area, as a monument, relic or antique in terms of section 26, he may cause the location of that place or object in relation to the beacons or boundaries of the land upon which is situated, to be determined by a survey and to be indicated upon the diagram of that land filed in the Deeds Office.

When the Minister has proclaimed an area, place or object to be a monument, relic or antique under section 26, or when he has increased or reduced any such area under that section, he shall furnish the Registrar of Deeds with a copy of the notice in the Gazette containing the proclamation, extension or reduction, and with a copy of any diagram which may have been made under that section in connection with the monument or relic.

The Registrar of Deeds shall endorse a reference to the said proclamation, extension or reduction, and to any such diagram upon the title deed of land in question filed in his office and in the appropriate registers, and upon the owner's title deed as soon as it is lodged in his office for any reason.

Protection of monuments, relics, antiques and other objects

(1) Whenever the owner of an area or object proclaimed under section 12 or 26 alienates, pledges or lets it, he shall forthwith in writing inform the Commission of the names and address of the alienee, pledgee or lessee.

No person shall destroy, damage, excavate, alter, remove from its original site or export any monument, relic or antique, or any meteorite or fossil or any drawing or painting or stone or petroglyph known or commonly believed to have been executed by Bushmen or other aboriginal inhabitants of Southern Africa, or any implement or ornament known or commonly believed to have been used by them, or any anthropological or archeological contents of the graves, caves, rock shelters, middens, shell mounds or other sites used by them or any archeological or palaeontological material or object, except under the authority of and in accordance with a permit granted under this section.

On application by any person in the prescribed manner the Commission may grant, subject to any directions of the Minister, such person a permit to destroy, damage, excavate, alter, remove its original site or export any monument, relic, antique, or other object referred to in subsection (2), specified in the permit, at such time or within such period and subject to such conditions as may be imposed in such permit:

Provided that the Commission shall not give any such consent, and the Minister shall not direct the Commission to give such consent, including a direction in an appeal under subsection (4), with respect to any monument, relic, antique or other object on Swazi nation land without the prior consent in writing of the Ngwenyama.

Whenever the Commission has refused an application made under this section, or has granted such application subject to any conditions, the applicant may appeal against such decision to the Minister who may confirm it or direct the Commission to grant the application subject to such conditions as he deems fit.

Whenever any person has been convicted of damaging or altering anything in contravention of subsection (2), the Commission may—

by notice in writing served upon such person by post or by delivery to him personally, direct him to effect such specified repairs or alterations to it within such period as may be specified therein;

upon failure of such person to comply with such notice, effect or cause to be effected such repairs or alterations and recover the cost thereof from such person.

Powers of entry upon land

Subject to any other law, any person authorized in writing by the Minister or the Commission may at all reasonable times enter upon any land or premises for the purpose of inspecting property to which the prohibitions of section 29 apply or in respect of which the Commission in investigating the desirability of proclaiming a national monument, relic or antique, or the desirability of including it in an area of land so proclaimed as a national monument, or for the purposes of performing in relation to such property any act authorized under sections 25 and 29.

Commission may assume control of certain monuments

(1) When the Minister has proclaimed an area on Government land to be a monument or relic and such area is under the control of a local authority or is on land which the local authority has acquired from Government otherwise than by purchase or exchange, and the Commission is of the opinion that the local authority concerned does not properly administer, preserve or safeguard the monument or relic, the Commission may recommend to the local authority that it take steps to administer the monument or relic in a manner indicated by the Commission.

If after the expiry of three months from the receipt by the local authority of the Commission's recommendations it has failed to give effect thereto, the Commission may notify the local authority that it proposes to assume control of the monument.

Within a period of one month from the receipt by the local authority of the said notification the local authority may appeal to the Minister who, after investigation, may disallow the appeal or allow it wholly or in part on such conditions as he may think fit.

If the local authority does not appeal, the Commission may, after the expiry of the said period of one month or, if the Minister disallows an appeal, forthwith assume control over the monument or relic and notify the local authority in writing of that fact, and the Commission shall thereupon publish a notice in the Gazette and in a newspaper circulating in the area wherein the monument or relic is situated, that it has assumed control over the monument or relic.

When the Commission has assumed control over a monument or relic, all rights of the local authority with reference to that monument or relic shall, during the period of the Commission's control, vest in the Commission.

The Commission may relinquish its control over the monument or relic under this section and shall notify its relinquishment in the Gazette.

Minister may prohibit removal or export of monument, relic or antique

(1) The Minister may by notice in the Gazette prohibit the removal or the export, without the consent in writing of the Commission, of any object or group or collection of objects which is, in the opinion of the Minister, capable of being proclaimed under section 26.

The owner of any such object or group or collection of objects or of any object which forms part of such group or collection who is affected by such prohibition may submit a written objection to the Commission against such prohibition.

The Commission shall transmit the objection to the Minister who may thereupon cancel, modify or confirm the prohibition.

Powers of park wardens and park officials in respect of monuments and relics

Bis.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Subject to any restrictions or invitations imposed by the Ngwenyama in respect of a monument or relic in terms of the proviso to section 26(1), any park warden or park official acting on the orders of a park warden shall, on the premises of a monument or relic and within five miles from the boundary thereof, have the same powers as are conferred on them by section 24 for the purpose of arresting any person who is reasonable grounds suspected of having committed an offence under this Part or for the purpose of obtaining any evidence in connection with such offence. (Added K.O-I-C. 22/1973)

Penalties

33. A person who knowingly—

- fails to comply with or contravenes any provision of section 29; or
- contravenes any prohibition issued under section 32; or
- in an application to the Commission for its consent makes a statement which is false in any material respect or supplies a drawing or photograph which is false in any material respect; or
- damages or destroys a tablet erected in terms of section 25(1)(e); or
- destroys, damages or mars a drawing painting or petroglyph described in section 25 (1)(a)(ii) or any substance near such drawing, painting or petroglyph or, without the consent of the Commission, destroys or damages any part of a cave or rock in or on which there is any such drawing, painting or petroglyph; or
- obstructs any member of the Commission or officer or employee of the Commission in the execution of his functions or duties under this part; or
- contravenes in respect of a monument or relic any provision of section 19 or 20 that may be extended to such monument or relic by the Commission by notice published in the Gazette; (Amended K.O-I-C. 22/1973)
- contravenes a regulation made for this Part under section 43:

shall be guilty of an offence and liable on conviction to a fine of two hundred rand or in default of payment thereof to imprisonment for six months, or both:

Provided that the Minister may by notice in the Gazette increase the penalties which may be imposed on conviction of any of the offences described in paragraphs (d),(e) and (g), in respect of specific monuments and relic, but such increased penalties shall not exceed one thousand rand or in default of payment thereof to imprisonment for three years. (Amended K.O-I-C. 22/1973.)

Part VI

Financial Provisions

Financial year

The financial year of the Commission, the Swaziland National Centre, any other declared institution and any park shall be the period of twelve months ending on the 31st March in each calendar year.

Revenues of the Commission

The revenues of the Commission shall consist of such sums as—

- may from time to time be placed at its disposal by Parliament;
- may with the approval of Parliament be raised for its purposes by loan in or outside Swaziland, either by Government or the Commission.
- With the approval of the Minister for Finance, it may raise by means of bank overdraft or such other means as may be determined in accordance with such provisions as may be prescribed;
- may from time to time be placed at the disposal of the Commission by way of grant or otherwise;
- may accrue to it by virtue of its operations in accordance with the provisions of this Act.

Application of funds of the Commission

- (1) The Commission may, subject to this or any other law, expend moneys in the proper exercise of its duties and powers and in the proper performance of matters necessarily incidental thereto or arising therefrom and for the purpose of meeting its lawful debts and obligations.

Every payment from its funds shall be made by the chief executive officer of the Commission at the direction of the Commission, or of a finance sub-committee appointed under section 6(2).

no expenditure shall be incurred by the Commission unless it can be properly charged to an item in the annual estimates or supplementary estimates approved by the Minister in terms of section 37.

Annual estimates

- (1) The Commission shall on the date which the Minister may determine, failing which not later than two months before the commencement of the financial year, submit to the Minister detailed estimates of its revenues and expenditure for the ensuing financial year in such form as he may approve.

Subject to subsection (3) the Minister may—

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

approve such estimates without amendment; or
disallow or amend any item or any part of any item therein which, in his opinion, is unlawful, excessive or unnecessary; or
disapprove such estimates.

The Minister shall prior to disallowing, amending or disapproving any such estimates give the Commission an opportunity of making representations to him thereon.

If any additional financial provisions required during financial year, supplementary estimates shall be submitted by the Commission and the provisions relating to the annual estimates shall *mutatis mutandis* apply.

Investment of funds

Any funds of the Commission which are not required for immediate use may be—

placed on deposit with any commercial bank or the Swaziland Credit and Savings Bank;
with the consent of the Minister for Finance, invested with the Government, any statutory body or a building society registered in Swaziland, or in such other manner as the Minister of Finance may approve.

Annual Report

The Commission shall, within three months after the end of each financial year, furnish the Minister with a report on its operations, including the operations of all declared institutions and parks.

Accounts

The Commission shall keep proper books and accounts of all its financial transactions, which shall be audited annually by the Director of Audit, and the balance sheet, together with a revenue and expenditure account, when so audited, shall be published in the Gazette, and laid on the table on both houses of Parliament.

Exemptions from duties, taxes and fees

Notwithstanding anything to the contrary in any other law, no duty, tax or fee shall be payable by the Commission, a declared institution or a park, reserve or monuments to the Government in respect of anything done or any transaction done under this Act, or in respect of any document required in connection with anything so done or any such transactions where the duty, tax or fee would otherwise be payable by the Commission, declared institution, or park. (Amended K.O-I-C. 22/1973)

Part VII

General

Acquisition of Property

The provisions of the Acquisition of Property Act, No. 10 of 1961, shall *mutatis mutandis* apply to any expropriation of property under sections 12, 14, 16 and 27 or under any other provisions of this Act. (Amended K.O-I-C. 22/1973)

Regulations

After consultation with the Commission, the Minister may make regulations, not inconsistent with this Act—

as to conduct of the business of the Commission;
in consultation with the Minister for Finance, as to the tariff at which travelling and subsistence expenses are to be paid to a member of the Commission;
as to the duties, remuneration, leave and other conditions of service of officers and employees of the Commission;
as to the investigation of charges of misconduct or inefficiency against any person employed by the Commission, and the punishment to be imposed on or other steps to be taken against such person against whom such a charge has been established;
as to the control, management, utilization and disposal of all moneys received by the Commission;
in relation to declared institutions, as to the safety and good custody and preservation of the property of any institution;
in relation to national parks, nature reserves, national monuments, relics and antiques, as to the protection, preservation, restoration and maintenance of all such places and objects proclaimed under this Act, including the imposition of fees for admission to such places; and
generally, as to all matters for which he deems it necessary or expedient to make regulations in order to carry into effect the principles and purposes hereof. (Amended K.O-I-C. 22/1973)

Non-application of certain laws to parks, reserves, monument and relics

Bis.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

The provisions of the Wild Birds Protection Act No. 45 of 1914, the Protection of Freshwater Fish Act No. 75 of 1937, and Game Control Act No. 37 of 1947, the Flora Protection Act No. 45 of 1952, the Game Act No. 51 of 1953 and the Grass Fires Act No. 44 of 1955 shall not apply within the boundaries of any park, reserve, monument or relic proclaimed under this Act. (Added K.O-I-C. 22/1973)

Repeal and saving

The Natural and Historical Monuments Proclamation (cap.217) is hereby repealed, but any monument, relic or antique proclaimed under Cap. 217 shall be deemed to have been proclaimed under section 26 of this Act.

TANZANIE

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Antiquities Act n° 10 of 1964

An act to provide for the preservation and protection of sites and articles of palaeontological, archaeological, historical, or natural interest and for matters connected therewith and incidental thereto.
(15th August 1964)

ENACTED by the Parliament of Tanganyika.

This Act may be cited as the Antiquities Act, 1964, and shall come into operation on such day, as the Minister shall, by notice in the Gazette, appoint.

(1) In this Act, unless the context otherwise requires-

"relic" means any movable object made, shaped, painted, carved, inscribed or otherwise produced or modified by human agency before the year 1863, whether or not it shall have been modified, added to or restored at a later date and any human or other vertebrate faunal or botanical fossil remains or impressions; "appointed day" means the day appointed by the Minister in accordance with section 1;

"Commissioner" means the Commissioner for National Culture;

"Conservator" means the person for the time being appointed to perform the functions of Conservator of Antiquities;

"Discovery" means the finding on or under land, or in anything growing on the land, or attached to or within the fabric or foundations of any structure, of any object, site or structure the presence of which was previously unknown to the owner thereof, but does not include the recognition or identification as a relic, or as a relic of a particular description, of any movable object previously in the known possession of any person, unless such object was so found;

"Honorary Antiquities Warden" means a person appointed by the Commissioner under section 22;

"Minister" means the Minister for the time being responsible for antiquities;

"the Museum" means the National Museum of Tanganyika; "monument" means-

- (i) any building, fortification, interment, midden, dam or structure erected, formed or built by human agency before the year 1863, or the ruins or remains thereof; and
any rock painting or carving or any natural object painted, incised, modified or erected in Tanganyika by human agency before the year 1863; and
any earthwork, trench, adit, well, road or other modification of the soil or rock, dug, excavated or otherwise engineered by human agency before the year 1863,
whether or not it shall have been modified, added to or restored at a later date and whether or not it is included in a list published by the Commissioner under this section; and
any other places, site or structure declared to be a monument under section 3, and includes such adjoining land as may be required for the purposes of fencing, covering or otherwise preserving the monument from injury;

"protected object" means-

any wooden door or door frame carved before 1940 in any African or oriental style; or

any object declared by the Minister under the provisions of section 9 to be a protected object.

The Commissioner may from time to time by notice in the Gazette publish lists of monuments, and the inclusion of any place, site or structure in any such list for the time being in force shall be prima facie evidence in all proceedings, whether criminal or civil, that the same is a monument within the meaning ascribed to that expression in paragraph (a) of the definition "monument" in subsection (1). Any person aggrieved by the inclusion of any place, site or structure in a list published under this subsection may appeal therefrom to the Minister.

MONUMENTS

(1) The Minister may, by order in the Gazette, declare any place, site or structure of historical interest to be a monument for the purposes of this Act.

Any person aggrieved by an order under this section may apply to the Minister for a review of the order.

4. (1) The Commissioner, and any person authorized by him, may at all reasonable times -
enter and inspect any monument;

fence, repair and otherwise protect or preserve any monument;

search and excavate for relics in any monument and remove any relics hitherto undiscovered:

Provided that -

where the monument is a place of ordinary habitation or occupation, the Commissioner and any such person aforesaid shall give the occupier not less than forty-eight hours' notice in writing of his intention to exercise any of the powers specified in this subsection;

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

nothing in this section shall authorize -

- the exclusion of the owner or any person beneficially interested in a monument, or any person authorized by him from any part of the monument;
- the excavation of any monument, or any search for relics in a monument which is a place of ordinary habitation or occupation without the consent of the owner.

Any person who willfully obstructs the Commissioner or any other person authorized by him in that behalf in the exercise of his powers under subsection (1) shall be guilty of an offence against this Act.

- (1) Subject to the provisions of subsection (2), no person whether beneficially interested therein or not, shall do any of the following acts to or in relation to any monument or protected object declared as such by the Minister under section 3, or included in a list published by the Commissioner under section 2 and for the time being in force, or to any other place, site or structure which he knows or has reasonable cause to believe to be a monument, that is to say -
- destroy, injure or deface the same or make any alteration, addition or repair thereto;
 - write, draw or carve any writing, drawing or figure thereon;
 - permit any animal under his control to damage the same or to enter any part thereof fenced by or on behalf of the Commissioner or the owner;
 - alter the course of cultivation so as to affect to its detriment any part thereof of palaeontological, archaeological, historical or natural interest.

Nothing in this section shall apply to

- the Commissioner;
- any act done under and in accordance with the written approval of the Commissioner.

The Minister may acquire any monument in accordance with the provisions of the Land Acquisition Ordinance as modified by this Act.

- (1) Where any person who would be entitled, were the monument to be compulsorily acquired, to compensation therefor in accordance with the Land Acquisition Ordinance and this Act, has applied to the Commissioner for a license to demolish, alter, make additions to or repair any monument to which this section applies and the Commissioner has refused or neglected to issue his license, or has issued the license subject to such conditions as will defeat the purpose of the demolition, alteration, addition or repair, he may, within two months after such refusal or the issue of such license, as the case may be, or if the Commissioner has not issued a license or refused to issue the same within two months of the application, within a further period of two months, serve notice on the Minister requiring him to elect whether to direct the issue of such license or the removal of such conditions, as the case may be, or to acquire the monument, and the Minister shall make an election accordingly.

Where the Minister elects to direct the issue of a license or the removal of any such conditions, he shall, within one month of his receipt of the notice requiring him to make an election, give such directions to the Commissioner and the Commissioner shall forthwith give effect thereto.

Where the Minister elects to acquire the monument, he shall, within one month of his receipt of the notice requiring him to make election, serve a notice or notices under section 5 of the Land Acquisition Ordinance, and, subject to the provisions of section 26 of this Act, the provisions of that Ordinance shall apply to the acquisition.

This section shall apply to a monument-

- which is included in an order made by the Minister under section 3; and
- is situated in a municipality, or within the area of a town council or a township; and
- is a place, which was habitually used prior to the making of the order for habitation, commerce, trade or industry and has been continually so used there after.

RELICS AND PROTECTED OBJECTS

8. (1) Every relic discovered in Tanganyika, whether before after the appointed day, other than a relic properly included in a list delivered to, and signed by, the Commissioner in accordance with the provisions of section 17, shall be the property of the Republic:
- Provided that the Commissioner may, on behalf of the Republic, disclaim the ownership of any such relic, and upon such disclaimer the property of the Republic, and any property President, therein shall be extinguished.

Nothing in subsection (1) shall apply to any relic discovered in Tanganyika before the appointed day which is, on that day, in the possession of or held on trust for the Trustees of the Museum or the trustees or other governing body of any other museum university or similar institution to which the Minister may extend the provisions of this subsection.

9. (1) The Minister may, by order in the Gazette, declare any object or class of objects discovered or made in Tanganyika and being of palaeontological, archaeological, historical or natural interest to be a protected object.
Any person aggrieved by any order made under this section may apply to the Minister for a review of the order.

DISCOVERY AND EXCAVATION

10. (1) Any person who discovers a relic or monument, or any object or site which may reasonably be supposed to be a relic or monument, in Tanganyika, otherwise than in the course of a search or excavation made in accordance with a license granted under section 13, and the occupier of any land who knows of any such discovery on or under such land, shall forthwith report the same to an administrative officer, the Commissioner, the Conservator or the Curator of the Museum. The discoverer of such a relic, monument, object or site shall take such steps as may be reasonable for the protection thereof and shall, where he makes a report concerning a portable relic or object, if so required (and on payment of the cost of delivery if any) deliver such antiquity or object to an administrative officer, the Commissioner, the Conservator or the Curator of the Museum, as the case may be.
Every administrative officer to whom a relic is delivered or a report is made under this section shall forthwith report the same in writing to the Commissioner.
The Trustees of the Museum shall maintain a register of all matters reported to the Curator under this section, and shall permit the Commissioner or any person authorized by him in writing to examine the same and any antiquity or object delivered to the Curator and, if the Commissioner does not disclaim any such antiquity in accordance with the provisions of section 8, shall deliver the same to him at his request.
The Commissioner and any person authorized by him in writing, may enter upon any lands and inspect the site of any monument or supposed monument or the site of the discovery of any relic or supposed relic required to be reported under this section.
Any person who fails to comply with any of the provisions of subsection (1) or (3), or who obstructs the Commissioner or any person authorized by him in writing in that behalf in the exercise of his powers under subsection (3) or (4), shall be guilty of an offence against this Act.
11. (1) No person, except the Commissioner or a person acting on his behalf, shall, whether on his own land or elsewhere-
excavate, dig or probe for monuments or relics; or
remove any relic hitherto undiscovered from any monument, or collect or remove any object which supposes to be a relic from the site of its discovery, otherwise than for the purposes of preserving the same and reporting the discovery under the provisions of section 10 or in accordance with a requisition under that section,
except under and in accordance with an excavation license issued by the Commissioner.
Any person who contravenes the provisions of subsection (1) shall be guilty of an offence against this Act.

An excavation license shall be granted only to a person who satisfies the Commissioner-
that he has had sufficient scientific training or experience to enable him to carry out the proposed excavation or search satisfactorily; and
that he has at his disposal sufficient staff and financial and other resources to enable him to carry out the proposed excavation or search satisfactorily; and
© that he is able to conduct, or arrange for, the proper scientific study and publication of any materials discovered.

- (1) An excavation license may be granted for such period not exceeding a year as the Commissioner may allow and may be renewed for a further period or periods, not exceeding a year at any one time.
(2) An excavation license shall not constitute an authority to the licensee to enter upon or excavate any land without the consent of the owner thereof.

The Commissioner may include in any excavation license any terms which he considers necessary or expedient for the proper conduct of the excavation or search, the reporting, mapping and documenting thereof, the preservation of materials discovered, their removal, examination and return, and the making and delivery of casts, squeezes and other reproductions.

In addition to any obligations conferred upon the licensee by the excavation license, the licensee shall take all reasonable measures in accordance with current scientific practices for the preservation of any relics or monuments discovered by him.

The Commissioner may cancel any excavation license if the licensee fails to conform with the obligations imposed on him by this Act and the terms of his license.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Any person aggrieved by the refusal of the Commissioner to grant a license to himself, or by the cancellation of his license, may appeal against such refusal or cancellation to the Minister.

EXPORTS AND SALES

14. (1) No person shall export from Tanganyika any-
relic discovered in Tanganyika;
monument or part thereof; or
protected object,

except under and in accordance with a license issued by the Commissioner:

Provided that-

the Commissioner shall not withhold his license in the case of any relic disclaimed by him in accordance with the provisions of section 8, and

the Commissioner and any person acting on his instructions may export any such relic, monument, or part thereof, or protected object for the purposes of exhibition, or of repair, examination, study or other scientific purpose.

Any person who exports or attempts to export any relic, any monument or part thereof, or any protected object in contravention of subsection (1) shall be guilty of an offence against this Act.

15. (1) No person shall sell or exchange any relic discovered in Tanganyika, or any protected object, except under and in accordance with a license issued by the Commissioner.

Before issuing a license under this section, the Commissioner may require the applicant to produce to him the relic or object; and he may issue a license subject to such conditions relating to the reporting or recording of any sale or exchange as he may think fit.

The Commissioner may refuse to grant -

a general license under this section, or

a particular license under this section -

to any person who has been convicted of an offence against this Act, or who has been convicted, whether in Tanganyika or elsewhere, of any other offence involving fraud, dishonesty or stolen property, at any time during the three years next preceding the date of application therefor;

unless the relic or object is first produced to him,

but save as aforesaid, he shall issue a license on the applicant paying any prescribed fee and furnishing any prescribed particulars.

Any person who contravenes the provisions of subsection (1) shall be guilty of an offence against this Act.

POWERS OF LOCAL GOVERNMENT AUTHORITIES

16. (1) The Powers conferred by or under the Municipalities Ordinance and the Local Government Ordinance upon local government authorities to make by-laws or to perform functions shall be deemed to include power, subject to the approval of the Minister, to make by-laws and to perform functions in relation to the preservation of, and access to monuments (including, with the consent of the owner or other person beneficially interested therein, power to fence, repair and otherwise preserve and protect, and to erect notices or tablets giving information relating to, monuments).

The approval of the Minister required by subsection (1) for the making of by-laws shall be in addition to any approval, concurrence or consent required by any other law for the making thereof.

MISCELLANEOUS

17. (1) Every person in possession on the appointed day of any relics discovered in Tanganyika before the appointed day shall within six months after the appointed day deliver to the Commissioner two copies of a list describing such relics to the best of his ability. Upon being satisfied that the relics described in any such list are properly included therein, the Commissioner shall sign one copy of the list and return it to the person by whom it was delivered.

At any time within a period of two years after the appointed day-

the Commissioner may, on payment by him of the costs, if any, of delivery, require any person for the time being in possession of any relic included in a list delivered under this section, to deliver such relic to the Commissioner;

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

the Commissioner may require any person who has been in possession of any such relic at any time during such period but has since disposed of the same, to inform the Commissioner of the name and address of the person to whom he disposed of it.

Any person who fails to comply with any requirement of the Commissioner under subsection (2), or who in purported compliance with such a requirement gives the Commissioner any information which he knows to be false or does not believe to be true shall be guilty of an offence against this Act.

The Commissioner and any person acting on his instructions- may carry out tests and examinations on, and may photograph and make casts, squeezes and other reproductions of, any relic delivered to him under this section; and shall return the relic to the person by whom it was delivered to the Commissioner within one year of its being so delivered.

Neither the Commissioner nor any person acting in accordance with his instructions shall be liable for any damage to, or loss of, any relic delivered to the Commissioner in accordance with the provisions of this section unless occasioned by his gross negligence or willful default.

Nothing in subsections (1), (2) or (3) of this section shall apply to the Trustees of the Museum or to the trustees or other governing body of any other institution to which subsection (2) of section 8 extends.

18. In any proceedings, whether civil or criminal

in connection with a relic or an alleged relic, proof of the object being in Tanganyika at any particular time and of its having been made, shaped, painted, carved, inscribed or otherwise produced by human agency before the year 1863 shall be evidence of its having been discovered in Tanganyika, and the burden of proving-

that the object was not discovered in Tanganyika; or

that it was discovered in Tanganyika before the appointed day and included in a list delivered to and signed by the Commissioner in accordance with the provisions of section 17,

shall lie upon the person asserting the same:

Provided that where any such person satisfies the court that the object has been in his possession or in the possession of himself and any identifiable person or persons from whom he derived title, for a period of not less than six years, or that he, or an identifiable person from whom he derived title, imported the object into Tanganyika, the burden of proving the discovery thereof in Tanganyika shall revert to the person asserting such discovery;

in connection with a monument or relic, or an alleged monument or relic, a certificate purporting to be under the hand of the Conservator that the relevant place, site, structure or object was made, shaped, painted, carved, inscribed or otherwise produced or modified by human agency, or erected, formed, built, incised, dug, excavated or otherwise engineered by human agency, before the year 1863, shall be evidence of the matter stated therein.

19. (1) The Minister shall, as occasion requires, appoint an Advisory Council for the purposes of this Act and such Council shall consist of three persons appointed by the Minister, one of whom shall be nominated by the Principal of the University College of Dar es Salaam.

The Minister shall refer to the Council for its advice any application for a review and any appeal under this Act, and any representations made to the Minister against the acquisition of any monument under the provisions of section, but shall not be bound to accept the advice of the Council.

20. (1) It shall be lawful for the Commissioner and any person acting under his instructions to erect any notice or tablet in suitable places for the purpose of preserving or giving information about, any monument, relic, or protected object, excavated or discovered, in the vicinity thereof or about any historical events which occurred at such places save that no such notice or tablet shall be erected –

on public land under the jurisdiction of a local authority under the provisions of the Municipalities Ordinance or the Local Government Ordinance without the consent of such local authority;

on any public highway as defined by section 2 of the Highways Ordinance without the consent of the road authority under whose jurisdiction the public highway lies.

Whoever, without the authority of the Commissioner, destroys, pulls up, defaces, breaks, damages or removes any such notice or tablet shall be guilty of an offence.

The Commissioner may-

give; or

lend for purposes of display or exhibition; or

hand over for safekeeping,

any relic or protected object to any museum, exhibition or scientific institution, except that in the case of (b) and (c) *supra* he may impose such conditions as he may deem fit as regards provision for the preservation, insurance and return of such relic or protected object:

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Provided that no relic or protected object shall be given, lent or handed over to any museum, exhibition or scientific institution outside Tanganyika without the consent of the Minister.

The Commissioner may appoint fit and proper persons to be Honorary Antiquities Wardens for the purpose of assisting in the carrying out of the provisions of this Act and, in particular, but without prejudice to the generality of the foregoing, in the prevention and detection of offences under this Act.

- (1) Where the Commissioner, Conservator or any Honorary Antiquities Warden has reason to believe that any person has committed an offence against this Act, he may require such second-mentioned person to furnish him with his name and address and reasonable evidence of his identity; and where any such second-mentioned person refuses to give his name and address and reasonable evidence of his identity, the Commissioner, Conservator or any Honorary Antiquities Warden shall have power to arrest such person without warrant.

Any person who refuses or neglects to furnish the Commissioner, Conservator or any Honorary Antiquities Warden with his name or address or reasonable evidence of his identity when so required under this section or furnishes a false name or address or false evidence of identity shall be guilty of an offence against this Act.

Any person guilty of an offence against this Act shall be liable on conviction to a fine not exceeding Shs.10,000/- and, in addition, in the case of a continuing offence, to a fine not exceeding Shs. 1,000/- for each day during which the contravention of the relevant provision persists.

The Minister may make rules for the better carrying into effect of the provisions of this Act and, without prejudice to the generality of the foregoing, may make rules -

- regulating the procedure and practice of the Advisory Council;
- regulating the sale and exchange of monuments;
- regulating the conduct of excavations;

prescribing the powers and duties of Honorary Antiquities Wardens which may include powers and duties conferred or imposed by the Act on the Conservator other than those under sections 2, 8, 13, 14, 15, 17, 20 and 21:

- prohibiting and regulating access to monuments;
- restricting and regulating the charging of entrance fees to monuments;
- prescribing anything which may be prescribed:

Provided that no rules under the provisions of paragraph (e) or (f) shall restrict, otherwise than by limiting, charging of entrance fees therefor, the entry of the owner or any person beneficially interested therein, or any person authorized by such owner or person, from entry into or upon any monument.

26. Where the Minister determines to acquire any monument in accordance with the provisions of section 6, or elects to acquire a monument in pursuance of section 7, the acquisition shall be deemed to be an acquisition for a public purpose within the meaning of the Land Acquisition Ordinance, and the provisions of that Ordinance shall have effect as if the references therein to the President (other than those references relating to the vesting in the President of any title to the land acquired), and to the Minister for the time being responsible for lands, were references to the Minister for the time being responsible for antiquities:

Provided that -

the provisions of section 17 of the Land Acquisition Ordinance shall not apply where the Minister elects to acquire a monument under section 7 of this Act; and

in assessing the amount of any compensation payable, no account shall be taken of any palaeontological, archaeological or historical value unless the person entitled to compensation paid any sum referable thereto when he acquired his interest in the land.

27. (1) The Monuments Preservation Ordinance and the Monuments (Preservation) Ordinance are hereby repealed.

Section 2 of the Land Acquisition Ordinance is hereby amended by deleting paragraphs (g) and (h) of the definition "public purposes" therein.

Passed in the National Assembly on the nineteenth day of February, 1964

P. MUSEKWA,

Clerk of the National Assembly

An act to amend the Antiquities Act, 1964
[21st December, 1979]

Enacted by the Parliament of the United Republic of Tanzania.

This Act may be cited as the Antiquities (Amendment) Act, 1979 and shall be read as one with the Antiquities Act, 1964 (hereinafter referred to as the "principal Act").

2. (1) Section 2 of the principal Act is repealed and replaced by the following: —

"Interpretation 2 (1) In this Act, unless the context otherwise requires—

"antiquity" includes a monument, a relic and any protected object;

"appointed day" means the first day of August, 1964;

"Conservator" means the person for the time being appointed to perform the functions of Conservator of Antiquities;

"conservation area" means any area declared to be a conservation area under Section 3 (4);

"the Council" means the Advisory Council for Antiquities established by section 19;

"Director" means the Director of Antiquities;

"discovery" means the finding of any object on or under land or in anything growing on the land or attached to or within the fabric or foundations of any structure, the presence of which was previously unknown to the owner thereof, but does not include the recognition or identification as a relic or a relic of a particular description of any object previously in the known possession of any person;

"ethnographical object" means any movable object made, shaped, painted, carved, inscribed or otherwise produced or modified by human

agency in Tanganyika after the year 1863; for use in any social or cultural activity whether or not it is still being used by any Community in Tanganyika, but does not include any object made, shaped, painted, carved, inscribed or otherwise produced or modified by human agency in Tanganyika for sale as a curio;

"Honorary Antiquities Warden" means any person appointed by the Director under Section 22;

"Minister" means the Minister for the time being, responsible for antiquities;

"Museum" means the National Museum of Tanzania established under any written law relating to museums;

"monument" means and includes—

any building, fortification, interment, midden, dam or any structure erected, built or formed by human agency in Tanganyika before the year 1863; and

any rock painting or any immovable object painted, sculptured, carved, incised or modified by human agency in Tanganyika before the year 1863; and

any earthwork, trench, adit, well, cave, tunnel or other modification of the soil or rock dug, excavated or otherwise engineered by human agency in Tanganyika before the year 1863,

whether or not the monument shall have been modified, added to or restored at a later date and whether or not it is included in a list published by the Director; and

any site or immovable structure declared to be a monument under section 3; and

such adjoining land as may be required for the purposes of fencing, covering or otherwise preserving the monument;

"protected object" means any ethnographic object or any wooden door or door frame carved in Tanganyika in any African or oriental style before the year 1940, and includes any object declared to be a protected object under section 9(1) (a);

"relic" means any movable object made, shaped, painted, carved sculptured, inscribed or otherwise produced or modified by human agency in Tanganyika before the year 1863, whether or not it shall have been modified, added to or restored at a later date and includes any human or other vertebrate faunal fossil or botanical fossil or impression, found in Tanganyika.

The Director may, by notice in the Gazette, publish lists of monuments and conservation areas, and the inclusion of any place, site or structure in any list so published shall be prima facie evidence in all proceedings, whether criminal or civil, that the site or structure is a monument or a conservation area within the meaning ascribed to those expressions in subsection (1) of section 2.

Any person aggrieved by the inclusion of any place, site or structure in a list published under subsection (2) may appeal, against the inclusion, to the Minister.

Section 3 of the principal Act is repealed and replaced by the following: —

3. (1) The Minister may by order in the Gazette, declare any place or structure of historical interest to be a monument for the purposes of this Act.

The Minister may, after consultation with the Minister for the time being responsible for lands, by notice in the Gazette, declare to be a conservation area any area or sitewhich—

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

in his opinion is a valuable national heritage for its aesthetic value; or
contains a homogenous group of monuments; or
contains buildings, structures or other forms of human settlement which in his opinion are a valuable national heritage for their historical, architectural, social or cultural value.
Any person aggrieved by an order made under this section may appeal to the Minister for a review of the order and the decision of the Minister shall be final."

Section 6 of the principal Act is repealed and replaced by the following: —

6. The Minister may acquire any monument or conservation area in accordance with the Land Acquisition Act, 1967, as modified by this Act

5. Section 7 of the principal Act is amended—

By deleting the expression "Land Acquisition Ordinance" wherever it occurs in that section and substituting for it the expression "Land Acquisition Act, 1967"; and

In subsection 3, by deleting the figure "5" which occurs in the third line and substituting for it the figure "6" and by deleting the word "Ordinance" which occurs in the fifth line and substituting for it the word "Act"

6. Section 11 of the principal Act is repealed and replaced by the following: --

11. (1) No person except the Director or a person acting on his behalf, shall whether on his own land or else where—

excavate, dig or probe for monuments or relics; or
remove or collect any relic or any object he supposes to be a relic from the site of its discovery, except for the purposes of protecting it and reporting the discovery under the provisions of section 10 or for the purposes of delivering it to the authorities if required to do so under that section.

search for or collect any ethnographical object,
except under and in accordance with an excavation license or in the case of an ethnographical object, a collector's license issued by the Director.

(2) Any person who contravenes the provisions of this section shall be guilty of an offence".

7. Section 12 of the principal Act is repealed and replaced by the following:—

12. An excavation license or a collector's license shall be granted only to a person who satisfies the Director that—

he has had sufficient scientific training or experience to carry out the proposed excavation, search or collection satisfactorily;

he has at his disposal sufficient staff and financial and other resources to enable him to carry out the proposed excavation, search or collection satisfactorily;

in relation to an excavation license, he is able to conduct or arrange for, the proper scientific study and publication of any material discovered; or

in relation to a collector's license the ethnographic objects collected will be used for study or for a purpose approved by the Director."

8. Section 13 of the principal Act is repealed and replaced by the following

13. (1) Every license under section 11 shall be granted for such period not exceeding a year as the Director may allow and may be renewed for a further period or periods not exceeding a year at any one time.

A license shall not constitute an authority to the Licensee to enter upon or excavate any land or to enter upon any land and search for or collect any ethnographical object without the consent of the owner of that land.

The Director may include in any license any terms which he considers necessary or expedient for the proper conduct of excavation, search or for the collection of ethnographical objects, including conditions for reporting, mapping, documentation or preservation of materials discovered or collected, their removal, examination and custody and the making and exchange of casts, squeezes and other reproductions.

In addition to any terms included in the license, the licensee shall take all reasonable measures in accordance with current scientific practices, for the preservation of any relics or monuments or ethnographical objects discovered or collected by him.

The Director may cancel any license if the licensee fails to conform to the conditions imposed on him by this Act or the terms of the license.

Any person aggrieved by the refusal of the Director to grant a license or by the cancellation of a license, may appeal against the refusal or cancellation to the Minister."

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

The principal Act is amended by adding immediately below section 18, the following new section: —

- 18A. Where by the operation of any treaty or agreement there is a reciprocal arrangement between Tanzania and any other country providing for the seizure and exchange of antiquities unlawfully exported from and imported into the territory of either country, the Director or any person authorized by him in that behalf may, upon a written request of that other country, seize and return to that country any antiquities imported into Tanzania which are named in that written request to that other country requesting the return of antiquities exported from Tanzania, and imported into that country."

Section 19 of the principal Act is repealed and replaced by the following: --

19. (1) There is hereby established a council to be known as the Advisory Council for Antiquities. The provisions of the Schedule to this Act shall have effect in respect of the constitution of the Council, its meetings and matters relating to it. The Minister may by Order published in the Gazette amend, add to, vary or replace any of the provisions of the Schedule to this Act."

11. The principal Act is amended by adding immediately below section 19, the following new sections: —

- 19A. (1) The functions of the Council shall be—
- to assist the Government in the formulation and implementation of a national policy on antiquities;
 - to advise the Government on the method of co-ordinating and monitoring research relating to musicology or antiquities carried on in Tanzania or elsewhere on behalf of or for the benefit of the Government of Tanzania;
 - c) to advise the Government on the techniques of preserving and restoring monuments, relics, protected objects and buildings situated in a conservation area;
 - to assist the Government in the establishment of suitable laboratory for carrying out research in techniques of preservation and restoration of monuments, relics, protected objects and buildings comprised in a conservation area;
 - to advise the Government in the selection and training of local personnel in scientific and technical fields related to antiquities;
 - to advise the Government on a system of recording documentation and reference for material collected in the field of archeology, ethnography, oral tradition, biological or natural sciences including manuscripts, inscriptions, photographs and reconstruction of archeological and palaeontological finds, sites and tupes for the purposes of facilitating research teaching or display;
 - to promote the documentation and dissemination of information on any research or publication on matters relating to antiquities and for that purpose, to publish any paper, journal or periodical and to participate in or make arrangements for conferences, seminars and discussions;
 - to advise the Government on any matter referred to it by the Minister and generally, to advise the Government on any matter for the better carrying out of the objects of this Act.

The Council shall once every year publish or cause to be published a report of its activities for that year.

- 19B. (1) There is hereby established a fund to be known as the National Fund for Antiquities which shall be managed and controlled by the Director.

The National Fund for antiquities shall consist of—

- such sums as may be provided by Parliament for that purposes;
- donations and grants from any source;
- fees chargeable on any matter upon which fees may be charged under this Act;
- proceeds from sales of relics, casts, ethnographical objects and publications on matters relating to this Act;
- such sums as may be payable to the Fund from any sources.

The Fund shall be applied for the purposes of research in and the preservation of, antiquities and for any purpose relating to the functions of the Council.

The Minister may issue directives in writing, regulating the use of the Fund, and shall after consultation with the Minister for the time being responsible for Finance, issue directives regulating the operation of the Fund and providing for the audit of the accounts of the Fund".

12. Section 25 of the principal Act is amended—

in paragraphs (b) (c), (e) and (f) by deleting the semicolon which occurs at the end of each paragraph any in each case, inserting the expression "and conservation area"; and

in paragraph (g), by deleting the full stop which occurs at the end of that paragraph, and inserting the expression "and conservation area"; and
by deleting paragraph (a) and retelling paragraphs (b), (c), (d), (e), (f) and (g) as paragraphs (a), (b), (c), (d) (e) and (f).

13. Section 26 of the principal Act is repealed and replaced by the following: --

Where the Minister acquires any monument or conservation area under section 6 or elects to acquire a monument under section 7 of this Act, the acquisition shall be deemed to be an acquisition for a public purpose within the meaning of the Land Acquisition Act, 1967, and the provisions of that Act shall have effect as if the references to the President (other than those references relating to the vesting in the President any title to the land acquired), and the Minister for the time being responsible for lands, were references to the Minister for the time being responsible for antiquities:

Provided that—

the provisions of section 19 of the land Acquisition Act, 1967, shall not apply where the Minister elects to acquire a monument under section 7 of this Act; and

in assessing the amount of compensation payable no account shall be taken of any palaeontological, archaeological, architectural or historical value unless the person entitled to the compensation paid any sum for that value when he acquired his interest in the land".

The principal Act is amended generally by deleting the term "commissioner" wherever it occurs in that Act and substituting for it the terms "Director".

SCHEDULE

(Section 19a (2))

The Council shall consist of—

- a Chairman. who shall be appointed by the President;
- The Director who shall be the Secretary of the Council;
- the Dean of the Faculty Of Arts and Social Sciences, University of Dar es Salaam or his alternate;
- the Dean of the Faculty of Science, University of Dar Es Salaam or his alternate;
- the Dean of the Faculty of Medicine, University of Dar Es Salaam or his alternate;
- the Commissioner for National Education or his alternate;
- a representative of the Historical Association;
- a member appointed by the Board of National Museum of Tanzania, from amongst the employees of National Museum;
- not less than four and not more than six other members, who shall be appointed by the Minister

The members shall elect one of their number to be the Vice-Chairman of the Council

- (1) The Chairman shall, unless, he resigns or the Minister sooner revokes his appointment, hold office for such period as may be specified in his terms of appointment or, if no such period is specified, for a period of three years and shall be eligible for reappointment.

The Vice-Chairman shall, subject to his continuing to be a member, hold office for a period of one year, and shall be eligible for re-election.

A person who is a member of the Council by virtue of some other office, shall hold office for the period he holds that other office.

A member of the Council appointed under paragraph 1 (i) shall, unless he resigns or his appointment is sooner revoked by the Minister, hold office for such period as may be specified in his terms of appointment or, if no period is specified, for a period of three years and shall be eligible for re-appointment.

the Chairman or any member appointed under paragraph 1 (i) may at any time resign his office by giving notice in writing to the Minister, and from the date specified in that letter, he shall cease to be a member of the Council.

Where any person appointed to be a member of the Council ceases to be a member for any reason, the Minister may appoint another person in his place.

- (1) The Chairman or in his absence, the Vice-Chairman, shall preside at all meetings of the Council.

Where at any meeting of the Council both the Chairman and the Vice-Chairman are absent, the members shall elect one of their number to act as Chairman at that meeting.

- (1) The Council shall meet not less than twice every year and at such additional times as may be fixed by the Chairman or in his absence, the Vice-Chairman.
 - (2) The Secretary of the Council shall give each member adequate notice of the time and place of every meeting and shall keep a record of the proceedings of every meeting of the Council.
- All questions at a meeting of the Council shall be decided by a majority of votes the members present and voting and in the event of an equality of votes, the Chairman of the meeting shall have a casting vote in addition to his deliberative vote.
- The Chairman or with his consent, the Director, may invite any person to take part in the deliberations of the Council but the person so invited shall not be entitled to vote.

At any meeting of the Council not less than one-half of the members for the time being in office shall constitute a quorum.

Subject to the provisions of this Schedule the Council may regulate its own proceedings.

Passed in the National Assembly on the twenty-fourth day of October 1979.

E.E Kazimoto,
Clerk of the National Assembly

National Museum of Tanzania Act
2nd February, 1980

An Act to repeal and replace the National Museum Act, 1962 and in consequence, to establish National Museum of Tanzania, to transfer to the Board of National Museum of Tanzania the assets now vested in the Board of Trustees of National Museum and to provide for matters incidental thereto and connected therewith.

Enacted by the parliament of the United Republic of Tanzania.

this Act may be cited as the National Museum of Tanzania Act 1980. and shall come into operation on such date as the Minister may by notice in the Gazette, appoint.

in this Act, unless the context requires otherwise—

«the Board» means the Board of the National Museum of Tanzania established under section 4;

«Board of Trustee» means the Board of Trustees established by the Nation Museum Act;

«the Director» means the Director of the National Museum of Tanzania appointed under section 5;

«Minister» means the Minister for the time being responsible for National Culture;

«museum» means an educational and cultural institution for the collection, preservation and research of scientific and cultural objects;

«National Museum of Tanzania» means the National Museum of Tanzania established by section 3 and includes the National Museum of Tanzania Dar es Salaam, Arusha Declaration Museum, the Village Museum or any other museum that may be declared a National Museum by the Minister in accordance with the provisions of this Act.

- (1) There is hereby established a body corporate to be known as the National Museum of Tanzania. The National Museum of Tanzania shall—
 - have perpetual succession and an official seal;
 - in its corporate name, be capable of suing and being sued;
 - subject to the provisions of this Act, be capable of holding, purchasing and otherwise acquiring in any other way, any movable or immovable or of disposing any of its property.

- (1) There shall be established the Board of National Museum of Tanzania. Provisions of the First Schedule to this Act shall have effect as to the constitution, proceedings, acts of and otherwise in relation to the Board. Functions of the Board shall be to control, manage and develop National Museum of Tanzania and for the purposes of carrying out those functions the Board may—
 - with consent of the Minister, acquire land for the purposes of National Museums and, with such consent as aforesaid, dispose of any such land which is not required for that purpose.
 - exchange, sell or otherwise dispose any duplicate objects belonging to National Museum which the Board considers unfit to be preserved or not to be required for the purposes of National Museum;
 - apply any money received by the Board on exchange, sale or disposal of any objects or on the disposal of any land or by way of payment for admission to the National Museums or part thereof or by way of gift, subvention, grant or otherwise, in the purchase of any object which, or otherwise, in the purchase of any object which, in the opinion of the Board, it is desirable to acquire for the National Museums, or otherwise in defraying any expenses of the Board;
 - subject to Antiquities Act. 1964 and on such terms and conditions as the Board may think fit, lend any objects belonging to the Board to any gallery, museum, exhibition or educational institution whether within or outside Tanzania;
 - subject to the provisions of this Act, do such other things as appear to the Board to be necessary, desirable or expedient for furthering the interests and utility of National Museums or such other museums belonging to institutions or individuals;
 - advise the Minister on all matters connected with the development of museums in the country.The Board may, with the consent of the Minister, by order in the *Gazette* establish or acquire any museum and vest it in the National Museum.
The Board may carry out its functions in association with any other person or body (including the Government and any city, municipal, town or district council).

- (1) The President shall appoint the Director of the National Museum of Tanzania.

The Director shall be the chief executive officer of National Museum and shall exercise such other functions of the National Museum as the Board may consider necessary to delegate to him to enable him to transact all the day-to-day business of the National Museum and in particular without prejudice to the generality of the foregoing and subject to any directions given by the Board the Director shall have the power to exercise supervision and control over acts of all employees of the National Museum and subject to any instruction that may be imposed by the Board, the powers to dispose of all questions relating to the terms and conditions of the service of the employees of National Museum.

in the exercise of the powers vested in him by this section or delegated to him by the Board, the Director shall comply with any direction of policy or of general nature given to him by the Board whether generally or specifically, and shall not depart or permit departure from the approved estimates of expenditure or from the approved establishment of the National Museum or the normal procedures of dealing with any particular matter.

The funds and resources of the National Museum shall consist of—

- such sums as may be provided for the purposes of the National Museum by Parliament;
- such funds or assets as may rest in or accrue to the National Museum from other sources by way of grants, gifts, fees or in any other way;
- any such or property which in any manner become payable to or vested in the National Museum;
- revenue from entrance fees that may be imposed by the Board.

- (1) Not less than two months before beginning of any financial year the Board shall at its meeting specially convened for that purpose, pass a detailed budget of the amounts respectively—
expected to be received; and
expected to be disturbed by the Board during the financial year.

The Board may—

- with the sanction in writing of the Minister, Make disbursement notwithstanding that the disbursement is not provided for in any budget;
- adjust expenditure limits, to take account of circumstances not reasonably foreseeable at the time the budget was prepared, subject to submitting a supplementary budget to the Minister within two months of the alteration of expenditure limits becoming necessary.

- (1) The Board shall cause to be provided and kept proper books of accounts and record with respect to—
the receipt and expenditure of moneys by, and other financial transaction of the National Museum.
the assets and liabilities of the National Museum,
and shall cause to be made out for every financial year a balance sheet and a statement showing details of the income and expenditure of the National Museum and all its assets and liabilities

Not later than six months after the close of every financial year the accounts including the balance sheet of the National Museum in respect of that financial year shall be audited by the Tanzania Audit Corporation established by the Tanzania Audit Corporation Act, 1968.

Every audited balance sheet shall be placed before a meeting of the Board and, if adopted by the Board, shall be endorsed with the certificate that it has been adopted.

The Board shall within six months after the close of the financial year, cause to be prepared and submitted to the Minister a report dealing generally with the activities and operations of National Museum during that year and accompanied by—

- a copy of the audited accounts of the National Museum;
- a copy of the auditors report on the accounts; and
- such other information as the Minister may direct.

The Minister shall as soon as practicable and in any case not later than twelve months after the close of a financial year, lay before the National Assembly the following documents in relation to that financial year—

- a copy of the audited statement of accounts of the Institute;
- a copy of the auditors report, any;
- a copy of the report by the Board.

All objects which are at any time after the coming into operation of this Act expressly given or bequeathed to the public or to the Board for the purpose of National Museum or given or bequeathed by words showing an intention that the gifts should ensure to or for the benefit of National Museum or which are acquired by purchase or otherwise for the purposes of National Museum shall be held by the Board for the purposes of National Museum of Tanzania.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- (1) Subject to the provisions of section 13, the National Museum Act is hereby repealed.
Subject to the conditions of the Second Schedule to this Act the Board of Trustees is hereby dissolved.

Any rules made by the Board of Trustees and in force immediately prior to the date upon which this Act comes into operation shall remain in force as if they have been made by the Board under this Act until such time as they are amended or revoked by rules made by the Board under this Act.

Upon the coming into operation of this Act the provisions of the Second Schedule of this Act shall apply to the transfer of property from the Board of Trustees to the Board and to such other matters as are therein contained.

The Board may with consent of the Minister, make regulations for the better carrying out and giving effect to the provisions of this Act and without prejudice to the generality of the foregoing may make regulations for—

- Securing the due administration of the National Museum;
 - (b)preserving the objects collected in the National Museum;
- requiring payments to be made for admission to the National Museum or any part thereof.

FIRST SCHEDULE

Section 4 (2)

- (1) The Board shall consist of—
- the Chairman who shall be appointed by the President;
 - the Director who shall be the Secretary of the Board;
 - the Director of the Tanzania Library Services or his alternate;
 - the Dean of the Faculty of Arts and Social Sciences of the University of Dar es Salaam or his alternate;
 - the Dean of the Faculty of Science of the University of Dar es Salaam or his alternate;
 - not less than six but not more than ten other members who shall be appointed by the Minister.
- The appointments to be made by the Minister shall be from amongst persons who have had experience of and have shown capacity in physical and social sciences or any of its branches, financial matters, administration or education.

The Board may appoint one of its members to be the Vice-Chairman and any Vice-member elected as Vice-chairman shall, subject to his continuing to be a member hold office for a term of one year from the date of his election, and shall be eligible for re-election.

- (1) A member of the Board shall hold office for such period as the appointing authority may specify in his appointment, or if no period is so specified shall hold office for a term of three years from the date of his appointment and shall be eligible for re-appointment.

In the case of a member who is a member by the virtue of his holding some other office, he shall cease to be a member upon his ceasing to hold that office.

The appointing authority may at any time revoke an appointment made by him under paragraph 1 and any of the member so appointed may at any time resign his office by notice in writing to the appointing authority.

if a member of the Board who is member by the virtue of his holding some other office is unable for any reason to attend any meeting of the Council, he may nominate in writing another person from his institution to attend the meeting in his place.

If any vacancy occurs in the membership of the Board by reason of the death, resignation or permanent incapacity of any member thereof or otherwise, the appointing authority may appoint another person to fill that vacancy, and a person so appointed shall hold office for the unexpired residue of the period of office of the member in whose place he is appointed.

The Minister may, on the advise of the Board, by Order published in the Gazette, from time to time vary the composition of the Board.

the Board may appoint at such salary and upon such terms as it thinks fit such officers or servants, other than the Director of National Museum, as it may deem necessary for the carrying out its functions.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- (1) The Board shall ordinarily meet the transaction of its business at the times and places determined by it, but shall meet at least once every four months.

The Chairman or in his absence the Vice-Chairman, may at any time call a special meeting of the Board, and shall call a special meeting upon a written request by a majority of the members in the office.

The Chairman, or in his absence the Vice-Chairman, shall preside at every meeting of the Board. In the absence of both the Chairman and Vice-chairman, members present shall appoint one of their member to preside over the meeting.

The Chairman, or in his absence the Vice-Chairman may invite any person who is not a member to participate in the deliberation at any meeting of the Board, but any person so invited shall not be entitled to vote.

- (1) The quorum at any meeting of the Board shall be one half of the total number of members of the Board and, where there is an uneven number of members, shall be the whole next number above half.

Subject to the provisions of sub-paragraph (1) the Board may act, notwithstanding any vacancy in its number.

- (1) Questions proposed at the meeting of the Board shall be decided by a majority of the votes of the members persons and voting and in event of an equality of votes, the person presiding shall have a second vote in addition to his casting or deliberative vote.

Notwithstanding sub-paragraph (1), a decision may be made by the Board without a meeting by circulation of the relevant papers among the members, and the expression in writing of the views of the majority of members.

- (1) The Board shall cause to be recorded and kept of all business conducted or transacted at its meetings, and the minutes of each meeting of the Board shall be read and confirmed or amended and confirmed, at the next meeting of the Board and signed by the person at the meeting.

Any minutes signed, or purporting to have been signed, by the person presiding at a meeting of the Board shall, in the absence of proof or error, be deemed to be correct record of the meeting whose minutes they support.

No act or proceeding of the Board shall be invalid by reason only of any vacancy among its members or defect in the appointment of any of them.

All orders, directions, notices or other documents made or issued on behalf of the Board shall be signed by—
the Chairman of the Board; or
the Director of any other officer or officers of the National Museums appointed in writing in that behalf by the Director.

The seal of the Board shall not be fixed to any instrument except in the presence of the Director or any of the following persons—
the Chairman;
the Vice-Chairman;
any other officer of the National Museum

Subject to the provisions of the Schedule the Board may regulate its own proceedings.

SECOND SCHEDULE

(Section 14)

Transfer of Property and Transitional Provisions

The provisions of this Schedule shall have effect notwithstanding the dissolution of the Board of Trustees.

- (1) Any land vested in the Board of Trustees under any provisions of the National Museum Act (hereby repealed) shall be transferred to, and without further assurance vest the same interest in the Board.
Any object vested in the Board of Trustee under any provisions of the Museum Act (hereby repealed) shall be transferred to and without further assurance vest in the Board and shall be held by the Board for the purpose of National Museums.

Subject to the provisions of paragraph 2, and liabilities which have been prior to the coming into operation of this Act were vested in or incurred by the Board of Trustees shall pass by succession to the
Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Board, and the Board shall have all powers necessary to take possession of, recover and deal with such assets and discharge such liabilities.

Upon the coming into operation of this Act the Board of Trustees shall deliver to the Board, or as the Board may order, all movable property vested in the Board of Trustees immediately prior thereto, and all books, papers, documents, minutes, receipts and ledgers appertaining to the Board of Trustees and their operations.

Subject to the provisions of paragraph 6, every agreement, whether in writing or not, to which the Board of Trustees was a party immediately prior to the coming into operation of this Act, and whether or not of such nature that the rights and liabilities thereunder could be assigned, shall have effect as from the coming into operation of this Act as if—

the Board had been a party to such agreement; and

for any reference (however worded and whether express or implied) to the Board of Trustees there were substituted in respect of anything to be done on or effect the coming into operation of this Act a reference to the Board.

The Appointment of any officer or servant of the Board of Trustees, other than the appointment of the curator, subsisting immediately before the coming into operation of this Act shall, if such officer or servant so agrees, be deemed to be made by the Board under the provisions of this Act, and for the purpose of determining the rights of pension or gratuity on retirement, the service of such officer or servant shall be regarded as continuous from the time he was appointed the Board of Trustees.

Any proceeding pending on the coming into operation of this Act to which the Board of Trustees was a party shall be continued as if the Board was a party thereto in lieu of the Board of Trustees.

Where anything has been commenced by or under the authority of the Board of Trustees prior to the coming into operation of this Act and such thing is within the powers of the Board or was done in relation to any of the matters transferred by Schedule to the Board such a thing may be carried on and completed by, or under the authority of the Board.

Passed in the National Assembly on the third day of January, 1980.

E.E.Kazimoto,
Clerk of the National Assembly

TCHAD

Loi n° 14-60 du 2 novembre 1960 ayant pour objet
la protection des monuments et sites naturels, des sites et monuments
de caractère préhistorique, archéologique, scientifique, artistique ou pittoresque,
le classement des objets historiques ou ethnographiques
et la réglementation des fouilles

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-
francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Vu la Constitution ;

L'assemblée législative a délibéré et adopté ;

Le Chef de l'Etat, Président du Conseil des ministres promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I - DU CLASSEMENT

Article 1er. - Il est établi une liste de biens immobiliers et une liste de monuments naturels ou de sites dont la conservation ou la préservation présente un intérêt préhistorique, archéologique, scientifique, artistique, légendaire ou pittoresque. La liste des biens immobiliers et celle des monuments naturels sont publiées au Journal officiel.

L'inscription sur ces listes est prononcée par arrêté du Premier ministre sur proposition de la commission prévue à l'article 26 ci-après et notifiée par celui-ci aux propriétaires des biens, monuments et sites. Elle entraîne pour ces propriétaires l'obligation de ne pas modifier l'aspect du bien, du monument naturel ou du site, de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation normale en ce qui concerne les fonds ruraux, de réparations courantes et d'entretien en ce qui concerne les immeubles, sans en avoir avisé le délégué permanent prévu à l'article 29 ci-après au moins deux mois avant la date envisagée pour le début des travaux. Enfin, elle interdit l'exportation des biens dans les conditions fixées à l'article 31 ci-après. Les effets de cette inscription cessent de s'appliquer si l'inscription n'est pas suivie, dans les 6 mois de la notification de la proposition de classement prévue à l'article 4 ci-dessous.

Article 2. - Les biens immobiliers ou mobiliers, les monuments naturels inscrits ou non dans la liste prévue à l'article 1er peuvent être classés dans les conditions et selon les distinctions établies par les articles ci-après.

Article 3. - Les biens meubles ou immeubles, les monuments naturels et les sites dont la conservation présente au point de vue de la préhistoire, de l'archéologie, de la géologie, de l'art ou de la science un intérêt public, peuvent être l'objet d'un classement en totalité ou en partie.

Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, les terrains qui renferment des stations de gisements anciens et les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

Article 4. - La proposition de classement est notifiée au propriétaire intéressé, par l'autorité administrative du lieu. Les effets du classement s'appliquent de plein droit au bien meuble ou immeuble monument naturel ou site en cause, à partir de cette notification. Ils cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les 6 mois de cette notification.

Article 5. - Les effets du classement suivent le bien, le monument naturel ou le site, en quelque main qu'il passe. Nul ne peut acquérir de droits par prescription sur immeuble, un monument naturel ou un site classé.

Quiconque aliène un bien, un monument naturel, un site classé ou une parcelle de site classé, est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement préalablement à l'aliénation.

Toute aliénation d'un bien, d'un monument naturel ou d'un site classé ou d'une parcelle de site classé doit, dans le mois de sa date, être notifiée au Gouvernement par celui qui l'a consentie.

Les biens, les monuments naturels, les sites et parcelles de ceux-ci ne peuvent être détruits et déplacés, ni être l'objet d'un travail de restauration du Premier ministre, suivant les conditions qu'il aura fixées.

Article 6. - Le Gouvernement peut faire exécuter d'office aux frais de la République, les travaux de réparation et d'entretien qui sont jugés indispensables à la conservation des biens classés. Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans un immeuble classé, les autorités administratives, à défaut d'accord amiable avec le propriétaire, peuvent autoriser l'occupation temporaire de l'immeuble et des immeubles voisins. Sa durée ne peut excéder six mois ; elle peut donner lieu à indemnité en cas de préjudice.

Article 7. - Aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé sans autorisation expresse.

L'affichage est interdit sur les immeubles classés. Il peut être également interdit autour desdits immeubles dans un périmètre qui sera, dans chaque cas particulier, déterminé par décision du chef de circonscription.

Les servitudes légales d'alignement et d'autres qui pourraient causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un immeuble classé qu'avec l'agrément du Gouvernement.

Article 8. - Les immeubles appartenant à la République ou aux collectivités secondaires de la République sont classés par arrêté du Premier ministre.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Article 9. - Les immeubles appartenant à toute personne autre que celles énumérées à l'article 8, sont classés par arrêté du Premier ministre s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement et mentionne l'acceptation du propriétaire. En cas de contestation sur l'interprétation ou l'exécution de cet acte, il est statué par le tribunal administratif.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement pourra être prononcé d'office par le Premier ministre après avis de la commission de classement prévue à l'article 26 ci-dessous. La notification de ce classement informera le propriétaire de son droit éventuel à une indemnité.

Le classement pourra donner lieu à une indemnité représentative pouvant résulter, pour le propriétaire, de la servitude du classement d'office.

La demande devra être produite dans les 6 mois à partir de la notification du classement.

Les contestations relatives à l'indemnité sont portées devant la juridiction civile compétente du ressort dans lequel les immeubles sont situés.

Article 10. - Tout arrêté prononçant le classement d'un immeuble est, à la diligence du ministère intéressé, notifié au propriétaire et transcrit au bureau de la conservation foncière de la situation de l'immeuble. Cette transcription ne donne lieu à la perception d'aucun droit fiscal.

Article 11. - L'expropriation d'un immeuble classé ou proposé pour le classement, celle des immeubles dont l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé pour le classement est réglée par les lois et règlements en vigueur.

A défaut de l'arrêté de classement et lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble demeure soumis provisoirement à tous les effets du classement, mais cette sujétion cesse de plein droit si, dans les trois mois de la déclaration d'utilité publique, l'administration ne poursuit pas les formalités préalables à l'expropriation.

Aucun immeuble classé ou proposé pour le classement ne peut être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique, sans autorisation du Premier ministre.

Article 12. - L'immeuble classé appartenant à l'Etat ou à un établissement public ne peut être aliéné qu'avec l'autorisation du Premier ministre dans les conditions prévues par les règlements en vigueur.

Article 13. - Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé dans la même forme que son classement. L'acte de déclassement est notifié aux intéressés et transcrit au bureau de la conservation des hypothèques ou au bureau de la conservation foncière de la situation de l'immeuble. Cette transcription ne donne lieu à perception d'aucun droit fiscal.

Article 14. - Les biens mobiliers classés appartenant à l'Etat sont inaliénables. Les biens mobiliers classés appartenant aux communes ou aux établissements publics ne peuvent être aliénés qu'avec l'autorisation du Premier ministre et dans les formes prévues par les lois et règlements. La propriété ne peut en être transférée qu'à l'Etat, à une personne publique ou à un établissement d'utilité publique.

Les propriétaires ou détenteurs des biens mobiliers classés ou inscrits sur la liste prévue à l'article 1er sont tenus lorsqu'ils en sont requis, de les présenter aux agents accrédités par les autorités administratives ou judiciaires.

Article 15. - L'acquisition faite en violation de l'article 14 est nulle. Les actions en nullité et en revendication peuvent être exercées à toute époque tant par le Chef de gouvernement que par le propriétaire originaire. Elles s'exercent sans préjudice des demandes en dommages-intérêts qui peuvent être dirigées soit contre les parties contractantes solidairement, responsables, soit contre l'officier public qui a prêté son concours à l'aliénation.

L'acquéreur ou le sous-acquéreur de bonne foi entre les mains duquel le bien est revendiqué a droit au remboursement du prix de son acquisition. Si la revendication est exercée par le Premier ministre, celui-ci aura recours contre le vendeur originaire pour le montant intégral de l'indemnisation qu'il aurait dû payer à l'acquéreur. Les dispositions du présent article sont applicables aux objets perdus ou volés.

Article 16. - Le Premier ministre pourra exercer, au nom de l'Etat, sur toute vente publique de biens conformes à la définition qu'en donnent les articles 1er et 3, un droit de préemption par l'effet duquel le territoire se trouvera subrogé à l'adjudicataire. Déclaration est faite par le Premier ministre ou en son nom par le délégué permanent institué à l'article 29 ci-dessous, qu'il entend éventuellement user de son droit de préemption, lequel sera formulé à l'issue de la vente, entre les mains de l'officier public ou ministériel dirigeant les adjudications, la décision du Premier ministre devant intervenir dans un délai de 15 jours.

Article 17. - Les monuments naturels et les sites sont classés par les autorités mentionnées aux articles 8, 9 et 10 ci-dessus et dans les conditions prévues à ces articles.

Article 18. - L'affichage ainsi que la pose des panneaux-réclame sont interdits sur les monuments naturels et dans les sites classés. Ils peuvent être également interdits autour desdits monuments et sites dans un périmètre
Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

qui est dans chaque cas particulier déterminé par un arrêté ministériel.

Aucune servitude ne peut être établie, par convention, sur un monument naturel ou un site classé qu'avec l'agrément du Gouvernement.

Article 19. - Le Premier ministre peut faire exécuter d'office, aux frais, de l'Etat, les travaux de réparation et d'entretien qui sont jugés indispensables à la conservation des monuments naturels classés.

Article 20. - L'expropriation des monuments naturels et des sites peut être poursuivie conformément aux dispositions prévues pour les immeubles à l'article 11 de la présente loi.

Article 21. - Autour des monuments naturels et des sites classés ou inscrits sur la liste prévue par l'article 1er de la présente loi, une zone de protection peut être établie par décret pris en conseil des ministres et après accomplissement des formalités suivantes :

- Le projet déterminant avec précision les limites de cette zone, avec indication des prescriptions à imposer pour assurer la protection, doit être notifié aux propriétaires intéressés et publié au Journal officiel.

- La commission prévue à l'article 26 ci-après entend les propriétaires, ainsi que les représentants de divers services publics ou toutes autres personnes intéressées qui demanderaient à présenter leurs observations ou qu'elle croirait devoir convoquer. Elle établit un procès-verbal de ses opérations et l'adresse, avec son avis, au Gouvernement.

Article 22. - L'arrêté de protection est notifié au propriétaire et transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de la situation des immeubles compris dans la zone de protection. Cette transcription ne donne lieu à perception d'aucun droit fiscal.

Article 23. - A dater de la notification, les propriétaires des parcelles comprises dans la zone de protection ou leurs ayants droit sont tenus de se conformer aux prescriptions de l'arrêté.

A partir de cette date, il leur est accordé un délai d'un an pour faire valoir, devant les tribunaux compétents, leurs réclamations contre les effets desdites prescriptions. Passé ce délai, aucune réclamation n'est admise.

Article 24. - Les monuments naturels et les sites appartenant à l'Etat, aux collectivités secondaires ou à un établissement public, ne peuvent être aliénés qu'avec l'autorisation du Gouvernement.

Article 25. - Le classement des monuments naturels et des sites est opéré dans les formes prévues par l'article 13 de la présente loi.

Article 26. - Il est institué auprès du Premier ministre une commission des monuments et sites, objets préhistoriques, géologiques, artistiques, ethnographiques, scientifiques, ainsi composée :

- Président :

- le ministre de l'éducation populaire ou son délégué ;

- Représentants :

- Le conseiller pour les sciences humaines près le Gouvernement ou son représentant ;

- Un représentant du ministre des travaux publics ;

- Le chef du service des domaines et de l'enregistrement ou son représentant ;

- Le directeur de l'enseignement ou son représentant ;

- Le chef du service du tourisme ou son représentant ;

- Les députés désignés par le Président de l'Assemblée législative.

- Trois personnalités désignées, en raison de leur compétence, par décision du Premier ministre, dont une au moins ne remplisse pas de fonction publique.

- Le conseiller pour les sciences humaines près le Gouvernement remplit les fonctions de secrétaire archiviste.

Article 27. - La commission est constituée :

- Sur toute demande ou proposition de classement de biens mobiliers ou immobiliers, de monuments naturels ou de sites prévus à l'article 1er de la présente loi ;

- Sur tout projet d'aliénation de biens mobiliers, immobiliers, de monuments naturels ou de sites classés ;

- Sur toute opération tendant à détruire, déplacer, restaurer ou modifier de quelque façon que ce soit les biens mobiliers, immobiliers, les monuments naturels et les sites classés ;

- En cas de refus du délégué, prévu à l'article 29 ci-après, sur toute demande d'exportation de biens présentant un intérêt préhistorique, archéologique, artistique ou ethnographique, classés ou inscrits sur la liste prévue à l'article 1er ou sur la liste prévue à l'article 31 ci-après ;

- Sur la composition de la liste prévue à l'article 31 ci-dessous.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Article 28. - Pour l'exercice de ses différentes attributions, la commission dispose de tous moyens d'enquête et d'investigation utiles. Elle peut notamment désigner comme enquêteur soit l'un de ses membres, soit le Délégué permanent prévu à l'article 29 ci-après, soit un expert nommé, sur sa proposition, par le Premier ministre.

Article 29. - Le conseiller pour les sciences humaines ou son représentant est le Délégué permanent de la commission.

Le Délégué permanent est assermenté. Il a pour fonction :

- De veiller à la conservation des biens mobiliers et immobiliers, des monuments et sites classés ou inscrits sur la liste prévue à l'article 1er ;
- De provoquer, s'il y a lieu, le classement de nouveaux biens mobiliers, immobiliers, monuments naturels ou sites. Il est alors chargé de l'enquête préliminaire ;
- De contrôler toute demande d'exportation de biens classés ou inscrits sur la liste prévue à l'article 31 ci-après. Sur son avis favorable, le Premier ministre peut accorder l'autorisation d'exportation. En cas contraire, la demande est transmise à ce dernier qui, après la consultation de la commission, décide en dernier ressort ;
- De requérir éventuellement, au cas où l'exportation est refusée, l'acquisition de biens conformément à l'article 32 ci-après. Il exerce dans les ventes publiques le droit de préemption qui, aux termes de l'article 16, appartient au Premier ministre ;

Il peut à tout instant pénétrer sur les terrains où sont effectuées des fouilles ou sondages. Il peut se faire présenter les objets découverts et exercer au nom du Premier ministre le droit de revendication prévu à l'article 34 ci-après ;

Il constate par procès-verbal les infractions prévues aux articles 3, 7, 14, 15, 33, 37, 40 et 45 de la présente loi à l'exception des exportations frauduleuses prévues à l'article 31, lesquelles sont de la compétence du service des douanes. Le Délégué permanent doit toutefois signaler au service des douanes toute tentative d'exportation frauduleuse dont il aurait eu connaissance.

Pour les sites naturels présentant un caractère essentiellement géologique, le représentant du Délégué permanent est d'office le représentant désigné par le ministre des travaux publics qui a alors les mêmes prérogatives et compétences que celles du Délégué permanent. Cette désignation peut être modifiée par arrêté du Premier ministre, sur proposition du ministre des travaux publics.

Article 30. - Le Secrétaire archiviste de la commission établit et détient :

1° - La liste des immeubles classés. Cette liste comporte une description sommaire de l'immeuble avec plans, croquis et photographies à l'appui, la situation juridique de l'immeuble, l'étendue du classement intervenu, le nom et le domicile du propriétaire, la date de l'arrêté de classement ;

2° - La liste des monuments naturels et des sites classés comportant les mêmes indications que ci-dessus et, en outre éventuellement la description des parcelles, leur plan, leur situation juridique, le nom et domicile de chaque propriétaire, les limites des monuments naturels ou des sites et toutes les indications pouvant servir à leur individualisation ;

3° - La liste des objets mobiliers classés. Cette liste indique :

La nature et la description exacte de l'objet inscrit avec document à l'appui ;

Le lieu où il est déposé ;

Le nom et le domicile du propriétaire ou du détenteur et, s'il y a lieu, le nom du propriétaire de l'immeuble où il est déposé ;

La date de l'arrêté de classement.

Article 31. - L'expropriation hors du territoire de la République des biens classés ou inscrits sur la liste prévue à l'article 1er est interdite. Elle peut néanmoins être autorisée exceptionnellement par le Premier ministre.

En outre, une liste de catégories d'objets présentant un intérêt préhistorique, archéologique, géologique, historique ou ethnographique, sera établie par arrêté du Premier ministre sur l'avis de la commission de classement. Les objets contenus dans ces catégories ne pourront être exportés hors du territoire de la République sans autorisation du Premier ministre.

Article 32. - Le Gouvernement a le droit de retenir, soit pour le compte de l'Etat, soit pour le compte d'une collectivité secondaire ou d'un établissement public, les objets dont l'exportation est demandée moyennant le paiement à l'exportateur d'une indemnité équitable.

Le montant de cette indemnité est fixé à l'amiable ou à dire d'expert si l'expertise est demandée par l'exportateur.

Le droit pourra s'exercer pendant une période de 6 mois.

TITRE II - DES FOUILLES

Article 33. - Nul ne peut effectuer, sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui, des fouilles ou des sondages à l'effet de recherches d'objets, pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, la géologie, l'art ou l'archéologie, sans en avoir obtenu au préalable l'autorisation du Premier ministre. Toute autorisation de fouilles fait l'objet d'une concession matérialisée par un arrêté pris suivant la procédure domaniale réglementaire.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Toute fouille autorisée devra faire l'objet d'un compte rendu, toute découverte doit être conservée et immédiatement déclarée à l'autorité administrative.

Article 34. - Le Premier ministre peut revendiquer les pièces provenant des fouilles dans les conditions prévues à l'article 35 ci-après.

Article 35. - Le Premier ministre peut revendiquer les pièces provenant des fouilles dans les conditions précédemment accordées :

Si les prescriptions imposées pour l'exécution des recherches ou pour la conservation des découvertes effectuées ne sont pas observées ;

Si, en raison de l'importance des découvertes, le Gouvernement estime devoir poursuivre lui-même l'exécution des fouilles ou procéder à l'acquisition des terrains.

A compter du jour où l'administration notifie son intention de provoquer le retrait de l'autorisation, les fouilles doivent être suspendues.

Article 36. - En cas de retrait d'autorisation pour inobservation des conditions édictées, l'auteur des recherches ne peut prétendre à aucune indemnité en raison de son éviction ou des dépenses qu'il a effectuées.

Il peut toutefois obtenir le remboursement du prix des travaux ou installations pouvant servir à la continuation des fouilles si celles-ci sont poursuivies par l'administration.

Article 37. - Si l'autorisation de fouilles est retirée pour permettre à l'administration de poursuivre celles-ci, l'attribution des objets découverts avant la suspension des fouilles demeure réglée par les dispositions de l'article 39 ci-après.

Article 38. - Le Gouvernement peut procéder d'office à l'exécution de fouilles ou sondages sur des terrains ne lui appartenant pas, à l'exception toutefois des terrains attenants à des immeubles bâtis et clos de murs ou de clôtures équivalentes. A défaut d'accord amiable avec le propriétaire, l'exécution des fouilles ou des sondages est déclarée d'utilité publique par arrêté du Premier ministre qui autorise l'occupation temporaire des terrains. L'occupation ne peut en aucun cas excéder 5 années.

Article 39. - La propriété des découvertes effectuées au cours des fouilles et exécutées dans les conditions prévues à l'article 38 ci-dessus, est partagée entre le Gouvernement et le propriétaire du terrain suivant les règles de droit commun.

Le Premier ministre peut toutefois exercer sur les objets trouvés le droit de revendication prévue aux articles 34 et 35.

Article 40. - Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, ruines, vestiges d'habitation ou de sépultures anciennes, des inscriptions, des fossiles ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, la géologie, l'archéologie, sont mis à jour, l'inventeur de ces objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au chef de circonscription.

Article 41. - Le Premier ministre statue sur les mesures à prendre à l'égard des découvertes de caractères immobilier faites fortuitement.

La propriété des trouvailles de caractère immobilier faites fortuitement, demeure réglée par l'article 716 du code civil, mais le Gouvernement peut revendiquer ces trouvailles, moyennant une indemnité fixée à l'amiable ou à dire d'expert. Le montant de l'indemnité est réparti entre l'inventeur et le propriétaire suivant les règles de droit commun, les frais de l'expertise éventuelle étant imputés sur elle.

Dans un délai de trois mois à partir de la fixation de la valeur de l'objet, le Gouvernement peut renoncer à l'achat; il reste tenu en ce cas des frais de l'expertise.

TITRE III - DISPOSITIONS PENALES

Article 42. - Toute infraction aux dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 5 et aux dispositions du dernier alinéa de l'article 14 de la présente loi, sera punie d'une amende de 10.000 francs C.F.A.

Article 43. - Toute infraction aux dispositions du 4^o alinéa de l'article 5, des alinéas 1er et 4 de l'article 7, des alinéas 1er et 2 de l'article 18, de l'alinéa 1er de l'article 23 de la présente loi, sera punie d'une amende de 10.000 à 100.000 francs CFA sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée. En outre, les affiches et les panneaux pourront être enlevés par l'administration aux frais du contrevenant.

Article 44. - Quiconque aura sciemment aliéné, acquis ou soustrait, détruit ou tenté de vendre des biens ou objets décrits sur la liste prévue à l'article 1er, en violation des articles 14 et 31 de la présente loi, sera puni d'une

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

amende de 10.000 à 100.000 francs CFA et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois ou de l'une de ces deux peines seulement sans préjudice des actions en dommages-intérêts visées à l'article 15.

Le tribunal saisi pourra prononcer la confiscation au profit de l'Etat des objets en cause.

Quiconque aura exporté ou tenté d'exporter des objets appartenant à l'une des catégories figurant sur la liste prévue à l'article 31, aliéna 2, en fraude des dispositions de l'article 31 in fine, sera puni d'une amende au moins égale au double de la valeur desdits objets, lesquels seront saisis et confisqués au profit de l'Etat.

Le Premier ministre statuera sur la destination des objets confisqués.

En cas de récidive, le délinquant sera en outre puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois.

Article 45. - Quiconque aura intentionnellement détruit, abattu ou dégradé un bien classé, sera puni des peines portées à l'article 257 du code pénal sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Article 46. - Quiconque aura sciemment enfreint les prescriptions des articles 33, 35 et 37 sera puni d'une amende de 20.000 à 200.000 francs CFA, sans préjudice de l'action en dommages-intérêts qui pourra être exercée contre ceux qui auront contrevenu auxdits articles.

Article 47. - Quiconque aura sciemment aliéné ou acquis des biens ou objets provenant des fouilles, en violation de l'article 35 ou des biens dissimulés en violation des articles 35 et 39, sera puni sans préjudice de tous dommages-intérêts d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 10.000 à 200.000 francs CFA laquelle pourra être portée au double du prix de la vente ou l'une de ces peines seulement.

Article 48. - Les infractions prévues aux articles 41 à 46 ci-dessus seront constatées par des procès-verbaux dressés par les conservateurs ou gardiens des biens classés, désignés dans les conditions fixées par le Premier ministre et dûment assermentés à cet effet, ainsi que par les officiers de police judiciaire et les agents assermentés de l'autorité publique.

TITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 49. - Des arrêtés du Premier ministre, sur proposition ou avis de la commission prévue à l'article 26, déterminent en tant que besoin les modalités d'application de la présente loi.

Article 50. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Fort-Lamy, le 2 novembre 1960.

Par le Chef de l'Etat, Président du Conseil des Ministres : François TOMBALBAYE

Le Ministre de l'intérieur : Abo NASSOUR

TOGO

Loi n° 90-24 relative à la protection du patrimoine culturel national

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I : PRINCIPES GENERAUX

ARTICLE 1er. L'Etat assure la protection, et la sauvegarde du patrimoine culturel national. Il en favorise, la mise en valeur et l'exploitation.

ARTICLE 2. Aux termes de la présente loi, on entend par patrimoine culturel, l'ensemble des biens, meubles ou immeubles au sens du code civil, présentant un intérêt historique, scientifique, technique, religieux, artistique,

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415

Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

littéraire ou touristique et dont la conservation et la protection revêtent une importance majeure pour la communauté nationale.

Entrent notamment dans ces catégories de biens culturels, des sites, des monuments, des objets et documents archéologiques, historiques et ethnologiques, des édifices et ensembles architecturaux, des oeuvres d'art, d'artisanat et de littérature tombés dans le domaine public, des collections et spécimens scientifiques des trois règnes animal, végétal ou minéral.

ARTICLE 3. L'Etat se réserve le droit de préemption sur tout bien meuble ou immeuble susceptible d'enrichir le patrimoine culturel national.

TITRE II : DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL

SECTION I : De la liste de la commission nationale

ARTICLE 4. Les dispositions et règles juridiques contenues dans la présente loi visent à assurer la protection et la sauvegarde des biens culturels, mobiliers et immobiliers, contre la destruction, la mutilation, la transformation, les fouilles, l'aliénation, l'exploitation ou l'exportation illicite.

ARTICLE 5. Il est établi une liste nationale des biens culturels présentant un ou plusieurs des intérêts énumérés à l'art. 2 ci-dessus et dont il importe en conséquence d'assurer la protection et la sauvegarde. Cette liste, constamment tenue à jour par le Ministère chargé de la Culture, est publiée au Journal Officiel de la République Togolaise.

ARTICLE 6. Il est créé une Commission Nationale du Patrimoine Culturel chargée d'assister les ministères concernas, dans l'examen de toutes les questions relatives à la protection, à la préservation, à la diffusion, à la promotion et à la gestion des biens culturels tant mobiliers qu'immobiliers.

Cette Commission regroupe les représentants de tous les Ministères acteurs de la politique culturelle nationale et peut être élargie aux personnes physiques ou morales reconnues pour leur compétence en la matière.

Elle peut en outre mettre sur pied des sous-commissions spécialisées ainsi que des commissions régionales ou Préfectorales en fonction de ses besoins.

La composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission seront fixés par décret.

SECTION II : De l'inscription sur la liste nationale et de ses effets.

ARTICLE 7. Sont inscrits sur la liste nationale mentionnée à l'art. 5 des biens meubles ou immeubles appartenant à l'Etat, aux collectivités locales, à des associations ou à des personnes physiques ou morales, qui sans nécessité une mesure de classement immédiate, présentent un intérêt culturel public de nature à justifier le contrôle de l'Etat pour leur préservation.

ARTICLE 8. L'inscription est prononcée par arrêté du Ministre chargé de la Culture qui la notifie, selon le cas, au propriétaire, au détenteur ou à l'occupant du bien inscrit.

ARTICLE 9. Elle entraîne, pour le propriétaire, le détenteur ou l'occupant de tout bien inscrit, l'obligation de ne pas en modifier l'aspect et notamment, s'il s'agit de biens immobiliers, sites ou monuments, de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les constructions, sans en avoir avisé, selon le cas, le préfet, le maire ou le ministre chargé de la Culture, au moins trois mois avant la date envisagée pour l'ouverture des travaux.

La même obligation pèse sur les propriétaires détenteurs de biens mobiliers qui sont tenus dans les mêmes conditions d'informer les autorités compétentes de toute action qu'ils envisagent d'entreprendre et susceptible d'affecter la vie ou l'intégrité de ces biens : destruction, transformation, rénovation, restauration ou réparation.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

L'Etat pourra s'opposer à ladite action en procédant au classement du bien inscrit, quelle que soit la nature de celui-ci, selon la procédure indiquée aux art. 11 à 17 ci-dessous.

ARTICLE 10. Quiconque a l'intention de procéder à l'aliénation d'un bien culturel inscrit doit en informer l'autorité compétente - maire, préfet ou ministre chargé de la Culture, selon le cas - au moins trente jours avant la date fixée pour l'acte.

SECTION III : Du classement et de ses effets

ARTICLE 11. Le classement est l'acte juridique par lequel l'Etat impose au propriétaire, détenteur ou occupant d'un bien culturel d'intérêt public, des servitudes particulières qui en grèvent l'usage ou la libre-disposition.

ARTICLE 12. La proposition de classement est faite, sur avis de la Commission Nationale du Patrimoine Culturel, par le ministre chargé de la Culture qui la notifie au propriétaire, au détenteur ou à l'occupant du bien visé. Elle peut également émaner du propriétaire dudit bien.

Le classement intervient sans proposition préalable lorsque le bien culturel est déjà propriété de l'Etat ou d'une collectivité locale.

ARTICLE 13. L'exportation d'un bien proposé au classement est interdite. Le déplacement, le transfert de propriété des biens proposés et tous travaux autres que ceux d'entretien normal ou d'exploitation courante doivent faire l'objet d'un préavis de trois mois, comme dans le cas de l'art 9 ci-dessus.

ARTICLE 14. La proposition de classement confère au Ministre chargé de la Culture le droit de s'opposer, pendant toute la durée cette proposition, au déplacement ou au transfert de propriété des biens proposés ou tous travaux autres que ceux d'entretien normal ou d'exploitation courante.

ARTICLE 15. La proposition de classement devient caducée faute d'une décision effective de classement six mois après notification. Toutefois cette proposition peut être prorogée en cas de besoin pour une durée maximale de 18 mois.

ARTICLE 16. Le classement est prononcé, sur proposition du ministre chargé de la Culture, après avis de la Commission Nationale du Patrimoine Culturel, par décret pris en Conseil des Ministres. Il est notifié au propriétaire, au détenteur ou à l'occupant du bien classé. Ceux-ci disposent, en cas de désaccord, d'un recours devant l'autorité judiciaire compétente. Le classement, accepté ou devenu définitif, est en outre transcrit au bureau de la conservation foncière et publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

ARTICLE 17. Le classement entraîne pour le propriétaire, le détenteur ou l'occupant du bien classé, l'interdiction de procéder désormais à tous travaux de destruction, démolition, défiguration, mutilation, modification, transformation, réparation, peinture, agrandissement ou restauration, sans l'autorisation expresse et préalable du Ministre chargé, selon le cas, de la Culture ou des Travaux Publics et de l'Urbanisme.

ARTICLE 18. Les biens culturels classés appartenant à l'Etat ou aux collectivités publiques sont inaliénables. Toutefois, la jouissance peut en être transférée à une entreprise publique ou à une institution jugée d'utilité publique, à des conditions dûment fixées et acceptées par cahier des charges»

ARTICLE 19. Les biens culturels classés appartenant à des particuliers, personnes physiques ou morales, ne peuvent désormais plus faire l'objet d'une aliénation qu'aux conditions suivantes, et sous réserve de dispositions de l'article 24 de la présente loi :

Le propriétaire du bien classé doit notifier aux autorités compétentes - maire, préfet ou Ministre chargé de la Culture. Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Culture-son intention d'aliéner celui-ci au moins trente jours avant la date prévue pour la passation de l'acte ;
Quiconque aliène un bien culturel classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement ;
mention doit être faite dans l'acte d'aliénation ;

L'Etat dispose dans tous les cas du droit de suite sur tous les biens classés qui auraient été illégalement aliénés.

ARTICLE 20. Il est interdit de procéder ou de faire procéder à 1 vente de débris ou de fragments d'un bien culturel classé, quelles qu'aient été les circonstances dans lesquelles ils ont été obtenues.

ARTICLE 21. Les biens classés ou en cours de classement ne peuvent en aucun cas être compris dans une enquête aux fins d'expropriation pour cause d'utilité publique ou dans une zone d'aménagement foncier, sauf s'ils sont au préalable déclassés ou si la proposition de classement est rapportée en raison de la priorité accordée à l'opération foncière envisagée ou encore s'ils sont harmonieusement intégrés au projet de construction ou d'aménagement prévu, et autorisés à cet effet par le ministre chargé des Travaux Publics et de l'Urbanisme.

ARTICLE 22. Toutefois, en cas de dérogation exceptionnellement accordée conformément à l'article 21, les responsables de l'opération d'aménagement ou de construction sont tenus de procéder avant toute action, à l'inventaire archéologique et historique de la zone d'intervention.

ARTICLE 23. Un terrain classé est protégé contre toute construction. Il en est de même pour l'environnement immédiat de ce terrain ou d'un édifice classé, dans un périmètre fixé par arrêt du ministre chargé de la Culture, dans les conditions définies à l'article 27 ci-dessous. Aucune servitude d'origine contractuelle ne peut grever un immeuble classé sans l'autorisation préalable accordée par arrêté du ministre chargé de la Culture; de même les servitudes légales, qui seraient de nature à dégrader cet immeuble, sont inapplicables aux immeubles classés ou proposés au classement.

ARTICLE 24. L'exportation des biens culturels classés est formellement interdite. Toutefois dans le cadre de la coopération culturelle internationale ou pour des motifs de restauration, d'analyse ou de recherche scientifiques, le ministre chargé de la Culture peut accorder une autorisation spéciale d'exportation temporaire.

ARTICLE 25. Le classement entraîne en outre les effets suivants :

- le propriétaire, le détenteur ou l'occupant du bien classé sont désormais tenus d'en assurer la protection et la conservation ;
- les collectivités locales et l'Etat sont tenus de participer aux travaux de restauration, de réparation ou d'entretien. L'Etat peut, après audition du propriétaire, détenteur ou occupant et sur rapport de la Commission Nationale du Patrimoine Culturel constatant l'impossibilité pour le propriétaire, détenteur ou occupant de le faire, assurer la protection ou la conservation de tout immeuble classé. Il procède dans ce cas à l'expropriation à titre temporaire ou définitif l'immeuble conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 26. L'expropriation pour cause d'utilité publique se fait conformément à la législation en vigueur, au détriment des propriétaires des immeubles classés ou en cours de classement et des propriétaires de biens dont l'acquisition est nécessaire pour dégager ou assainir les immeubles classés. Le classement d'office suit de plein droit la déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 27. Une zone de protection pourra être établie autour de certains immeubles classés, après enquête de la Commission Nationale auprès des propriétaires concernés suivie du procès-verbal de ses opérations :

- dans le cas où il s'agit d'un site naturel classé, la zone de protection, se confondra avec la zone d'environnement protégé définie à l'article 81 du code de l'environnement et sera établie par arrêté conjoint des ministres chargés de l'Environnement et de la Culture.
- dans les autres cas d'immeubles culturels classés, elle sera établie par arrêté du ministre chargé de la de la Culture

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Cet arrêté de protection sera notifié aux propriétaires concernés, publié au Journal Officiel de la République Togolaise et transcrit au bureau de la Conservation Foncière.

Les propriétaires des immeubles compris dans la zone de protection disposeront d'un délai d'un an à compter de la date de la notification, pour faire valoir leurs réclamations devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 28. Il est interdit d'apposer des affiches ou des dispositifs publicitaires quelconques sur les sites ou monuments classés et éventuellement, dans la zone de protection ou dans le périmètre déterminé pour chaque espèce, dans les conditions fixées à l'article 27 ci-dessus.

ARTICLE 29. L'Exploitation et la reproduction à des fins commerciales d'un bien culturel classe sont soumises à l'autorisation préalable du Ministre chargé de la Culture. Cette autorisation est sujette à une taxe.

ARTICLE 30. Une indemnité sera versée à toute personne, propriétaire, détenteur ou occupant, y ayant un intérêt prouvé, pour compenser les inconvénients résultant du classement d'un bien culturel.

ARTICLE: 31. Les effets du classement suivent le bien culturel classé en quelque main qu'il passe. Nul ne peut acquérir, par prescription, des droits susceptibles de limiter ou de supprimer ces effets.

SECTION IV : Du déclassement

ARTICLE 32. Le déclassement est l'acte juridique par lequel un bien culturel classé est soustrait totalement ou partiellement aux effets du classement. Il est prononcé par décret, sur proposition du ministre chargé de la Culture, transcrit et notifié aux même personnes et dans les mêmes conditions que celle précisées à l'article 16 ci-dessus.

TITRE III : DE LA SAUVEGARDE ET DE LA PROMOTION DU PATRIMOINE CULTUREL

SECTION I : De la sauvegarde

ARTICLE 33. Les fouilles et prospections archéologiques sont soumises à l'autorisation conjointe des ministres chargés de la Culture et de la Recherche Scientifique.
Un décret fixera la réglementation qui leur est applicable sur proposition des deux ministres précités.

ARTICLE 34. Toute étude de factibilité ou enquête préparatoire relative à la conception et à la réalisation d'un ouvrage ou aménagement de grande importance nationale ou régionale (barrage, autoroute, opération d'aménagement rural ou urbain, mine, carrière, etc...) devra comporter un volet consacré à l'inventaire archéologique et historique des lieux concernés.

SECTION II : De la promotion

ARTICLE 35. L'Etat garantit le droit d'accès de tout citoyen à toutes les valeurs, et à tous les éléments du patrimoine culturel national, dans les conditions fixées, pour chaque domaine d'espèce, par l'administration compétente.

Il aide et encourage par ailleurs les artisans, artistes et d'une façon générale tous les créateurs de biens culturels, destinés ou non au commerce, susceptibles ou non d'inscription ou de classement.

ARTICLE 36. L'Etat assure la jouissance des droits évoqués à l'article 35 :

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

**Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org**

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

par la création et l'encouragement de musée et la constitution de collections nationales, régionales et locales de biens culturels ;
par la constitution, l'organisation et l'exploitation d'une documentation sonore et visuelle des différentes traditions culturelles de la nation ;
par l'information et l'éducation sous toutes ses formes à savoir :
l'insertion des éléments constitutifs du patrimoine culturel dans les programmes scolaires, universitaires et techniques des Etablissements tant publics ;
l'entretien, la conservation et l'enrichissement constants des biens du patrimoine culturel ;
le soutien et l'encouragement des artisans, artistes, auteurs et autres créateurs.
par toutes mesures visant à favoriser l'intégration prioritaire des œuvres nationales et africaines dans le paysage culturel national et la promotion, la diffusion, la préservation et la conservation du patrimoine culturel en général.

ARTICLE 37. IL est crée un fonds National de Promotion Culturelle (FNPC), placé sous la tutelle du ministre charge de la Culture et alimenté par :
les subventions, legs et donations de toutes sortes ;
le produit de la vente des reproductions des bien culturels et des publications du Ministère chargé de la Culture.

ARTICLES 38. Un décret, pris sur proposition conjointe des ministres chargés des Finances et de la Culture, précisera les règles d'organisation, d'exploitation et de financement de ce fonds.

SECTION III : Des sanctions

ARTICLE 39. Tout contrevenant aux dispositions des art. 9, 10,13, al. 2, 15 et 29 précédents sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de 20.000 à 200.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 40. Toute personne reconnue coupable d'infraction aux dispositions des art. 13 al. 1, 17, 20, 22, 24, et 28 précédents sera puni de 2 mois à un an d'emprisonnement et d'une amende.de 20.000 à 1.000.000 de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ARTICLE 41. Les auteurs de dégradations ou destructions volontaires de biens culturels classés seront punis des peines prévues, selon le cas. aux articles 126, 127, 128 et 130 du Code Pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts. Ils seront tenus en outre de procéder, a leurs frais, à la remise en état du bien qu'ils ont dégradé ou mutilé.

ARTICLE 42. Les auteurs de vol, pillage ou recel de biens culturels classés seront punis, selon les circonstances,des peines prévues aux articles 98, 100 et 101 du Code Pénal.

TITRE IV : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

ARTICLE 43. A titre transitoire, en attendant la mise en place de la Commission Nationale créée par l'article 6 ci-dessus, et le début des opérations de classement des biens culturels d'intérêt national conformant; à la procédure prévue par les articles 11 à 15 ci-dessus, les pouvoirs publics pourront procéder ou faire procéder à la destruction des constructions, édifices, immeubles et bâtisses de tout nature ayant eu pour effet de modifier, transformer, défigurer ou dévaloriser des sites ou monuments d'intérêt national, s'il s'avère que ces travaux n'ont ni fait l'objet d'un permis de construire ni été autorisas d'aucune matière par les services compétents de l'Etat.

La destruction des édifices litigieux pourra intervenir sans délai après enquête sur les lieux diligente conjointement par les Ministres de la Culture et des Travaux Publics.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l' ANGOLA, L' EGYPTE, LA LIBYE.

Elle se fera, ainsi que la remise en état du site ou du bâtiment concerné, aux frais solidaires, le cas échéant, des propriétaires, des bénéficiaires de la modification irrégulière de l'état des lieux, des architectes, des entrepreneurs et des autres personnes responsables de l'exécution desdits travaux.

ARTICLE 42. Toutes dispositions législatives et réglementaires antérieures ou contraires à la présente loi sont abrogées, notamment le décret du 25 août 1937, promulgué au Togo par arrêté 558 du 1.3 octobre 1937.

ARTICLE 43. La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 23 Novembre 1990

GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

TUNISIE

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Loi n° 94-35 du 24 février 1994
relative au code du patrimoine
archéologique, historique et des arts traditionnels

Au nom du peuple ;
La chambre des députés ayant adopté ;
Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Est considéré patrimoine archéologique, historique ou traditionnel tout vestige légué par les civilisations ou les générations antérieures, découvert ou recherché, en terre ou en mer qu'ils soient meubles, immeubles, documents ou manuscrits en rapports avec les arts, les sciences, les croyances, les traditions, la vie quotidienne, les événements publics ou autres datant des époques préhistoriques ou historiques et dont la valeur nationale ou universelle est prouvée.

Le patrimoine archéologique, historique ou traditionnel fait partie du domaine public de l'Etat, à l'exception de celui dont la propriété privée a été légalement établie.

Article 2 - Sont considérés comme "sites culturels" les sites qui témoignent des actions de l'homme ou des actions conjointes de l'homme et de la nature, y compris les sites archéologiques, qui présentent du point de vue de l'histoire de l'esthétique, de l'art ou de la tradition, une valeur nationale ou universelle.

Article 3 - Sont considérés comme "ensembles historiques et traditionnels" les biens immeubles, construits ou non, isolés ou reliés, tel que les villes, villages et quartiers qui, en raison de leur architecture, de leur unicité, de leur harmonie ou de leur intégration dans leur environnement, ont une valeur nationale ou universelle, quant à leur aspect historique, esthétique, artistique ou traditionnel.

Article 4 - Sont considérés "monuments historiques", les biens immeubles construits ou non, privés ou relevant du domaine public, dont la protection et la conservation présentent du point de vue de l'histoire, de l'esthétique, de l'art ou de la tradition, une valeur nationale ou universelle.

Article 5 - Peuvent être protégés les biens meubles, y compris les documents et les manuscrits qui constituent, quant à l'aspect historique, scientifique, esthétique, artistique ou traditionnel une valeur nationale ou universelle. Les biens meubles sont constitués d'éléments isolés ou de collections.

La collection est réputée une et indivisible du fait de sa provenance d'un même lieu d'origine ou du fait qu'elle témoigne de courants de pensée, d'us et coutumes, d'une identité, d'un goût, d'un savoir, d'un art ou d'un événement.

Article 6 - Il est constitué auprès du ministre chargé du patrimoine une commission dénommée "Commission Nationale du Patrimoine", chargée d'émettre son avis et de présenter au ministre ses propositions dans les domaines suivants:

- la protection et le classement des monuments historiques,
- la protection des biens meubles archéologiques,
- la création de secteurs sauvegardés,
- la protection des sites culturels.

Elle donne, en outre, son avis sur les programmes, projets et plans relatifs à la protection des biens culturels que le ministre soumet à son examen.

La composition et le fonctionnement de la commission sont fixés par décret..

TITRE II - DES SITES CULTURELS

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

CHAPITRE I - DE L'IDENTIFICATION

Article 7 - Les sites culturels, tels que définis à l'Art. 2 du présent code, sont créés et délimités par arrêté conjoint du ministre chargé de l'urbanisme, après avis de la Commission Nationale du Patrimoine.
L'arrêté instituant le site culturel est publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Article 8 - Après publication de l'arrêté portant création un site culturel et dans un délai ne dépassant pas cinq ans à compter de la date de ladite publication, les services compétents du ministère chargé du patrimoine procèdent à l'élaboration d'un "plan de protection et de mise en valeur" du site concerné.

L'élaboration du plan de protection et de mise en valeur d'un site culturel obéit aux mêmes procédures que celles régissant l'élaboration d'un plan d'aménagement urbain. Il est approuvé après avis de la commission nationale du patrimoine par décret pris sur proposition du ministre chargé du patrimoine et de ministre de l'urbanisme.

CHAPITRE II - DE LA PROTECTION

Article 9 - Les travaux ci-après indiqués, entrepris dans les limites du périmètre d'un site culturel, sont soumis à l'autorisation préalable du ministre chargé du patrimoine:

Les démolitions totales ou partielles de tout édifice se trouvant à l'intérieur du périmètre du site culturel;

Les travaux relatifs aux réseaux électriques et téléphoniques, aux conduites d'eau, de gaz et d'assainissement, aux voies, aux communications et télécommunications et tous travaux susceptibles déformer l'aspect extérieur de la zone ou des constructions s'y trouvant;

L'installation de panneaux publicitaires, tableaux d'affichages et signalisations et autres moyens publicitaires à caractère commercial.

La réponse à la demande d'autorisation en ce qui concerne les travaux sus-cités a lieu dans un délai ne dépassant pas deux mois.

Article 10 - Sont soumis à l'autorisation préalable du ministre chargé du patrimoine les projets de morcellement et de lotissement à l'intérieur des sites culturels.

Le délai de réponse aux demandes d'autorisation ne doit pas dépasser deux mois, à compter de la date de la réception, desdites demande. Sont soumis à la même autorisation, au sens des Art. 56 et suivants du code des droits réels toute opération de partage des biens immeubles construits ou non à l'intérieur des sites culturels.

Article 11 - Les projets de construction et de restauration, à l'intérieur des sites culturels sont soumis à la réglementation en vigueur et ce, après avis conforme du ministre chargé du patrimoine.

Article 12 - Tous les travaux visés dans le présent chapitre sont soumis au contrôle scientifique et technique des services compétents du ministère chargé du patrimoine.

CHAPITRE III - DES PLANS DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR

Article 13 - Le plan de protection et de mise en valeur comprend le plan des zones et des dispositions réglementaires.

Les dispositions réglementaires fixent notamment:

- les activités autorisées à l'intérieur de chaque zone,
- les conditions d'exercice desdites activités,
- les servitudes propres à chacune des zones.

A compter de la date d'approbation du plan de protection et de mise en valeur tous les travaux entrepris à l'intérieur du site culturel sont soumis aux dispositions réglementaires spéciales prévues par le décret d'approbation.

Demeure applicable la réglementation prévue aux Art. 9, 10, 11 et 12 du présent code.

Article 14 - L'ARRETE de création d'un site culturel devient nul, si, après un délai de cinq ans à compter de sa publication, le plan de protection et de mise en valeur n'a pas fait l'objet d'approbation.

Article 15 - Dès son approbation, le plan de protection et de mise en valeur se substitue automatiquement, dans Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

les limites du périmètre du site culturel, au plan d'aménagement urbain s'il existe.

TITRE III - DES ENSEMBLES HISTORIQUES ET TRADITIONNELS

CHAPITRE I - DE L'IDENTIFICATION

Article 16 - Les ensembles historiques et traditionnels, tels que définis à l'Art. 3 du présent code sont déterminés et leurs limites fixées pour être érigés en secteurs sauvegardés, et ce par un arrêté conjoint du ministre chargé de l'urbanisme et du ministre chargé du patrimoine pris sur proposition de celui-ci.

Ledit arrêté est pris après avis des collectivités locales concernées et de la commission nationale du patrimoine. L'arrêté portant création et délimitation du secteur sauvegardé est publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Article 17 - Les services compétents du ministère chargé du patrimoine procède à l'élaboration du "plan de sauvegarde" dans un délai ne dépassant pas cinq ans à compter de la date de publication de l'arrêté portant création du secteur sauvegardé.

L'élaboration du plan de sauvegarde obéit à la même procédure que celle pour le plan d'aménagement urbain. Le "plan de sauvegarde" est approuvé par décret, sur proposition des ministres chargés du patrimoine et de l'urbanisme, et après avis de la Commission Nationale du Patrimoine.

CHAPITRE II - DES SECTEURS SAUVEGARDES

Article 18 - Les travaux ci-après indiqués entrepris à l'intérieur du secteur sauvegardé sont soumis à l'autorisation préalable du ministre chargé du patrimoine:

Les travaux de démolition totale ou partielle de tout édifice se trouvant dans les limites du périmètre du secteur sauvegardé;

Les travaux relatifs aux réseaux électriques et téléphoniques, aux conduites d'eau, et d'assainissement, aux voies de communications et télécommunications et tous travaux susceptibles de déformer l'aspect extérieur de la zone et des constructions existantes;

L'installation des panneaux publicitaires, tableaux d'affichage et signalisations et autres publicités à caractère commercial.

La réponse à la demande d'autorisation des travaux cités ci-dessus est donnée dans un délai ne dépassant pas deux mois à compter de la date de réception de la demande.

Article 19 - Les projets de morcellement et de lotissement à l'intérieur d'un secteur sauvegardé sont soumis à autorisation préalable du ministre chargé du patrimoine et ce dans un délai ne dépassant pas deux mois à compter de la date de réception de la demande d'autorisation.

Est soumise à la même autorisation, toute opération de partage au sens des Art. 56 et suivants du code des droits réels, portant sur les droits immeubles construits ou non à l'intérieur du secteur sauvegardé.

Article 20 - Les projets de construction et de restauration à l'intérieur des secteurs sauvegardés sont soumis à la réglementation en vigueur et ce après avis conforme du ministre chargé du patrimoine.

Article 21 - Tous les travaux, visés au présent chapitre sont soumis au contrôle technique et scientifique des services compétents du ministère chargé du patrimoine.

CHAPITRE III - DU PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR

Article 22 - Le plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur comprend le plan parcellaire et les prescriptions réglementaires.

Il comporte notamment:

- Les biens immeubles construits ou non à sauvegarder,
- Les constructions dégradées à réhabiliter,
- Les édifices à démolir, en totalité ou en partie, en vue des travaux d'aménagement à caractère public ou privé,
- Les normes d'architecture à respecter,

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- Les infrastructures de base et les équipements nécessaires,
- Les règles concernant l'aménagement des places publiques,
- Les activités interdites pour incompatibilité avec les exigences de la protection du "secteur sauvegardé"

Article 23 - A compter de la date d'approbation du "plan de sauvegarde et de mise en valeur", tous types de travaux entrepris dans les limites du périmètre du "secteur sauvegardé", seront soumis aux prescriptions spéciales prévues par le décret d'approbation.

Demeurent applicables les dispositions prévues aux Art. 18, 19, 20 et 21 du présent code.

Article 24 - L'arrêté portant création d'un "secteur sauvegardé" devient nul, si, dans un délai de cinq ans à compter de sa publication, le "plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur" n'a pas été approuvé.

Article 25 - Dès son approbation, le "plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur" se substitue, automatiquement dans les limites du périmètre du secteur sauvegardé, au plan d'aménagement urbain, s'il existe.

Il se substitue, également, aux prescriptions spéciales relatives aux abords des monuments historiques, protégés ou classés, si elles existent.

TITRE IV - DES MONUMENTS HISTORIQUES

CHAPITRE I - DE LA PROTECTION

Article 26 - Les monuments historiques, au sens de l'Art. 4 du présent code, font l'objet d'un arrêté de protection pris par le ministère chargé du patrimoine sur sa propre initiative ou sur l'initiative de toute personne y ayant intérêt et après avis de la commission nationale du patrimoine. L'arrêté de protection peut s'étendre aux abords des monuments historiques qu'ils soient immeubles nus ou bâtis, publics ou privés et dont la conservation est nécessaire pour la protection et la sauvegarde de ces monuments.

Article 27 - L'arrêté de protection est notifié aux propriétaires par le Ministre chargé du Patrimoine.

Il est publié au Journal Officiel de la République Tunisienne et affiché au siège de la Municipalité du lieu, ou à défaut, au siège du Gouvernorat.

Le Ministre chargé du Patrimoine procédera à l'approbation d'une plaque indiquant que l'immeuble est un monument historique protégé.

Au cas où l'immeuble est immatriculé, l'arrêté de protection sera inscrit sur le titre foncier, à la demande des services compétents du Ministère chargé du Patrimoine.

Dans le cas contraire le Ministère chargé du Patrimoine agira aux lieux et places des propriétaires pour en demander l'immatriculation.

Article 28 - Les immeubles protégés ne peuvent faire l'objet de travaux de restauration, de réparation, de modification, d'adjonction ou de reconstruction sans l'obtention de l'autorisation préalable du Ministre chargé du Patrimoine.

Il est interdit également de démolir, en partie ou en totalité les immeubles protégés, et d'en prélever des éléments.

Au cas où l'immeuble protégé menace ruine, les autorités compétentes sont tenues d'en informer le Ministre chargé du Patrimoine.

En attendant les mesures à prendre, il est interdit d'entreprendre tout acte entravant la démolition totale ou partielle de l'immeuble effectué par le propriétaire ou sa transformation, à l'exception des travaux de consolidation nécessaires pour prévenir tout danger imminent.

Article 29 - L'installation et la pose d'enseignes publicitaires sont interdites sur les monuments protégés ou à leurs abords.

Article 30 - Les travaux d'infrastructure ci-après indiqués projetés sur les monuments historiques ou à leurs abords sont soumis à l'autorisation préalable du Ministre chargé du Patrimoine: l'installation de réseaux électriques et téléphoniques, des conduites de gaz, d'eau potable et d'assainissement, des voies de communication, et tous travaux susceptibles de compromettre l'aspect extérieur de l'immeuble.

Article 31 - Le partage ou le lotissement des monuments protégés sont interdits sauf autorisation préalable du Ministre chargé du Patrimoine.

Article 32 - Si l'administration n'a pas donné suite à la demande d'autorisation dans un délai de quatre mois à compter de la date de la demande de sa réception, les travaux sont réputés autorisés.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Article 33 - Les travaux indiqués aux Art. 28, 30 et 31 du présent code seront exécutés sous la responsabilité des services compétents du Ministère chargé du Patrimoine dans le cas où le propriétaire bénéficie de subventions ou d'exonérations fiscales, et sous leur contrôle dans les autres cas.

Article 34 - Les effets de l'arrêté de Protection suivent l'immeuble protégé en quelques mains qu'il passe. Quiconque aliène un immeuble protégé est tenu d'informer à l'acquéreur l'existence de l'arrêté de protection. Toute aliénation d'un immeuble protégé doit être notifiée au Ministre chargé du Patrimoine dans un délai de 15 jours.

CHAPITRE II - DU CLASSEMENT

Article 35 - Lorsque le monument historique, immeuble construit ou non, public ou privé, est en état de péril ou lorsque son occupation ou son utilisation sont incompatibles avec sa protection. Il fait l'objet d'un décret de classement.

Article 36 - Le Ministre chargé du Patrimoine notifie au propriétaire son intention de classer le monument et lui demande de permettre aux services compétents du ministère chargé du patrimoine l'accès au monument et l'accomplissement des études techniques nécessaires à la constitution du dossier de classement. Le propriétaire peut présenter ses observations et propositions à la Commission Nationale du Patrimoine dans un délai d'un mois à compter de la date de notification. En cas de refus de sa part, audits services d'accomplir lesdits, il y sera obligé par voie d'ordonnance sur requête prononcée par le juge cantonal du lieu de l'immeuble.

Article 37 - Les monuments classés sont soumis en leur qualité de monuments historiques aux dispositions des Art. 28 à 34 du présent code.

Article 38 - Le décret de classement comporte la participation financière de l'Etat aux travaux de conservation du monument. Les services compétents du ministère chargé du patrimoine fixent, au cas par cas, le taux de cette participation dans une proportion ne dépassant pas les 50% du coût des travaux. Ces travaux seront notifiés au propriétaire qui sera tenu de les entreprendre dans un délai maximum de trois mois.

A l'expiration des délais prescrits et en cas de refus du propriétaire, le Ministre chargé du Patrimoine le met en demeure d'entreprendre les travaux dans un délai de quinze jours.

Au cas où lesdits travaux n'ont pas été réalisés, le Ministre chargé du Patrimoine autorise leur exécution d'office par les services compétents à charge de remboursement des frais par le propriétaire dans les proportions qui lui incombent.

Article 39 - Le propriétaire qui se trouve dans l'impossibilité d'entreprendre les travaux prescrits, peuvent proposer à l'Etat d'acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles concernés.

Article 40 - En cas d'opposition du propriétaire à l'exécution des travaux prescrit à l'Art. 38, le Ministre chargé du Patrimoine peut prendre un arrêté ordonnant l'exécution des travaux avec occupation temporaire des immeubles concernés à condition que cette occupation n'excède pas une année.

Article 41 - Lorsque l'immeuble est affecté à des utilisations contraires aux exigences de sauvegarde et de conservation sans préjudice des mesures d'urgence et des sanctions applicables, le ministre chargé du patrimoine peut aviser le propriétaire des modifications qu'il est nécessaire d'introduire ou des utilisations auxquelles il est nécessaire de mettre fin.

Article 42 - lorsqu'un immeuble, nu ou bâti dont la conservation présente, du point de vue de l'histoire, de la science, de l'archéologie, des arts ou des traditions, une utilité publique, exposé à un danger certain nécessitant une intervention urgente, le ministre chargé du patrimoine peut prendre un arrêté préventif en vue d'éviter les menaces de ruine, de démolition ou d'altération profonde.

Il peut également ordonner la suspension des travaux portant atteinte à l'entité même de l'immeuble, à ses éléments décoratifs ou à son identité d'origine.

Ledit arrêté sera notifié au propriétaire ou à l'occupant.

Article 43 - Les zones se trouvant dans un rayon de deux cent mètres autour des monuments historiques protégés ou classés et comprenant des biens immeubles bâtis ou non, publics ou privés obéissent aux Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

prescriptions prévues aux Art. 26 à 44 du présent code sauf autorisation express délivrée par les services compétents du ministère chargé du patrimoine.

La demande d'autorisation est adressée audits services et il y est fait application des Art. 28 à 34 du chapitre II.

Article 44 - Le Ministre chargé du Patrimoine est tenu de prendre un arrêté de protection dans un délai maximum de quatre mois.

Dans les mêmes délais et lorsque l'état de l'immeuble, son mode d'occupation ou son utilisation le justifient, le ministre entame la procédure de classement. Le classement est prononcé dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de déclenchement de la procédure de classement.

CHAPITRE III - DES ABORDS DES MONUMENTS HISTORIQUES

Article 45 - Les immeubles nus ou bâtis, publics ou privés se trouvant dans un rayon de deux cent (200) mètres aux abords d'un monument protégé ou classé sont soumis aux dispositions particulières prévues aux Art. 26 à 44 du présent code.

Article 46 - Aucun type de travaux aux abords des monuments historiques ne peut être entrepris qu'après autorisation préalable du Ministre chargé du Patrimoine et ce, conformément aux procédures prévues aux Art. 28 et 32 présents.

Article 47 - Il peut avoir procédé, si nécessaire, à l'extension de la zone comprise aux abords d'un monument historique au moyen de l'arrêté de protection ou du décret de classement de l'immeuble concerné et ce après avis de la Commission Nationale du Patrimoine.

Article 48 - Les services compétents relevant des ministères chargés de l'aménagement urbain et du tourisme sont tenus de consulter le Ministère chargé du Patrimoine, dans tous les cas où figurent des monuments protégés ou classés aux plans directeurs d'urbanisme, aux plans d'aménagement urbain, et d'aménagement touristique, et toutes les fois lesdits plans font l'objet de révision.

Le Ministre chargé du Patrimoine peut introduire des mesures préventives relatives aux zones se trouvant aux abords des monuments historiques.

TITRE V

CHAPITRE I - DE LA PROTECTION DES BIENS MEUBLES

Article 49 - Les biens meubles, au sens de l'Art. 5 du présent code, peuvent faire l'objet d'un arrêté de protection pris par le Ministre chargé du Patrimoine, de sa propre initiative ou à la demande de toute personne y ayant intérêt, et ce après avis de la Commission Nationale du Patrimoine.

Article 50 - La protection des biens meubles dont la propriété revient à l'Etat est prononcée par arrêté du Ministre chargé du Patrimoine.

Article 51 - La protection des biens meubles dont la propriété revient aux particuliers, est prononcée, après accord du propriétaire, par arrêté du ministre chargé du patrimoine après avis de la Commission Nationale du Patrimoine.

A défaut d'accord, le ministre peut l'y obliger par voie d'ordonnance sur requête prononcée par le juge cantonal du lieu où se trouve le possesseur du bien meuble.

En cas de vente, un droit de priorité à l'achat peut être exercé et ce conformément aux procédures prévues à l'Art. 89 du présent code.

Article 52 - lorsqu'un bien meuble appartenant à un particulier est menacé de défiguration ou d'abandon, le ministre chargé du patrimoine peut, après expertise par les services compétents relevant de son ministère, en prononcer la protection par arrêté, après avis de la Commission Nationale du Patrimoine.

Article 53 - L'ARRETE de protection mentionne la nature de l'objet protégé, son lieu de dépôt, l'identité et l'adresse du propriétaire ou du possesseur ainsi que toutes autres mentions pouvant, le cas échéant, aider à son identification.

Article 54 - La falsification des objets protégés est interdite; l'imitation des objets protégés à des fins commerciales est soumise à l'autorisation préalable des services compétents du Ministère chargé du Patrimoine.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Article 55 - Il ne peut être procédé à la réparation, restauration, consolidation ou transfert du lieu de dépôt des biens meubles protégés, sans autorisation préalable des services compétents du Ministère chargé du Patrimoine.

CHAPITRE II - DE L'ALIENATION DES OBJETS MEUBLES ET DE LA COMMERCIALISATION DES OBJETS ARCHEOLOGIQUES ET HISTORIQUES

Article 56 - A l'intérieur des frontières nationales les biens meubles protégés appartenant à des particuliers peuvent faire l'objet d'aliénation.

Le propriétaire des biens meubles protégés est tenu d'informer l'acquéreur de l'effet de l'arrêté de protection, les services compétents du ministère chargé du patrimoine, de leur intention d'aliéner lesdits biens.

Article 57 - A l'intérieur des frontières nationales, l'exportation hors du territoire des biens meubles protégés est interdite.

L'exportation temporaire est soumise à l'autorisation du ministre chargé du patrimoine.

Tout bien meuble protégé qui, sans autorisation du ministre chargé du patrimoine, a fait l'objet d'une tentative d'exportation à l'intérieur des frontières nationales est confisqué. Le bien meuble est alors affecté à l'Etat sans préjudice des poursuites judiciaires.

Article 58 - Le commerce des biens meubles archéologiques et historiques protégés et autres est soumis à l'autorisation du Ministre chargé du Patrimoine, l'autorisation est renouvelable une fois tous les deux ans.

L'autorisation ne donne droit à son bénéficiaire que dans les lieux qui y sont indiqués.

Les sociétés spécialisées dans ledit commerce sont tenues, lors de la demande d'autorisation, de présenter par l'intermédiaire du mandataire, le statut de la société, ainsi que les noms et adresses des associés.

Article 59 - Tout commerçant d'objets archéologiques et historiques doit tenir un registre numéroté sur lequel sont portées toutes les opérations d'achats et de ventes des objets archéologiques et historiques avec mention de l'identité et de l'adresse du vendeur ou de l'acquéreur ainsi que la description précise des objets archéologiques et historiques concernés.

Le commerçant d'objets archéologiques et historiques doit présenter ledit registre toutes les fois que la demande lui en est faite par les services compétents du ministère chargé du patrimoine.

Il doit, en outre, permettre aux dits services d'effectuer les expertises et le contrôle des objets en sa possession.

TITRE VI - DES FOUILLES ET DES DECOUVERTES

CHAPITRE I - DES FOUILLES ET DES DECOUVERTES TERRESTRES

Article 60 - Le propriétaire d'un terrain n'a pas le droit d'y entreprendre des fouilles. Il n'a pas droit de revendiquer la propriété de ce qui peut être découvert comme vestiges sur le sol ou en sous-sol de son terrain.

Il ne peut en outre revendiquer le bénéfice.

Nonobstant les dispositions de l'Art. 25 du code du droit réel, l'auteur d'une découverte fortuite ainsi que le propriétaire de terrain où a eu lieu la découverte recouvrant une récompense et le mode de fonctionnement sont fixés par décret et ce au cas où il déclare leur découverte auprès des services compétents du Ministère chargé du Patrimoine.

Article 61 - Nul ne peut sans autorisation préalable des services compétents du Ministre chargé du Patrimoine procéder sur sa propriété ou sur celle d'autrui à des fouilles dont le but est de rechercher des vestiges mobiliers ou immobiliers ne peuvent être autoriser à effectuer des opérations de fouilles et de sondages que les chercheurs, archéologues, spécialistes, qui attestent de leur compétence et de leur expérience dans le domaine.

Article 62 - Les fouilles et les sondages sont entrepris par les parties autorisées sous leur responsabilité, conformément aux règles et conditions prescrites par l'autorisation, et sous le contrôle des services compétents du ministre chargé du patrimoine.

La partie autorisée, est tenue, lorsqu'il y a une découverte de biens mobiliers, d'en informer immédiatement lesdits services qui procèdent à leur enregistrement et de prendre toutes les mesures nécessaires à la conservation.

Au cas où les opérations de fouille et de sondage n'ont pas été effectuées en conformité avec les prescriptions de l'autorisation ou en cas de non-respect des délais de déclaration des découvertes, les autorités compétentes peuvent procéder le cas ou au retrait provisoire ou définitif.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Article 63 - Les services compétents du Ministère chargé du Patrimoine procèdent, au titre de l'utilité publique, sur tout terrain leur appartenant ou appartenant à autrui, aux opérations de fouilles et de sondages dans le but de découvrir les vestiges des civilisations préhistoriques et historiques....

Le Ministre chargé du Patrimoine peut déclarer par arrêté le caractère d'utilité publique des fouilles et des sondages à effectuer nécessairement sur les terrains.

Il peut, en outre, autoriser les services compétents relevant de son ministère à occuper les lieux provisoirement pour une période n'excédant pas cinq ans.

Article 64 - A la fin des travaux de fouilles et de sondages et en l'absence d'intérêt pour la conservation des objets immeubles mis à jour, les terrains doivent être rétrocédés à leur propriétaire dans leur état d'origine.

Article 65 - S'IL s'avère nécessaire pour le dit service de conserver au titre de l'utilité publique les dites découvertes, le Ministre chargé du Patrimoine prononce par arrêté leur protection au titre de monuments historiques ainsi que la protection de terrain où il se trouve ou leurs abords et ce conformément aux dispositions du titre IV relatif à la protection des monuments historiques.

L'arrêté fixe le lieu de vestiges découverts, la superficie des terrains qui les abritent ou celle de leurs abords et requérant protection.

Article 66 - En cas de dangers imminents menaçant les découvertes archéologiques, le ministre chargé du patrimoine entame les procédures nécessaires à leur classement et prend les mesures d'urgence conformément aux Art. 42, 43 et 44 du présent code.

Article 67 - Une indemnité est due au propriétaire du terrain, s'il résulte que les travaux de fouilles et de sondages ont causé aux édifices dont la construction régulièrement autorisée un dommage matériel et certain ou entrave l'exploitation normale du terrain.

La demande d'indemnité doit, à peine de forclusion, parvenir aux autorités compétentes dans un délai maximum de trois mois à compter de la date à laquelle a été notifiée au propriétaire la fin des travaux.

Article 68 - En cas de découvertes fortuites de vestiges meubles ou immeubles, concernant des époques préhistoriques ou historiques, les arts et les traditions, l'auteur de la découverte est tenu d'en informer immédiatement les services compétents du Ministère chargé du Patrimoine ou les autorités territoriales les plus proches afin qu'à leur tour, elles en informent les services concernés et ce, dans un délai ne dépassant pas les cinq jours.

Les autorités compétentes prennent toutes les mesures nécessaires à la conservation.

Les dites autorités veilleront, eux-mêmes, si nécessaire, à la supervision des travaux en cours.

Article 69 - Le Ministre chargé du Patrimoine ou les services compétents relevant de son ministère peuvent à titre préventif ordonner l'arrêt des travaux en cours à condition que cet arrêt ne dépasse pas une période de six mois durant laquelle sont interdits de manière absolue tous types de travaux à l'exception de ceux expressément permis par le Ministre.

Article 70 - Si la poursuite des recherches archéologiques revêt un caractère d'utilité publique, les fouilles ne peuvent être poursuivies que par les services compétents du Ministère chargé du Patrimoine ou sous leurs responsabilités directes et ce, conformément aux conditions définies à l'Art. 62 du présent code.

Article 71 - Les biens mobiliers ou immobiliers découverts lors de fouilles archéologiques effectuées selon les conditions définies aux Art. 62 et 63 du présent code ou découverts conformément aux conditions définies à l'Art. 68 du présent code peuvent faire l'objet d'une protection au titre de monuments historiques.

Article 72 - Les droits scientifiques des auteurs de découvertes archéologiques sont garantis et déterminés par arrêté du Ministre chargé du Patrimoine.

CHAPITRE II - DES DECOUVERTES MARITIMES

Article 73 - Les biens archéologiques, meubles ou immeubles découverts dans les eaux intérieures ou les eaux territoriales, sont considérés propriété de l'Etat.

Article 74 - Outre les dispositions de la loi n° 89-21 du 22 février 1989 relative aux épaves maritimes, tout auteur d'une découverte de biens archéologiques maritimes est tenu de les laisser en place, de ne leur causer aucun dommage, de n'y apporter aucune altération et d'en déclarer immédiatement l'existence aux services compétents du ministère chargé du patrimoine ou aux autorités territoriales les plus proches afin qu'elles en informent à leur

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

tour les services concernés et ce dans un délai ne dépassant pas cinq jours à compter de la date de sa découverte.

Quiconque aura, de manière fortuite, prélevé de la mer un bien archéologique est tenu d'en informer dans les mêmes délais les autorités portuaires les plus proches et de leur remettre afin qu'à leur tour, elles le délivrent aux services compétents du ministère chargé du patrimoine.

A cet effet, il est dressé un procès verbal dont une copie sera remise à l'auteur de la découverte.

L'auteur d'une découverte a droit à une récompense fixée conformément aux dispositions prévues à l'alinéa 2 de l'Art. 60 du présent code.

Article 75 - Toute investigation ayant pour but la découverte de biens archéologiques et historiques maritimes est interdite sauf autorisation délivrée par le ministre chargé du patrimoine.

L'autorisation fixera les conditions d'exécution des opérations de recherche conformément aux dispositions du présent code.

Article 76 - En cas de danger menaçant les biens archéologiques maritimes, les services compétents peuvent prendre toutes les mesures préventives et urgentes qu'ils jugent nécessaires.

TITRE VII - DES AVANTAGES FISCAUX ET FINANCIERS

Article 77 - Les propriétaires qui réalisent des travaux d'amélioration autorisés ou décidés par le Ministère chargé du Patrimoine et portant sur des monuments historiques protégés ou classés, bénéficient de subventions accordées par le Fonds National d'Amélioration de l'Habitat (F.N.A.H.) créé par décret du 23 août 1956.

Ne bénéficient pas de cet avantage les travaux concernant les constructions neuves et les travaux à caractère somptuaire.

Les conditions et les modalités d'intervention du F.N.A.H. sont fixées par arrêté conjoint du Ministre des Finances, du Ministre chargé de l'Urbanisme et du Ministre chargé du Patrimoine.

Article 78 - Les dépenses des travaux d'amélioration effectuées par les propriétaires sur des monuments historiques protégés ou classés, autorisés ou décidés par le Ministre chargé du Patrimoine, sont déduits de l'assiette des impôts sur les revenus. Dans tous les cas, cette déduction ne pourra dépasser les 50% du revenu imposable.

Bénéficient de cet avantage les propriétaires qui réalisent des travaux d'amélioration, de réparation ou de réhabilitation autorisés par les services compétents du ministère chargé du patrimoine dans leurs immeubles situés à l'intérieur des sites culturels et des secteurs sauvegardés, conformément aux programmes et aux normes établis à cet effet.

Bénéficient également de cet avantage quiconque entreprend des travaux d'amélioration, de réparation ou de réhabilitation des monuments et des biens immobiliers appartenant à l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements publics à caractère administratifs.

Ne bénéficient pas de cet avantage les travaux de constructions neuves et les travaux à caractère somptuaire.

Les avantages prévus au présent Art sont accordés par le Ministre des Finances sur demande du propriétaire accompagnée des pièces justificatives des dépenses dûment authentifiées par les services compétents du Ministère chargé du Patrimoine.

Article 79 - Les dispositions de la loi relative aux rapports entre propriétaires et locataires de locaux à usage d'habitation, de commerce ou d'administration publique ne sont pas applicables aux propriétaires qui entreprennent, à leurs frais des travaux de restauration ou de réhabilitation en vue d'améliorer les conditions d'habitat des locataires des Monuments Historiques, ils peuvent être autorisés à augmenter les montants des loyers, dans des proportions fixées au cas par cas et conformément aux modalités arrêtées conjointement par les Ministères chargés de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Les mêmes autorités peuvent en outre autoriser dans les mêmes conditions les propriétaires qui, à l'intérieur des sites culturels et des secteurs sauvegardés, ont réalisé à leurs frais des travaux de restauration et de réhabilitation de leurs immeubles en vue d'améliorer les conditions d'habitat des locataires, à augmenter les montants des loyers.

TITRE VIII - DES SANCTIONS ET PROCEDURES

Article 80 - Au cas où le vendeur d'un immeuble ou d'un objet meuble protégé ne notifie pas à l'acquéreur l'existence de l'arrêté de protection comme prévu aux Art. 34 et 56 alinéa 2 du présent code, l'acquéreur peut demander la nullité du contrat.

Quiconque n'aura pas informé le ministère chargé du patrimoine de l'aliénation d'un bien immeuble ou d'un bien
Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

meuble protégé sera puni d'une amende de 300 D.

Article 81 - Quiconque empêche ou entrave les services compétents d'accomplir leurs missions telles que sont définies aux Art. 12, 21, 33, 36 du présent code, est puni d'une peine d'emprisonnement de un à 3 mois et d'une amende de 100 à 500 D. ou de l'une de ces deux peines.

Encourent les mêmes peines ceux qui contreviennent aux Art. 59 et 68 du présent code.

En cas de non-respect des dispositions prévues aux Art. 58 et 59 du présent code, l'autorisation relative au commerce des biens immobiliers peut être immédiatement retirée à titre provisoire ou définitif.

Article 82 - Toute infraction aux dispositions des Art. 54, 55, 61, 74 et 93 du présent code est puni d'une peine d'emprisonnement de 3 à 6 mois et d'une amende allant de 500 à 5000 D. ou de ces deux peines.

En cas de non-respect des règles prescrites aux Art. 58 et 59 de ce code, l'autorisation de commerce des objets mobiliers peut être immédiatement retirée de manière temporaire ou définitive

Article 83 - Outre les sanctions prévues par l'Art. 162 du code pénal ceux qui contreviennent aux dispositions des Art. 9, 10, 11, 18, 19, 20, 23, 28, 30, 31, 43, et 46 du présent code seront punis d'une peine d'emprisonnement de un mois à un an et d'une amende allant de mille à dix mille dinars ou de l'une de ces deux peines.

Est passible des même peines celui qui, volontairement aura autorisé la construction sur un terrain archéologique.

Les auteurs des infractions prévues au présent Art sont tenus de remettre en état les monuments historiques et les bâtiments endommagés et de réparer les préjudices qui en ont résulté. Les frais découlant des réparations et de la remise en état ainsi que des dédommagements sont supportés par les auteurs des infractions.

Dans tous les cas où il aura été procédé, sans autorisation, à une construction sur un site archéologique ou culturel ou à l'intérieur d'un secteur sauvegardé, le Gouverneur ou le Président de la municipalité, selon les cas, sur la demande du Ministre chargé du Patrimoine prend un arrêté de démolition et procède sans délai à son exécution. Ils peuvent, si besoin, recourir à la force publique et faire réaliser aux frais de l'auteur de l'infraction tous les travaux nécessaires.

Article 84 - Seront saisis les outils et matériels utilisés par les auteurs des délits prévus aux Art. 81, 82, 83 du présent code ainsi que les objets découverts lors de fouilles non autorisées ou de sondages effectués en contravention aux conditions et règles applicables en matière de fouilles et de sondages.

Peuvent être également saisis tout ou partie les objets mobiliers en possession de l'auteur d'une infraction aux Art. 58 et 59.

Article 85 - Outre les sanctions prévues aux Art. précédents du présent code, l'auteur d'une infraction ayant causé un préjudice irréparable est tenu de verser une indemnité équivalente au préjudice subit.

Article 86 - Sont chargés de constater les infractions au présent code, les officiers de police judiciaire, les agents des gouvernements et des municipalités chargés du contrôle des infractions, les agents habilités par le Ministre chargé de la Culture parmi les contrôleurs spécialisés dans le patrimoine relevant de l'administration chargée du Patrimoine et dûment assermentés conformément aux règlements en vigueur ainsi que les agents habilités par le Ministre chargé de l'Urbanisme parmi les corps des ingénieurs et des techniciens de l'administration.

TITRE IX - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 87 - Les propriétaires possesseurs ou occupants d'immeubles situés dans un site culturel ou un secteur sauvegardé ne peuvent interdire aux agents cités à l'Art. 86 de ce code la visite des lieux ou l'inspection des travaux.

Le propriétaire d'un monument historique ou son exploitant ne peut interdire aux personnes habilitées par le Ministre chargé du Patrimoine l'accès, la visite des lieux ou le contrôle des travaux en cours dans le monument.

Les agents en question peuvent à tous moments visiter les fouilles et photographier les éléments qui présentent un intérêt archéologique. Ils ont également le droit de visiter les chantiers publics ou privés qui se trouvent dans des zones archéologiques.

Toutefois pour accéder aux lieux d'habitation et leurs dépendances, les agents suscités sont tenus de se conformer aux dispositions prévues par le code des procédures pénales.

Article 88 - L'ETAT a le droit d'exproprier pour cause d'utilité publique les monuments historiques classés.

Contrairement aux dispositions de la loi 76-85 du 11 août 1976 relative à la révision de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les Art. 4, 5, 6 et 7, les coûts d'acquisition des immeubles bâtis ou nus sont évalués compte tenu des usages auxquels ces immeubles sont destinés ainsi que des servitudes consécutives à leur classement ou leur protection.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Article 89 - L'ETAT bénéficie d'un droit de priorité à l'achat de tout Monument Historique classé ou protégé dans les mêmes conditions et suivant les mêmes procédures que celles fixées à la loi 73-21 du 14 août 1993 relative à l'aménagement des zones Touristiques, Industrielles et d'Habitat.

Article 90 - Le propriétaire ou l'exploitant d'un monument historique protégé est tenu d'assurer son entretien et son maintien en bon état de conservation.

Les administrations de l'Etat, les collectivités publiques, les établissements publics et privés, les propriétaires, les détenteurs et les dépositaires qui ont à leur charge des unités ou des collections protégées sont tenus d'assurer leur gardiennage et leur maintien en bon état de conservation.

Article 91 - Seront publiées au Journal Officiel de la République Tunisienne, la liste des monuments historiques meubles et immeubles protégés et classés, ainsi que les listes des secteurs sauvegardés et des sites culturels. Ces listes seront révisées et publiées tous les cinq ans.

Article 92 - En cas de perte d'un monument historique immeuble ou d'objets meubles ou lorsque l'intérêt ayant justifié leur protection ou leur classement est éteint, il est procédé à la levée de la mesure de protection ou de classement, selon le cas et conformément aux mêmes modalités suivies lors de leur protection ou de leur classement.

TITRE X - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 93 - Tout détenteur de biens archéologiques meubles ou immeubles est tenu, après la promulgation du présent code et dans un délai d'un an à compter de sa date de publication, d'en informer les services compétents du ministre chargé du patrimoine en vue de procéder, selon le cas, à leur protection ou à leur classement.

Article 94 - Peuvent être conservés en dépôt chez des particuliers avec la responsabilité et les servitudes qui en découlent, la totalité ou une partie des vestiges meubles ou immeubles, trouvés sur le sol ou extraits du sous-sol ou d'un monument archéologique antérieurement à la promulgation du présent code.

Toutefois, ceux qui nécessitent une protection particulière seront récupérés par les services compétents du ministère chargé du patrimoine pour être déposés dans l'un des musées nationaux.

Article 95 - Les particuliers peuvent détenir ou commercialiser les objets archéologiques mobiliers légalement importés, sous réserve de les avoir présentés aux services compétents du Ministère chargé du Patrimoine dès leur entrée en Tunisie ou de les avoir déclarés à ces services dans un délai d'une année tel que prévu à l'Art. 94 du présent code.

Article 96 - Les commerçants d'objets archéologiques et historiques munis d'une autorisation spéciale en vertu des dispositions du décret du 8 janvier 1920 relatif aux antiquités antérieures à la conquête arabe, peuvent continuer, après l'entrée en vigueur du présent code, à exercer ce commerce dans les mêmes conditions. Cette autorisation est retirée d'office un an après le décès de son titulaire. Les héritiers ne peuvent pas continuer à exercer le commerce des objets archéologiques et historiques après ce délai.

Article 97 - Demeurant en vigueur et jusqu'à l'élaboration de dispositions contraires, les décrets antérieurs au présent code et relatifs au classement des monuments historiques, des zones protégées et des sites archéologiques.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 24 février 1994.
Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 93-1609 du 26 juillet 1993
fixant l'organisation de l'Institut National du Patrimoine
et les modalités de son fonctionnement

Le Président de la République,

Sur proposition du Ministère de la Culture,

Vu le décret du 30 mars 1957 (28 chaâbane 1376) pour tant ouverture de crédit provisoire au titre de premier trimestre de l'année financière 1957-1958 et autorisant la perception des impôts et revenus publics à partir du 1er avril 1957 et notamment son article 50,

Vu la loi n°74-89 du 11 décembre 1974, ratifiant le décret-loi n°74-13 du 24 octobre ratifiant la convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel,

Vu la loi n°77-81 du 31 décembre 1977, portant loi de finances pour la gestion 1978 et notamment son article 26,

Vu la loi n°83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif,

Vu la loi n°88-44 du 19 mai 1988, relative aux biens culturels,

Vu la loi n°92-112 du 29 décembre 1992, portant loi de finances pour la gestion 1993 et notamment son tableau E,

Vu le décret n°66-140 du 2 avril 1966, portant organisation de l'Institut National d'Archéologie et d'Arts modifié et complété par le décret n°83-1194 du 14 décembre 1983,

Vu le décret n°66-141 du 2 avril 1966, fixant le statut du personnel de l'Institut National d'Archéologie et d'Arts,

Vu le décret n°66-142 du 2 avril 1966, portant dispositions dérogatoires au statut des personnels de l'Institut National d'Archéologie et d'Arts,

Vu le décret n°73-291 du 15 juin 1973, portant création à l'Institut National d'Archéologie et d'Arts d'un centre d'études hispano-andalouses,

Vu le décret n°75-434 du 4 juillet 1975, relatif au statut des personnels scientifiques de l'Institut National d'Archéologie et d'Arts, modifié par le décret n°83-524 du 7 juillet 1983,

Vu le décret n°82-269 du 12 février 1982, portant création et organisation au sein de l'Institut National d'Archéologie et d'Arts d'un centre d'études de la civilisation et des arts islamiques à Kairouan (Raqqada),

Vu le décret n°82-270 du 12 février 1982, pour tant création et organisation au sein de l'Institut National d'Archéologie et d'Arts d'un centre d'études de la civilisation phénicienne, punique et des antiquités libyques,

Vu le décret n°82-271 du 12 février 1982, portant création d'une nouvelle section au sein de l'Institut National d'Archéologie et d'Arts,

Vu le décret n°82-1356 du 16 octobre 1982, portant création et organisation, au sein de l'Institut National d'Archéologie et d'Arts d'un centre d'études de civilisation classique et des antiquités romaines et byzantines,

Vu le décret n°83-665 du 14 juillet 1983, portant modification du décret n°66-141 du 2 avril 1966, relatif au statut des personnels de l'Institut National d'Archéologie et d'Arts,

Vu le décret n°83-1084, du 17 novembre 1983, portant réorganisation du Ministère des Affaires Culturelles,

Vu le décret n°83-1195 du 14 décembre 1983, modifiant et complétant le décret n°82-269 du 12 février 1982 portant création et organisation du centre d'études de la civilisation et des arts islamiques à Kairouan,

Vu le décret n°88-188 du 11 février 1988, réglementant les conditions d'attribution et de retrait des emplois
Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

fonctionnels de secrétaire général de ministère, de directeur général d'administration centrale, de directeur d'administration centrale, de sous-directeur d'administration centrale et de chef de service d'administration centrale,

Vu le décret n°89-127 du 19 janvier 1989, portant création du conseil supérieur de la sauvegarde des biens culturels,

Vu le décret n°92-2215 du 31 décembre 1992, portant changement d'appellation de certains établissements publics,

Vu l'avis du Ministre des Finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décrète :

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - L'Institut National du Patrimoine est un établissement public à caractère administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.
Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Culture.

Article 2 - Le siège de l'Institut National du Patrimoine est fixé à Tunis.

Article 3 - L'Institut National du Patrimoine est une institution scientifique et technique chargée d'établir l'inventaire du patrimoine culturel, archéologique, historique, civilisationnel et artistique, de l'étude du patrimoine, de sa sauvegarde et de sa mise en valeur.

L'Institut National du Patrimoine a notamment pour mission :

a- de préserver, sauvegarder et restaurer les sites archéologiques, les monuments historiques et les tissus urbains traditionnels

b- d'organiser et d'entreprendre la recherche, la fouille, l'inventaire et la prospection dans les domaines du patrimoine archéologique, historique et civilisationnel à travers les différentes périodes

c- de collecter le patrimoine traditionnel et les arts populaires, de faire apparaître leur valeur civilisationnelle, de les inventorier, de les étudier et de les exposer

d- d'entreprendre tous les travaux de recherche, de sauvegarde, de protection, de restauration et d'exposition des documents ayant une valeur civilisationnelle, scientifique ou artistique dont :

- les manuscrits et les imprimés
- les documents audio-visuels quel que soit leur support
- les œuvres artistiques quelle que soit leur manière, leur technique d'exécution comme les arts plastiques, les meubles, etc.

e- de créer des musées, sauvegarder leurs collections et y promouvoir les méthodes d'exposition

f- de publier les études scientifiques et culturelles et de les diffuser

g- de participer à l'animation du patrimoine et de sa promotion par tous les moyens audio-visuels et écrits par l'organisation des expositions, des congrès et des rencontres à l'échelle nationale et internationale

h- de former les cadres, les recycler et les entraîner aux travaux de différents secteurs scientifiques et techniques.

TITRE II - L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Article 4 - L'Institut National du Patrimoine comprend :

a- le conseil de l'Institut

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- b- la direction générale
- c- le secrétaire général
- d- la direction de la programmation, de la coopération, de la publication et de la formation
- e- les divisions scientifiques et techniques
- f- les inspections régionales du patrimoine

Article 5 - Le conseil de l'Institut est chargé :

a- d'arrêter la politique générale de l'Institut dans tous les domaines de la recherche scientifique, de la prospection, l'inventaire, la protection, la sauvegarde, les sondages, les fouilles, le classement, l'exposition muséographique et l'animation du patrimoine,

b- de donner son avis sur les questions suivantes :

- le projet du budget général de l'Institut
- les projets relatifs au patrimoine archéologique et culturel
- les projets de textes législatifs ou réglementaires relatifs au patrimoine
- l'organisation de l'Institut
- les programmes de formation, de stage ou de recyclage du personnel
- les programmes de coopération avec les institutions universitaires spécialisées dans la recherche dans le domaine du patrimoine
- l'évaluation des réalisations de l'Institut ainsi que les activités de ses différentes structures et les consigner dans un rapport annuel qui sera soumis à l'autorité de tutelle

Article 6 - Le conseil de l'Institut est présidé par le directeur général de l'Institut et se compose comme suit :

- le secrétaire général qui est le secrétaire du conseil
- le directeur de la division de l'inventaire général et des recherches
- le directeur de la division de la sauvegarde des monuments et des sites
- le directeur de la division du développement muséographique
- le directeur de la programmation, de la publication et de la formation
- le conservateur du musée national du Bardo
- le chef de service d'architecture et cinq représentants du corps scientifique et technique de l'Institut, choisie suivant des conditions fixées par arrêté du Ministre de la Culture

Le directeur peut inviter toute personne dont la participation aux travaux du conseil est jugée utile.

Article 7 - Le conseil se réunit au moins une fois tous les six mois sur invitation de son président ou à la demande de la moitié de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Article 8 - L'Institut National du Patrimoine est dirigé par un directeur général nommé par décret sur proposition du Ministre de la Culture parmi les agents remplissant les conditions de nomination à l'emploi du directeur général d'administration centrale prévues par le décret n°88-188 du 11 février susvisé.

Article 9 - Le directeur général de l'Institut est chargé :

a- d'assurer la direction administrative, financière et technique de l'Institut et de coordonner les activités de ses différentes sections, de préparer et d'exécuter son budget

b- de préparer et de suivre les travaux du conseil de l'Institut et du conseil supérieur de la sauvegarde des biens culturels

c- de conclure tout contrat, convention ou marché pour le compte de l'Institut et de le présenter auprès des tiers dans tous les actes civils, administratifs et judiciaires

Le directeur général de l'Institut peut déléguer sa signature au secrétaire général de l'Institut ainsi qu'aux directeurs des divisions et des départements.

Article 10 - Le secrétaire général de l'Institut National du Patrimoine est chargé d'assister le directeur général de l'Institut dans la gestion des services administratifs et financiers, du service juridique et du contentieux ainsi que du service des équipements et bâtiments.

Le secrétaire général a rang et avantages de directeur d'administration centrale. Il est nommé par décret sur proposition du Ministre de la Culture conformément aux dispositions du décret n°88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Article 11 - Le secrétariat général comprend :

a- le service administratif, chargé :

- de la gestion du personnel de l'Institut,
- de l'établissement des textes réglementaires du personnel de l'Institut,
- de l'étude des cas sociaux relatifs au personnel de l'Institut ;

b- le service de la gestion financière, chargé :

- de la préparation et la présentation des budgets de fonctionnement et d'équipement de l'Institut,
- de l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement de toutes les dépenses de l'Institut et la tenue de la comptabilité y afférent,
- du contrôle de l'évolution des effectifs fixés par la loi des cadres ;

c- le service juridique et du contentieux, chargé :

- des études à caractère juridique et de l'élaboration des textes en collaboration avec les services intéressés,
- de la préparation, de l'instruction et du suivi des affaires litigieuses de l'Institut en liaison avec les parties concernées

d- le service des équipements et des bâtiments, chargé :

- de l'acquisition et de la répartition des équipements,
- de l'entretien et de la maintenance des locaux de l'administration,
- de la gestion du parc-auto,
- de la gestion et du contrôle des dépôts,
- de l'établissement et la mise à jour de l'inventaire du matériel de l'Institut.

Article 12 - La direction de la programmation, de la coopération, de la publication et de la formation comprend :

- la sous-direction de la programmation et de la coopération formée de deux services :
 - service de la programmation
 - service de la coopération
- la sous-direction de la publication et de la formation formée de deux services :
 - service de la publication
 - service de la formation

La direction de la programmation, de la coopération, de la publication et de la formation est placée sous l'autorité du directeur général de l'Institut et elle est chargée notamment de :

a- la planification des projets de l'Institut et de suivi de l'élaboration de leurs dossiers techniques ;

b- la préparation des programmes des activités relatives au patrimoine, à la coopération et à la formation ;

c- la publication des études scientifiques et culturelles relatives au patrimoine ;

d- la direction des bibliothèques spécialisées de l'Institut et la réorganisation des archives scientifiques et techniques.

Article 13 - L'Institut National du Patrimoine comprend trois divisions scientifiques et techniques placées sous l'autorité du directeur général :

- la division de l'inventaire général et des études,
- la division de la sauvegarde des monuments et des sites,
- la division du développement muséographique.

Chaque division est dirigée par un directeur nommé par décret sur proposition du Ministre de la Culture et a rang et avantages de directeur d'administration centrale.

Les directeurs des divisions sont assistés par des directeurs des départements et des chefs de section.

Chaque département est dirigé par un sous-directeur nommé par décret sur proposition du Ministre de la Culture et a rang et avantages de sous-directeur d'administration centrale.

Chaque section est dirigée par un chef de service nommé par décret sur proposition du Ministre de la Culture et a rang et avantages de chef de service d'administration centrale.

Article 14 - La division de l'inventaire général et des études comprend :

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- 1- le département de l'inventaire et de l'étude des civilisations anciennes qui comprend :
 - a- la section de la période préhistorique,
 - b- la section de la période lybico-punique,
 - c- la section de la période romaine et byzantine.
- 2- le département de l'inventaire et de l'étude de la civilisation islamique comprend :
 - a- la section de la période médiévale,
 - b- la section de la période moderne.
- 3- le département de l'inventaire et de l'étude des biens ethnographiques et des arts contemporains comprend :
 - a- la section des arts populaires,
 - b- la section des arts contemporains.
- 4- le département des études d'archéologie sous-marine.

La division de l'inventaire général et des études est chargée des missions suivantes :

a- établir l'inventaire archéologique et le recensement des biens culturels meubles et immeubles ayant une valeur archéologique, historique, ethnographique et artistique et de classer l'ensemble de la documentation écrite ou audio-visuelle et de contribuer à l'enracinement de la civilisation nationale ainsi qu'à fixer la mémoire collective et la perpétuer ;

b--effectuer les recherches archéologiques, identifier les objets mis à jour et les étudier ;

c- étudier les arts et traditions populaires avec leurs composantes matérielles, orales, spirituelles et morales qui ont perpétué les différents modèles, cadres et types de la vie quotidienne traditionnelle disparue ou en voie d'extinction ;

d- étudier les créations artistiques contemporaines ainsi que toute documentation écrite ou audio-visuelle ayant une valeur historique, esthétique ou technique

e- élaborer les études archéologiques, historiques ou ethnographiques afin de les faire publier par le service spécialisé de l'Institut.

Article 15 - La division de la sauvegarde des monuments et des sites comprend :

- 1- le département des monuments et des sites antiques composé de :
 - a- la section des monuments et des sites pré-romains,
 - b- la section des monuments et des sites romano-byzantins.
- 2- Le département des monuments et des sites islamiques composé de :
 - a- la section des monuments historiques et des sites voisins,
 - b-la section des sites culturels, des ensembles historiques et traditionnels.
- 3- Le département d'architecture, d'urbanisme et de classement composé de :
 - a- la section d'architecture et d'urbanisme,
 - b-la section du classement.

La division de la sauvegarde des monuments et des sites est chargée des missions suivantes :

a- user de tous les moyens administratifs, juridiques, scientifiques et techniques pour préserver les monuments et les sites historiques, les ensembles traditionnels, les sites archéologiques et naturels de tout danger ou menace ;

b-soumettre tous les travaux de préservation, de protection, de sauvegarde, de restauration et de mise en valeur aux lois et règlements administratifs en vigueur conformément aux principes, méthodes et procédés en usage ;

c-entreprendre l'inspection administrative et technique ainsi que le contrôle des travaux en cours, autoriser ces travaux ou demander leur arrêt le cas échéant conformément à la réglementation en vigueur ;

d-entreprendre les études et travaux de restauration, de rénovation de mise en valeur et en développer les méthodes ;

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

participer à l'élaboration des dossiers techniques et artistiques relatifs à la protection juridique, au classement et à l'inventaire général ;

e-participer à l'élaboration des plans d'aménagement urbain ou territorial et des cahiers des charges techniques afin de garantir la sauvegarde des monuments, villes historiques, ensembles traditionnels et sites archéologiques et naturels ;

f-étudier les travaux d'aménagement relatifs à l'environnement des monuments historiques, des ensembles traditionnels et des sites culturels en collaboration avec les structures et institutions spécialisées.

Article 16 - La division du développement muséographique comprend :

- 1-le département des musées nationaux,
- 2-le département des musées régionaux et locaux,
- 3-le département des expositions et des activités muséographique composé de :
 - la section des activités muséographiques,
 - la section des expositions.
- 4-le laboratoire du patrimoine mobilier.

La division du développement muséographique est chargée des missions suivantes :

a- la gestion des musées archéologiques, historiques, ethnographiques, artistiques et techniques, nationaux, régionaux et locaux, relevant de l'Institut National du Patrimoine ou soumis à son contrôle ;

b- l'acquisition des objets et collections muséographiques ;

c- l'inventaire et le classement des objets et collections exposés ou déposés dans les réserves des musées dépendant de l'Institut ou soumis à son contrôle ;

d- l'inspection des registres d'inventaire des objets et collections privés ;

e- veiller à la préservation des biens meubles à caractère culturel, archéologique, ethnographique, artistique ou technique ayant une valeur historique de tous dangers ou menaces ;

f- soumettre tous les travaux de protection, de sauvegarde, de restauration et d'exposition aux lois et règlements en vigueur conformément aux principes, méthodes et procédés en usage ;

g- le contrôle technique et l'analyse scientifique des biens culturels meubles en vue de leur sauvegarde, leur restauration et leur présentation muséographique et collecter dans ces domaines avec les institutions et laboratoires spécialisés ;

h- étudier les pièces et collections muséographiques exposées ou déposées dans les réserves des musées, du point de vue historique, artistique et ethnographique et collaborer dans ces domaines avec les structures scientifiques spécialisées au sein de l'Institut ou à l'extérieur ;

i- gérer et développer les musées en faisant appel aux méthodes modernes d'exposition et d'animation muséographique et élaborer des projets muséographiques nouveaux et œuvrer à leur réalisation en collaboration avec les structures scientifiques, techniques et administratives spécialisées au sein de l'Institut ou à l'extérieur ;

j- planifier et programmer l'organisation d'expositions nationales et internationales et œuvrer en vue de leur réalisation en collaboration avec les chercheurs et les cadres techniques, artistiques et administratifs spécialisés tout en veillant au respect des normes de conservation et d'exposition.

Article 17 - Les directeurs, les sous-directeurs et les chefs de services de l'Institut National du Patrimoine sont nommés par décret sur proposition du Ministre de la Culture parmi les cadres répondant aux conditions de nomination à ces emplois, fixées par le décret n°88-188 du 11 février 1988 susvisé.

TITRE III - DES INSPECTIONS REGIONALES DU PATRIMOINE

Article 18 - Il est créé au sein de l'Institut National du Patrimoine des inspections régionales du patrimoine dirigées par des inspecteurs régionaux du patrimoine dépendant directement du directeur général de l'Institut.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Article 19 - Les inspections régionales du patrimoine sont chargées du constat et du contrôle continu de l'état du patrimoine historique, traditionnel et technique dans chaque circonscription territoriale telle que définie à l'article 20 du présent décret.

Elles sont notamment chargées de :

- l'inspection continue des monuments et sites et des collections historiques et traditionnelles ainsi que des musées et tout ce qui concerne le patrimoine archéologique, ethnographique et technique et de présenter des rapports exhaustifs au directeur général de l'Institut ;

- informer le directeur général de l'Institut de toutes les découvertes dans la région, et notamment les découvertes ayant trait à l'archéologie et aux propriétés à caractère archéologique et technique ;

- veiller à réaliser les décisions, les programmes et les projets de l'Institut, et assurer le suivi de tous les travaux ayant trait à l'archéologie dans la région, ainsi que toutes les missions que le directeur général jugera utile de leur confier.

Article 20 - L'inspection régionale du patrimoine est constituée d'une circonscription territoriale comprenant plusieurs gouvernorats.

Article 21 - Le nombre des inspections régionales est fixé à six inspections réparties comme suit :

- l'inspection régionale du Nord-Est, ayant son siège à Tunis et qui comprend les gouvernorats suivants :

Tunis
Ariana
Ben Arous
Nabeul
Bizerte

- l'inspection régionale du Sahel, ayant son siège à Sousse et qui comprend les gouvernorats suivants :

Sousse
Monastir
Mahdia

- l'inspection régionale du Nord-Ouest, ayant son siège au Kef et qui comprend les gouvernorats suivants :

Le Kef
Jendouba
Béja
Siliana

- l'inspection régionale du Centre-Ouest, ayant son siège à Kairouan et qui comprend les gouvernorats suivants :

Kairouan
Sidi Bouzid
Kasserine

- l'inspection régionale du Sahel-Sud, ayant son siège à Sfax et qui comprend les gouvernorats suivants :

Sfax
Gabès
Médenine
Tataouine

- l'inspection régionale du Sud-Ouest, ayant son siège à Gafsa et qui comprend les gouvernorats suivants :

Gafsa
Tozeur
Kébili.

Article 22 - L'inspecteur régional du patrimoine est nommé par décret sur proposition du Ministre de la Culture, parmi les agents remplissant les conditions à l'emploi de chef de service d'administration centrale prévue par le décret n°88-188 du 11 février 1988 susvisé.

Article 23 - L'inspecteur régional du patrimoine réside dans la circonscription territoriale où il a été désigné.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

TITRE IV - L'ORGANISATION FINANCIERE

Article 24 - Les ressources de l'Institut National du Patrimoine comprennent :

- les subventions de l'Etat
- les recettes provenant des services rendus par l'Institut
- le produit de la vente des publications
- les dons et legs
- toutes autres recettes qui lui seront affectées.

Article 25 - Les dépenses de l'Institut National du Patrimoine comprennent :

- les dépenses de gestions de l'Institut
- les dépenses de maintenance et de restauration des monuments et des sites
- les dépenses relatives à l'inventaire, à la recherche et aux fouilles
- les dépenses relatives aux activités muséographiques
- les dépenses relatives à l'organisation des expositions
- toutes autres dépenses imprévisibles entrant dans le cadre des activités de l'Institut.

Article 26 - Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Article 27 - Le Ministre de la Culture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 juillet 1993.
Zine El Abidine Ben Ali

ZAMBIE

National Museums Act, 1966

An Act to provide for the establishment, control, management and development of National Museums and for matters incidental to or connected therewith.

1st July 1966

This Act may be cited as the National Museums Act.

In this Act, unless the context otherwise requires –

“Board” means the National Museums Board established by section four;

“Museum” includes an art gallery; and

“National Museum” means a museum described in the Schedule.

(1) The museums described in the Schedule shall be National Museums.

The Minister may, by statutory order, declare any museum to be a National Museum and thereupon the name of the museum described in such order shall be added to the schedule.

Every National Museum shall be open to the public on not less than two days in every week during such hours as the Board may appoint.

(1) There is hereby established a body to be known as the National Museums Board.

The functions of the Board shall be to control, manage and develop National Museums.

The Board shall be a body corporate with perpetual succession and a common seal and shall be capable of suing and being sued in its corporate name.

(1) The Board shall consist of not more than twelve members appointed by the Minister, one of whom shall be appointed by the Minister to be chairman.

A member of the Board appointed under subsection (1) shall, subject to the provisions of this section, hold office for such period as may be specified by the Minister at the time of his appointment or, if no period is so specified, for a period of three years from the date of his appointment.

The Minister may at any time revoke an appointment made by him under subsection (1), and any member of the Board so appointed may at any time resign his office by notice in writing to the Minister.

A member of the Board shall be eligible for reappointment.

(1) Subject to the provisions of this Act, the Board shall have power for the purposes of carrying out the functions conferred on it by this Act-

to acquire, hold, manage and dispose of real and personal property;

to employ staff on such terms and conditions of service as it thinks fit and to take such steps as it may consider necessary to implement those conditions of service;

to exchange, sell or otherwise dispose of objects not required for the purposes of any National Museum and to lend any objects vested in the Board to any person or institution whether within or outside Zambia;

to constitute committees, to include as members of such committees persons who are not members of the Board, and to regulate the proceedings of such committees;

to delegate to any committee or member of the staff of the Board all or any of the powers of the Board other than the power to acquire or dispose of real property and the power to make rules;

to enter into such contracts as it may consider expedient;

to do all such other things as appear to it necessary, desirable or expedient.

The Board may receive moneys from any source and may apply such moneys to defray its expenses in carrying out the functions and exercising the powers conferred on it by this Act including the reimbursement of expenses incurred by members of the Board in attending meetings of the Board.

The Board may, with the consent of the Minister, by statutory instrument, make rules—

providing for administration of any National Museum;

providing for the preservation of objects required for the purposes of National Museums;

providing for the charging of fees for admission to any National Museum by members of the public; and

prescribing the articles which shall not be introduced into a National Museum without the consent of the officer in charge of that National Museum.

- (1) The quorum at any meeting of the Board shall be half of the total number of members of the Board or, where there is an uneven number of such members, shall be the next whole number above half.

The chairman shall preside at meetings of the Board and shall in addition to his deliberative vote have a casting vote.

In the absence of the chairman from any meeting, the members of the Board may elect a temporary chairman for that meeting from among their number and the temporary chairman shall thereupon undertake the functions and powers of the chairman.

All acts, matters and things authorized or required to be done by the Board shall be decided by resolution at a meeting of the Board at which a quorum is present,

Subject to the provisions of this section and of the Statutory Functions Act, the Board may regulate its own procedure.

- (1) The Board shall cause proper accounts to be kept which shall be audited annually by auditors appointed by the Minister.

A copy of the audited accounts of the Board together with any report made by the auditors thereon shall be submitted to the Minister.

- (1) All objects which are expressly given or bequeathed to the public, the Republic, or the Board for the purposes of any National Museum, or are given or bequeathed by words showing an intention that the gifts should ensure to or for the benefit of any National Museum and which are accepted by the Board shall vest in the Board.

All objects which are or have been acquired by the Board by purchase or otherwise for the purposes of any National Museum shall vest in the Board.

Notwithstanding anything to the contrary contained in any written law, every National Museum shall be exempt from the payment of all rates levied by a local authority on the owners or occupiers of property.

Any person who-

behaves in a National Museum in a violent or disorderly manner;

commits a nuisance in a National Museum;

damages or behaves in such manner as is likely to cause damage to any property in a National Museum willfully touches any exhibit in a National Museum without the permission of the officer in charge of that Museum;

smokes in the public galleries of any National Museum;

takes into a National Museum any article prescribed by rules made under section six; or

copies, paints or photographs any exhibit in a National Museum without the permission of the officer in charge of that Museum;

is guilty of an offence and on conviction shall be liable to a fine not exceeding two hundred kwacha.

- (1) Upon the commencement of this Act all property, assets, rights, liabilities, obligations and agreements vested in or acquired, incurred or entered into by or on behalf of the Livingstone Museum shall be deemed to be vested in or to have been acquired, incurred or entered into by or on behalf of the Board; and accordingly every such right, liability, obligation or agreement may be enforced by or against the Board to the same extent as it could have been enforced by or against the Livingstone Museum.

In the case of property in respect of the transfer of which any written law provides for registration, it shall be the duty of the Board to furnish the necessary particulars of the transfer to the proper officer of the registration authority, and of that officer to register the transfer accordingly.

For the purposes of this section, "the Livingstone Museum " means the body corporate described in section three of the Livingstone Museum Act, chapter 153 of the 1960 Edition of the Laws.

National Heritage Conservation Commission Act, n° 23 of 1989

ARRANGEMENT OF SECTIONS

PART I – PRELIMINARY

Section

1. Short title
2. Interpretation

PART II – NATIONAL HERITAGE CONSERVATION COMMISSION

3. Establishment of Commission
4. Seal of Commission
5. Composition of Commission
6. Tenure of office and vacancy
7. Remuneration and allowances of members
8. Functions of Commission
9. Delegation of functions
10. Ministerial directions
11. Proceedings of Commission
12. Committees of Commission
13. Disclosure of interest
14. Immunity of members

PART III – ADMINISTRATION

15. Director
16. Deputy Director
17. Attendance at meetings of the Commission
18. Staff of Commission
19. Honorary Commissioners
20. Prohibition of publication or disclosure of information to unauthorised persons

PART IV – FINANCIAL PROVISIONS

Section

21. Funds of Commission
22. Financial year
23. Accounts
24. Annual report
25. Contents of annual report
26. Tabling report

PART V – CONSERVATION OF HERITAGE

27. Declaration of national monuments
28. Entry on land for purposes of surveying
29. Registry to be notified
30. Endorsement on title
31. Restriction on alienating, mortgaging subdividing, etc.
32. Object to be declared a relic
33. No alteration, removal, etc. without consent of commission
34. Export of heritage
35. Destruction of heritage
36. Actions to protect safety and avoid risks
37. Permits for collection or excavation
38. Conditions of permits
39. Acts authorised by permit
40. Offence and penalty

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-
francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

41. Normal mining engineering and agricultural operations not prohibited
42. Discovery of ancient heritage or relic
43. Powers of commission when discovery reported
44. Resumption of operations
45. Ownership of relics
46. Compensation for removal of relic
47. Acquisition of relic
48. Negotiations for heritage sites
49. National monuments continued
50. Regulations
51. Repeal

Act n° 23 of 1989

Date of Assent: 26th December, 1989

An Act to repeal and replace the Natural and Historical Monuments and Relics Act; to establish the National Heritage Conservation Commission; to define the functions and powers of the Commission; to provide for the conservation of ancient, cultural and natural heritage, relics and other objects of aesthetic, historical, prehistorical, archaeological or scientific interest; to provide for the regulation of archaeological excavations and export of relics; and to provide for matters connected with or incidental to the foregoing.

[29th December, 1989

ENACTED by the Parliament of Zambia Enactment

PART I PRELIMINARY

1. This Act may be cited as the National Heritage Conservation Commission Act, 1989.
2. In this Act, unless the context otherwise requires—

"ancient heritage" means—

- (a) any building, ruin, or remaining portion of a building or ruin;
- (b) any pillar or statue;
- (c) any settlement, cave or natural rock shelter with traces showing that people once lived there, any house site or church-site of any kind, or remains or parts of these, any mound representing the midden of an ancient settlement, and any other site with concentrations of buildings, such as trading centres, town sites and the like, or remains of these;
- (d) any site and remains of workings and any other place of work of any kind, such as a quarry or other mining site, iron extraction site, charcoal kiln and any other trace of a craft or industry;
- (e) any trace of any kind of cultivation of land, such as a pile of stones heaped up when land was cleared, a ditch and any trace of ploughing;
- (f) any fence or dry stone wall, and any enclosure or arrangement for hunting, fishing or snaring;
- (g) any road or other track paved with stones, wood or other materials, or entirely unpaved;
- (h) any dam, weir, bridge, ford, harbour-works, landing place or ancient slip-way or the remains of such;
- (i) any bar made of sunken vessels;
- (j) any landmark for use on land or on water;
- (k) any kind of defence such as a fort, entrenchment, fortress and remains of these;
- (l) any site for holding council, any cult site or any place where objects were thrown for purposes of magic, any well, spring or other place with which archaeological finds, tradition, belief, legends or customs are associated;
- (m) any stone or solid rock with inscriptions or pictures such as rock carvings, rock paintings, cup marks, ground grooves or any other rock art;
- (n) any monolith, cross or other such heritage;
- (o) any stone setting, stone paving or the like;
- (p) any burial place of any kind, individually or in collected sites, such as a burial mound, burial cairn,

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

burial chamber, cremation patch, urn burial and coffin burial;
(q) any place or thing which is designated by the Commission as an ancient heritage;
which is known or believed to have been erected, constructed or used as the case may be, before 1st January, 1924, whether above ground, underground or underwater.

"badge" means the emblem or seal of the Commission;

"Commission" means the National Heritage Conservation Commission established under section three;

"committee" means a committee constituted by the Commission under section twelve;

"conservation" means the professional care of any heritage so that it shall continue to play a useful role for present and future generations;

"cultural heritage" means—

- (a) any area of land which is of archaeological, traditional or historical interest or contains objects of such interest;
- (b) any old building or group of buildings of historical or architectural interest;
- (c) any relic, national monument or ancient heritage;
- (d) any other object constructed by man, other than a relic, of aesthetic, archaeological, historical or scientific value or interest;

"Director" means the Director of the Commission appointed under section fifteen;

"Deputy Director" means the Deputy Director of the Commission appointed under section sixteen;

"excavation" includes any process of digging or unearthing or any act involved in such process and "excavate" shall be construed accordingly;

"heritage" includes—

- (a) any ancient heritage;
- (b) any cultural heritage;
- (c) any natural heritage;
- (d) any national monument;
- (e) any relic;

"Honorary Commissioner" means a person designated to be an Honorary Commissioner under section nineteen;

"member" means a member of the National Heritage Conservation Commission appointed under section five;

"national monument" means a heritage declared to be a national monument under section twenty-seven and includes any property provisionally so declared for a period of five years from the date of the provisional declaration;

"natural heritage" means—

- (a) any area of land which has distinctive beautiful scenery or has a distinctive geological formation; and includes any palaeontological area;
- (b) any area of land containing rare distinctive or beautiful flora or fauna;
- (c) any waterfall, cave, grotto, old tree or avenue of trees;
- (d) any other natural object with aesthetic, or scientific value or interest;
- (e) any natural relic and national monument;

"plaque" means a sign erected by the Commission which indicates that an object is an ancient heritage, relic or has been declared as a national monument;

"Registrar" has the same meaning assigned to it in the Cap. 287 Lands and Deeds Registry Act;

"relic" means—

- (a) a fossil of any kind;
- (b) any drawing, painting, petroglyph or carving on stone commonly believed to have been executed in Zambia before 1st January, 1924;

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- (c) any object of historical, scientific, anthropological, archaeological, aesthetic or cultural value made or used in Zambia before 1st January, 1924;
- (d) any object of ethnological interest;
- (e) any ethnographical material associated with traditional beliefs such as witchcraft, sorcery, exorcism, rituals or other rites;
- (f) any object associated with a person or an event prominent in Zambian history;
- (g) any product of archaeological excavation (whether regular or clandestine) or of archaeological discoveries;
- (h) any anthropological, historical or archaeological contents of any ancient heritage; or
- (i) any other object of historical, scientific, anthropological, archaeological, aesthetic or cultural value declared a relic by the Minister under section thirty-two.

PART II NATIONAL HERITAGE CONSERVATION COMMISSION

3. (1) The Commission for the Preservation of Natural and Historical Monuments and Relics as established under the Natural and Historical Monuments and Relics Act is hereby continued as if established under this Act but shall henceforth be known as the National Heritage Conservation Commission.

(2) The Commission shall be a body corporate with perpetual succession and a common seal, capable of suing and being sued in its corporate name, and with power, subject to the provisions of this Act, to do all such acts and things as a body corporate may lawfully do or perform.

4. (1) The seal of the Commission shall be such device as may be determined by the Commission and shall be kept by the Director.

(2) The Commission may use a wafer or rubber stamp in lieu of the seal.

(3) The affixing of the seal shall be authenticated by the signatures of the Chairman or the Vice-Chairman together with the Director or Deputy Director.

(4) Any contract or instrument which would not be required to be under seal, if entered into or executed by a person not being a body corporate, may be entered into or executed without seal on behalf of the Commission by the Director or any other person generally or specifically authorised by the Commission in that behalf.

(5) Any document purporting to be a document under the seal of the Commission or issued on behalf of the Commission shall be received in evidence without further proof.

5. (1) The Commission shall consist of the following members:

(a) a Chairman;

(b) the Permanent Secretary in the Ministry responsible for heritage who shall be an ex-officio member; and

(c) not less than seven but not more than ten other members who shall be persons with experience in matters related to the functions of the Commission.

(2) The Chairman and the other members, other than the ex-officio member, shall be appointed by the Minister.

(3) There shall be a Vice-Chairman elected by the Commission from amongst its members.

(4) Where the ex-officio member is for any reasonable cause unable to attend any meeting of the Commission, he may, nominate in writing another senior official from his Ministry to attend that meeting in his stead and the person so nominated shall be deemed to be a member for the purpose of that meeting.

6. (1) a member appointed under paragraph (a) or (c) of Tenure of subsection (1) of section five shall hold office for a period of office and three years from the date of the appointment and may be vacancy re-appointed upon the expiration of that term.

(2) A member referred to in subsection (1) may resign upon giving one month's notice in writing to the Minister and may be removed by the Minister upon giving like notice.

(3) The office of a member shall become vacant—

(a) if he is declared to be of unsound mind;

(b) if he is adjudged bankrupt;

(c) if he is lawfully detained, or the member's freedom of movement is restricted under any law in force in Zambia for a period in excess of six months;

(d) if he is sentenced to a term of imprisonment for a period in excess of six months;

(e) upon the expiration of not less than one month's notice given in writing by the member to the Minister of the member's intention to resign from the Commission;

(f) if he is absent, without leave, from three consecutive meetings of the Commission, of which the member has had notice; or

(g) upon the expiration of not less than one month's notice given in writing by the Minister to the member terminating the member's appointment.

7. A member shall be paid such remuneration or allowance as the Minister may determine.

8. (1) The functions of the Commission shall be to conserve the historical, natural and cultural heritage of Zambia by preservation, restoration, rehabilitation, reconstruction, adaptive use, good management, or any other means.

(2) Without prejudice to the generality of subsection (1) the Commission shall—

- (a) co-ordinate all activities connected with any heritage;
- (b) carry out studies and surveys in order to identify areas which may be declared protected areas;
- (c) prepare regional or national plans for conservation of heritage in protected areas;
- (d) keep a register or site index of all national monuments ancient heritage, which it has acquired or which have been brought to its notice;
- (e) investigate and report any matter relating to any heritage;
- (f) preserve, repair, or restore any heritage.

(3) in the performance of its functions under this Act the Commission may—

- (a) affix to any monument a plaque;
- (b) erect signs, notices and memorial tablets giving information in the official language, of events of interest relating to any heritage;
- (c) purchase or otherwise acquire any heritage;
- (d) make a list of all heritage whose declaration as a national monument is considered desirable;
- (e) take steps to ascertain the owner of any heritage; (f) assume control over any heritage if requested to do so by the person having the ownership or control of it;
- (g) give notice to any owner of a heritage requiring him to take reasonable steps to maintain it;
- (h) lend or give, subject to the provisions of this Act, any relic to any museum or other public institution;
- (i) undertake the excavation of any ancient heritage and, by writing under the hand of the Director, authorise any act to be done which it may consider necessary for the excavation, exploration or safe preservation of any ancient heritage or relic wherever situated or found by whosoever owned or controlled;
- (j) enter upon and inspect any heritage, monument, museum or archaeological excavation, or any land where excavation or similar operations are being carried out for archaeological purposes;
- (k) carry out excavations or surveys in any area for the purposes of discovering any ancient heritage;
- (l) subject to the rights of any owner or occupier of property, do such things as may be necessary to facilitate the access of the public to any heritage or monument which is the property of the Commission or which, by agreement with the owner, is under its control;
- (m) take such steps as may be necessary to provide or ensure the provision of access roads, shelters, site museums, information centres and campsites within any area or place which is an ancient heritage or has been proclaimed to be a national monument;
- (n) endeavour to ensure that land adjacent to, or in the immediate vicinity of, any national monument or ancient heritage is not developed in such a manner as to obstruct the view of that heritage; and
- (o) generally do all such acts as are necessary or appropriate for the carrying out of the purposes of this Act.

9. The Commission may, by directions in writing and subject to such terms and conditions as it thinks fit, delegate to the Director, Deputy Director, or any member, any of its functions under this Act.

10. The Minister may give to the Commission such general or specific directions with respect to the discharge of its functions as he may consider necessary and the Commission shall give effect to such directions.

11. (1) Subject to the other provisions of this Act, the Commission may regulate its own procedure.

(2) The Commission shall meet for the transaction of business at least twice every twelve months at such places and at such times as the Chairman may decide.

(3) Upon giving notice of not less than fourteen days, meeting of the Commission may be called by the Chairman and shall be called if not less than five members so request in writing;

Provided that if the urgency of any particular matter does not permit the giving of fourteen days notice, a special meeting may be called, upon giving a shorter notice.

(4) Five members shall form a quorum at any meeting of the Commission.

(5) There shall preside at any meeting of the Commission—

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- (a) the Chairman; or
 - (b) in the absence of the Chairman, Vice-Chairman; or
 - (c) in the absence of the Chairman and the Vice-Chairman, such member as the members present may elect for the purpose of that meeting.
- (6) A decision of the Commission on any question shall be by a majority of the members present and voting at the meeting and, in the event of an equality of votes, the person presiding at the meeting shall have a casting vote in addition to his deliberative vote.
- (7) The Commission may invite any person, whose presence is in its opinion desirable, to attend and to participate in the deliberations of a meeting of the Commission but that person shall have no vote.
- (8) The validity of any proceedings, act or decision of the Commission shall not be affected by any vacancy in the membership of the Commission or by any defect in the appointment of any member or by reason that any person not entitled to do so took part in the proceedings.
- (9) The Commission shall cause minutes to be kept of the proceedings of every meeting of the Commission and of every meeting of any committee established by the Commission.
12. (1) The Commission, for the purpose of performing its functions under this Act, may constitute committees and delegate to any committee such of its functions as it thinks fit.
- (2) The Commission may appoint as members of a committee constituted under subsection (1), persons who are or are not members of the Commission and those persons shall hold office on such terms and conditions as the Commission may determine.
- (3) Subject to any specific or general direction of the Commission any committee constituted under subsection (1) may regulate its own procedure.
13. (1) If a person is present at a meeting of the Commission or any committee of the Commission at which any matter is the subject of consideration and which matter the person or his spouse is directly or indirectly interested in a private capacity, he shall, disclose his interest as soon as practicable after the commencement of the meeting, and unless the Commission or committee otherwise directs shall not take part in any consideration or discussion of, or vote on, any question touching that matter.
- (2) A disclosure of interest made under this section shall be recorded in the minutes of the meeting at which it is made.
14. No action or other proceedings shall lie or be instituted against any member or member of any committee for or in respect of any act or thing done or omitted to be done in good faith in the exercise or purported exercise of his functions under this Act.

PART III ADMINISTRATION

15. The Commission, with the approval of the Minister, Director shall appoint a Director who shall be the chief executive officer of the Commission and who shall be responsible for the administration of this Act subject to the control of the Commission.
16. The Commission, may on such terms and conditions as it may determine, appoint a Deputy Director to assist the Director.
17. (1) The Director, or in his absence the Deputy Director, shall attend meetings of the Commission and may address those meetings, but shall not vote on any matter.
- (2) The person presiding at any meeting of the Commission may require the Director or Deputy Director, as the case may be, to withdraw from a meeting.
- (3) Section thirteen shall apply, with the necessary changes, to the Director and the Deputy Director.
18. (1) There shall be a Secretary to the Commission who may be the Director.
- (2) If the Secretary is not the Director, the Commission shall appoint a Secretary to the Commission on such terms and conditions as it may determine.
- (3) The Commission may, on such terms and conditions as it may determine, appoint any other staff it considers necessary for the performance of its functions under this Act.
19. (1) The Commission may designate any person to be an Honorary Commissioner on such terms and conditions as the Commission may determine and may revoke such a designation any time.
- (2) An Honorary Commissioner, when authorised by the Commission, either generally or specifically, may exercise or perform all or any of the powers or duties of an employee of the

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Commission.

(3) An Honorary Commissioner may be invited to any meeting of the Commission.

20. (1) No person, without the consent in writing given by or on behalf of the Commission, shall publish or disclose to any person, otherwise than in the course of his duties, the contents of any document, communication or information whatsoever, which relates to, and which has come to his knowledge in the course of, his duties under this Act.

(2) Any person who knowingly contravenes the provisions of subsection (1) shall be guilty of an offence and shall be liable, upon conviction, to a fine not exceeding five thousand kwacha or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

(3) If any person having information which to his knowledge has been published or disclosed in contravention of subsection (1) unlawfully publishes or communicates that information to any other person, he shall be guilty of an offence and shall be liable, upon conviction, to a fine not exceeding five thousand kwacha or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both.

PART IV

FINANCIAL PROVISIONS

21. (1) The funds of the Commission shall consist of such Funds of moneys as may - Commission

(a) be appropriated by Parliament for the purposes of the Commission;

(b) be paid to the Commission by way of grants or donations; and (c) vest in or accrue to the Commission.

(2) The Commission may-

(a) accept moneys by way of grants or donations from any source in Zambia and, subject to the approval of the Minister, from any source outside Zambia;

(b) subject to the approval of the Minister raise by way of loans or otherwise such moneys as it may require for the discharge of its functions; and

(c) charge and collect fees in respect of programmes, seminars, consultancy services, and other services provided by the Commission.

(3) There shall be paid from the funds of the Commission-

(a) the salaries and allowances of, and loans to, the staff of the Commission;

(b) such reasonable travelling, transport subsistence allowances for members or members of any committee of the Commission when engaged on the business of the Commission at such rates as the Minister may determine; and

(c) Any other expenses incurred by the Commission in the performance of its functions.

(4) The Commission may invest in any manner it thinks fit any of its funds which it does not immediately require for the performance of its functions.

22. The financial year of the Commission shall be the period of twelve months ending on the 31st December in each year.

23. The Commission shall cause to be kept proper books of account and other records relating to its accounts.

24. As soon as practicable, but not later than six months after the expiry of each financial year, the Commission shall submit to the Minister a report concerning its activities during that financial year.

25. The report shall include information on the financial affairs of the Commission and there shall be appended thereto-

(a) an audited balance sheet;

(b) an audited statement of income and expenditure; and

(c) such other information as the Minister may require.

26. The Minister shall, not later than seven days after the first sitting of the National Assembly next after the receipt of the report referred to in subsection (1), lay it before the National Assembly.

PART V

CONSERVATION OF HERITAGE

27. (1) Upon the recommendation of the Commission, and if the Minister considers it to be in the national interest that any heritage be conserved, protected or maintained he may, by statutory notice, subject to subsection (2)

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

declare or provisionally declare the heritage or relic to be a national monument.

(2) The Minister shall not make any declaration under subsection (1) in respect of any heritage or relic belonging to a person, other than the Commission, without the consent of that person unless the Minister is satisfied that—

(a) the Commission at least one month before making the recommendation had served upon the owner of, and any person in possession of, the heritage, or relic by post or by delivering personally, a notice in writing advising him of the proposed recommendation and his right to lodge objections with the Commission within one month of the date of service of the notice;

(b) the Commission has submitted to him all objections lodged with it by the owner and the person in possession of that heritage or relic.

28. (1) Whenever under this Act any heritage or relic—

(a) has been declared or provisionally declared to be a national monument;

(b) has been recommended to be declared a national monument or to be part of a national monument; or

(c) is being investigated as to the desirability of it being declared or forming a part of a national monument;

the Commission or any person authorised by it in writing, either generally or for any particular purpose, may, for the purpose of surveying, creating markers, drawing up a diagram of that area of land—

(i) enter at all reasonable hours upon any land with such persons, vehicles, appliances, instruments and materials as are necessary for such survey;

(ii) break up the surface of any part of such land to facilitate the removal of any heritage or relic;

(iii) take and carry away any heritage or relic found thereon;

(iv) fix any post, stone mark or object to be used in the survey of any such land;

(v) dig up any ground for the purpose of fixing any such post, stone, mark or object; and

(vi) enter into or upon any land through which it may be necessary to pass for the purpose of surveying, creating markers or drawing up diagrams.

(2) When exercising the powers conferred under subsection (1) it shall not be lawful to fix any object, post, stone or mark within any walled or fenced garden or orchard without the consent of the owners or occupiers thereof.

(3) Notice in writing of the intention to exercise any of the powers conferred by this section shall be given in the Gazette and in a newspaper circulating in the area where the land is situated at least fourteen days before the exercise of the powers unless such land is unalienated state land.

(4) As little damage and inconvenience as possible shall be caused by the exercise of any of the powers conferred by this section.

(5) Before abandoning any land all excavations opened shall be filled back.

(6) The Commission or any other person authorised by it shall not be liable for anything done, in good faith in the performance of any function under this section.

29. Whenever any land upon or under which a heritage is situated has been declared or provisionally declared to be, or to form part of, a national monument the Commission shall furnish the Registrar with a copy of the statutory notice made under section twenty-seven together with the particulars of the survey undertaken and a diagram of the area of land.

30. (1) The Registrar shall note in any manner he thinks fit in any record maintained by the Registrar and upon any Certificate of Title or Provisional Certificate of Title particulars of any declaration made in a statutory notice that has been lodged in his office which affects the land referred to or comprised in the record maintained by the Registrar, in any Certificate of Title or Provisional Certificate of Title.

(2) Where a statutory notice made under section twenty-seven is revoked or amended the Commission shall lodge with the Registrar a copy of the statutory notice and the Registrar shall note the particulars contained in the notice on any relevant record maintained by the Registrar, or on any Certificate of Title or Provisional Certificate of Title.

31. (1) The Commission, except with the written approval of the Minister, shall not sublet, mortgage, charge, sell, transfer, assign or in any manner whatsoever encumber, or part with the possession of, any national monument or relic.

(2) Any person who owns any land that is the subject of any statutory notice made under section twenty-seven and who wishes to subdivide, sell, transfer, assign, sublet, mortgage, charge or in any manner whatsoever encumber, or part with the possession of, that land, shall forthwith inform the Commission of the name and address of the person in whose favour the transaction is intended to be made.

32. If the Commission considers an object to be of historical, scientific, anthropological, aesthetic or cultural value the Minister, on the recommendation of the Commission may, by statutory notice, declare the object to be a relic notwithstanding that the object may not have been made or used in Zambia before 1st January, 1924.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

33. Subject to section forty-one, no person shall, without the written consent of the Commission-
- (a) alter, remove, destroy, damage, excavate or export as the case may be, from Zambia, any ancient heritage or relic or part of it; or
 - (b) disfigure, destroy, remove, alter or damage any national monument, memorial tablet, plaque, seal or sign erected or affixed by the Commission.
34. (1) Any person who desires to export from Zambia any ancient heritage or relic or any part thereof shall apply to the Commission for an export permit.
- (2) The applicant shall-
- (a) supply the Commission with a drawing showing the site where the item is located and shall state the exact locality in which it is situated and the place to which he desires to export it; and
 - (b) define the type of object, its age, size and what material it is made of.
35. (1) Any person who intends to destroy, demolish, alter or remove from its original site any national monument, relic or ancient heritage shall apply to the Commission for permission.
- (2) The applicant shall-
- (a) state the nature and extent of the intended alteration, removal, destruction or demolition and the locality of the area;
 - (b) supply diagrams or sketch plans and any other relevant information; and
 - (c) define the type of object, its age, where possible, size and what material it is made of.
36. Section thirty-five shall not apply in respect of the alteration or demolition of a property which is immediately necessary-
- (a) in the interests of the safety of persons in or about the property; or
 - (b) to avoid any reasonable risk of substantial damage being caused by the property to any other property in its vicinity.
37. (1) Any person who desires to excavate any ancient heritage or collect relics shall apply to the Commission for a permit to excavate or collect.
- (2) The applicant shall give details of-
- (a) the project;
 - (b) the exact location of the area;
 - (c) the problems, scope and objectives of the investigation or collection; and
 - (d) any other relevant information.
38. A permit issued under section thirty-seven shall be subject to the following conditions:
- (a) the holder shall within the time specified in the permit, furnish to the Commission a progress report on the work done in such detail as the Commission may require;
 - (b) the holder of a permit, after completion of the excavation, shall restore the site to its normal condition in so far as it is reasonable to do so unless the Commission otherwise authorises;
 - (c) the holder shall deliver to the Commission possession of all relics or other objects recovered while excavating pursuant to the permit; and
 - (d) any other conditions the Commission may prescribe according to the circumstances.
39. A permit issued under section thirty-seven authorises the holder to do some or all of those acts specified in the application, at such time or within such period and subject to such terms, conditions, restrictions or directions as may be specified by the Commission.
40. (1) No person shall excavate, collect or export, as the case may be, any ancient heritage, any relic or part thereof, or alter, destroy, damage or remove from its original site any ancient heritage, national monument or relic contrary to sections thirty-three to thirty-nine.
- (2) Any person who contravenes subsection (1) shall be guilty of an offence and shall be liable, upon conviction, to a fine not exceeding ten thousand kwacha, or to imprisonment for a term not exceeding four years, or to both.
- (3) The Court in addition to any fine or imprisonment may order that person-
- (a) to pay to the Commission such sum as the court may determine for the repair of any damage caused to, or for the value of, anything specified in subsection (1); or
 - (b) in the case of any thing specified in subsection (1) which has been removed and which is still in the possession of that person, to restore such thing to the Commission.
41. Nothing in sections thirty-three to thirty-seven, inclusive, shall be construed as prohibiting any person in the normal course of mining, engineering or agricultural operations from doing any act which would otherwise be an offence under those sections if that person-

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie - Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 - 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

- (a) was the owner of land acquired or held under customary law; or
(b) was the holder of a valid mining licence or certificate of title;
and the ancient heritage or relic affected had not been known or the heritage had not been declared to be a national monument before the performance of that act.
42. Any person, who discovers what appears to be an ancient heritage or relic shall—
(a) report his discovery to the Commission within fourteen days;
(b) suspend his operations in the immediate vicinity of his discovery until thirty days after the delivery of his report, unless the Commission authorises their continuance; and
(c) deliver to the Commission as soon as practicable, or request the Commission to examine and remove, any object which is, or appears to be, a relic.
43. Upon receipt of a report under section forty-two the Commission may—
(a) examine and remove any relic;
(b) allow the person to continue his activities;
(c) order suspension of the operations not in excess of thirty days to carry out an environmental impact assessment or archaeological survey or recovery analysis of the discovery areas; or
(d) order the engineering, mining or agricultural project to pay for the costs of the assessment, survey, or analysis.
44. If the Commission does not exercise any of its powers under section forty-three the person may resume his operations thirty days after delivery of his report.
45. Any relic whose ownership cannot be reasonably determined shall be deemed to belong to the Commission.
46. Where a relic is not owned by any person and the Commission removes the relic from land, the compensation to be paid to the person occupying the land shall only be for the temporary loss of use of the land or any damage caused during the time required by the Commission to remove the relic.
47. (1) Where a relic is owned by a person, the Commission shall have a right or option to acquire the ownership of the relic so discovered upon payment to the owner of a sum of money to be agreed upon as fair and reasonable compensation, or failing agreement, by reference to two arbitrators in accordance with the Arbitration Act.
(2) If within six months after receipt of the first notice of any discovery in terms of section forty-two the Commission has failed to notify the owner of such ancient heritage or relic that it intends to exercise its option, such option shall be deemed to have lapsed.
48. Where any heritage is located on land held by any person, the Commission may negotiate with the holder of the land to—
(a) arrange for preservation, restoration, rehabilitation and reconstruction of the heritage;
(b) arrange times, terms, and conditions for admission of the public to the site;
(c) arrange for supervision, maintenance and protection of the site;
(d) arrange for a lease of the site, access to it, and the terms and conditions of any right of entry;
(e) acquire the land or any part of it on such terms and conditions as the parties may agree upon; or
(f) arrange any other matter connected with the conservation, use and enjoyment of the heritage.
49. (1) The Minister, upon the recommendation of the Regulations Commission, may by statutory instrument make regulations—
(a) regulating the access of the public to any heritage which is the property of the Commission or which by agreement with the owner is under its control;
(b) fixing fees payable to the Commission for admission to any heritage;
(c) safe guarding any heritage, national monument, tablet, or relic from disfigurement, alteration, destruction, unauthorised export or removal;
(d) regulating the excavation of any ancient heritage and the removal export or collection of any relic;
(e) regulating the conditions of use by any person of any area of land which has been declared to be a national monument and which is under the control of the Commission;
(f) regulating the conditions for the erection of any building or structure on any area of land declared to be a national monument; or
(g) prohibiting or regulating any specified acts in or in respect of any heritage.
(2) Any regulation may prescribe fines not exceeding ten thousand kwacha for any contravention of, or non-compliance with the regulations.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

50. Any Government Notices, Declarations by the Minister, or Statutory Instruments which declares any heritage to be a national monument under the Natural and Historical Monuments and Relics Act shall continue in full force and effect, as though made pursuant to section twenty-seven of this Act.

51. The Natural and Historical Monuments and Relics Act is hereby repealed.

ZIMBABWE

National Museums and Monuments of Zimbabwe Act Cap. 313

To establish a board of trustees; to administer museums and monuments in Zimbabwe; to provide for the preservation of ancient, historical and natural monuments, relics and other objects of historical or scientific value or interest; to provide for the payment of pensions and other benefits to members of the staff of the board of trustees; and to provide for matters incidental to or connected with the foregoing.

[1st October, 1972.]

Arrangement of sections
Preliminary
Section
Short title.
Interpretation of terms.

Part I

Board of trustees of the National Museums and Monuments of Zimbabwe
Establishment of Board.
Functions of Board.
Constitution of Board.
Conditions of office of members.
Disqualification for appointment as member.
Vacation of office of member.
Minister may require member to vacate office or suspend him.
Filling of vacancies on Board.
Meetings and procedure of Board.
Remuneration and expenses of members of Board.
Powers of Board.
Appointment of Executive Director and other servants.
Transfer of assets and staff of former board and former commission.
Funds and accounts of Board.
Validity of decisions and acts of Board.
Reports.
Local committees.

Part II

NATIONAL MUSEUMS
National museums.

Part III

Monuments and Relics
Minister may declare national monuments.
Notification of discovery of ancient monument or relic.
Acquisition of fossils and other relics.
Compulsory acquisition of monuments and relics.
No excavation without consent of Executive Director.
No alteration, damage or removal without consent of Executive Director.
Notice of alterations and demolitions to be given to Executive Director.
Duty to notify Executive Director of alterations or demolitions carried out without notice being given.
Powers of Executive Director relating to alterations or demolitions carried out without notice being given.
Calculating periods of time for the purposes of sections 27, 28 and 29.

Part IV

Pension rights of staff of Board
Interpretation of terms in Part IV.
Contributions for pensions.
Pension rights of contributors.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Provisions relating to pensions.
Retirement.
Pension contributions to be deducted.
Board to contribute to Consolidated Revenue Fund.
Disability benefits.
Rights of persons transferred to Board.

Part V

General
Entry upon land.
Compensation.
By-laws.
Offences and penalties.
Regulations.
Savings.

SCHEDULE: POWERS OF BOARD.

PRELIMINARY

This Act may be cited as the National Museums and Monuments of Zimbabwe Act [Chapter 313].

In this Act-

- "ancient monument" means any-
structure, works, site, object, garden or area which in the opinion of the Board is of historic, architectural or aesthetic value.
- "ancient working" means any shaft, cutting, tunnel or stope which was made for mining purposes before the 1st January, 1890;
- "Board" means the Trustees of the National Museums and Monuments of Zimbabwe established by section three;
- "Chapter 70 of 1963" means the Monuments and Relics Act [Chapter 70 of 1963];
- "Chapter 71 of 1963" means the National Museums Act [Chapter 71 of 1963];
- «Curator" means a research officer in a department in any of the individual Units of the organisation.
- "Executive Director" means the executive director appointed in terms of section fourteen;
- "fixed date" means the 1st October, 1972;
- "fossil" includes any ichnite or other fossil impression, track or trail, but does not include coal or diatomite or any other mineral which the Minister of Mines, may Specify by notice in the Gazette;
- «Historic Building" means any building which in the opinion of the Board is of historic, architectural or aesthetic interest.
- "Metal detector" means any device designed or adapted for detecting or locating any metal or mineral in the ground.
- "member» means the Minister of Internal Affairs or such other minister to whom the President may from time to time assign the administration of this Act;
- "monument" means any-
ancient monument; or
area of land which -
is of historical, archaeological, palaeontological or other scientific value or interest; or
has a distinctive geological formation; or
waterfall, cave, grotto, avenue of trees, old tree or old building or remaining portion of an old building; or
other object, whether natural or constructed by man, of historical, archeological or other scientific value or interest;
- «national monument» means a monument which has been declared in terms of subsection (1) of section twenty-one to be national monument:
- «museum» means a permanent institution in the service of society and of its development, and open to the public which acquires, conserves, researches, communicates and exhibits, for purposes of study, education and enjoyment, material evidence of people and their environment.
- "national museum" means any museum declared in terms of subsection (2) of section twenty to be a national museum.
- "relic" means any-

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

fossil of any kind; or
drawing or painting on stone or petroglyph known or commonly believed to have been executed in Zimbabwe prior to 1900; or
weapon, implement, utensil or ornament of historical, archaeological or other scientific value or interest known or commonly believed to have been used in Zimbabwe prior to 1900.
anthropological or archaeological contents of any ancient monument or ancient working; or
other object, whether natural or made or executed by man, of historical, archeological or other scientific value or interest which is prescribed as being a relic for the purposes of this Act;
"specimen" means any object held by the Board for the purpose of exhibition, research or study.

Part I

Board of Trustees of the National Museums and Monuments of Zimbabwe

There is hereby established a board of trustees, to be known as the Trustee of the National Museums and Monuments of Zimbabwe, which shall be a body corporate capable of suing or being sued in its corporate name and, subject to the provisions of this Act, of performing all such acts as bodies corporate may by law perform.

- (1) The national museums and other property of the Board shall be held in trust for the people of Zimbabwe.
Subject to the provisions of this Act, the functions of the Board shall be-
to administer museums and national monuments vested in or controlled by the Board, and
to provide for the preservation of monuments, relics and other objects of historical or scientific value or interest; and
when required by the Minister, to investigate and report upon any matter relating to any monument or relic, including the desirability of declaring any monument to be a national monument; and
to compile and keep a register of all national monuments and of any relics, objects and specimen that it has acquired or that have been brought to its notice.
to raise funds for the effective operation of the organisation, subject to the provisions of the Audit and Exchequer Act (Chap. 168).
to form or take part in forming one or more bodies corporate which (or each of which) has its main object, to obtain, manufacture and market materials related to the organisation's activities.
to provide for the continuous flow of information to the public regarding the professional activities, programs and projects of the organisation.
To apply for exemption from customs duties imported equipment, objects and specimens meant for use in national museums in terms of the (Customs and Excise Act (Chap.179).
- (1) Subject to the provisions of subsection (2), the Board shall consist of such member not less than five in number as may be appointed by the Minister after consultation and accordance with any directions the President may give him.
The Minister may request nominations from various representative organisations, from which he may appoint persons to be members of the Board in terms of subsection (1).
- (1) A member shall, subject to the provisions of this Part, hold office for a period of three years.
Subject to the provisions of section twelve, a member shall hold office on such conditions as the Minister may in his case fix.
A retiring member shall be eligible for reappointment.

A person shall not be appointed as a member and no person shall be qualified to hold office as a member who-
Is not a citizen of Zimbabwe permanently resident in Zimbabwe; or
has, in terms of a law in force in any country-
been adjudged or otherwise declared insolvent or bankrupt and not been rehabilitated or discharged; or
made an assignment to or arrangement or composition with his creditors which has not been rescinded or set aside; or
has, within the period of five years immediately preceding the date of his proposed appointment, been convicted-
within Zimbabwe of a criminal offense; or
outside Zimbabwe of an offense, by whatever name called, which, if committed within Zimbabwe, would have been a criminal offence; and sentenced by a court to imprisonment for a term of

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

six months or more without the option of a fine, whether or not such sentence has been suspended, and has not received a free pardon.

8. A member shall vacate his office and his office shall become vacant—
one month after the date he gives notice in writing to the Minister of his intention to resign his office or
after the expiration of such shorter period as he and the Minister may agree; or
thirty days after the date he is sentenced by a court to imprisonment referred to in paragraph (c) of
section seven after conviction of an offence referred to in that paragraph:
Provided that, if during the said period of thirty days an application for a free pardon is made or an
appeal filed, the question whether the member is to vacate his office shall not be determined until
the final disposal of such application or appeal, whereupon the member shall forthwith vacate his
office and his office shall become vacant unless he is granted a free pardon, his sentence is
reduced to a term of imprisonment of less than six months or a punishment other than imprisonment
is substituted; or
if he becomes disqualified in terms of paragraph (a) or (b) of section seven to hold office as a member;
or
if he is required in terms of section nine to vacate his office; or
if he is absent from three consecutive meetings of the Board, of which he has had notice, without the
permission of the Board.
9. (1) The Minister may require a member to vacate his office if the Minister is satisfied that the member—
has been guilty of improper conduct as a member; or
has failed to comply with the conditions of his office as fixed by the Minister in terms of subsection (2) of
section six; or
is mentally or physically incapable of performing his duties as a member.
The Minister may suspend from office a member against whom criminal proceedings are instituted for an
offense in respect of which a sentence of imprisonment without the option of a fine may be imposed, and
while that member is so suspended he shall not carry out any duties as a member.

On the death of or the vacation of office by a member, the Minister may appoint a person fill the vacancy until the
expiration of the period during which the member would, but for his death or the vacation of his office, have
continued in office.

- (1) Subject to the provisions of this section, the Board shall hold meetings and adjourn, close and otherwise
regulate its meetings and procedure as it thinks fit.
A meeting of the Board shall be held not less than three times in every year.
Not less than half the members shall form a quorum at any meeting of the Board.
The members shall elect one of their number as chairman and, if at any meeting of the Board the chairman is
absent, the members present shall elect one of their number preside as chairman at that meeting.
The chairman of the Board—
may himself at any time convene a meeting of the Board; or
shall, at the request in writing of not less than four members, convene a special meeting of the Board,
which meeting shall be convened for a date not less than seven days or more than thirty after the
receipt of such request.
At any meeting of the Board each member present shall have one vote on a question before the Board and,
in the event of an equality of votes, the chairman presiding at that meeting shall have, in addition to a
deliberative vote, a casting vote.
- (1) No remuneration shall be paid to members, but each member shall be paid from the funds of the Board such
allowances as the Minister, after consultation with the Minister of Finance, may fix.
No allowance shall be paid in terms of subsection (1) to a person who is in the full-time employment of the
State.

for the better exercise of its functions the Board shall, subject to the provisions of this Act have power to do or
cause to be done, either by it self or through its agents, all or any of the things specified in the Schedule,
either absolutely or conditionally and either solely or jointly with others.

The Board may appoint and employ, upon such terms and conditions as it may deem fit, an Executive Director
and such other servants as may be necessary to enable the Board to carry out its functions and exercise its
powers in terms of this Act and shall pay their remuneration from its funds.

*Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à
partir des ressources documentaires disponibles.*

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-
francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

The assets and rights of the former board and the former commission are hereby transferred to and vested in the Board and the liabilities and obligations of the former board and former commission are hereby transferred to and may be enforced against the Board.

- (1) Subject to the provisions of section fifteen, the funds of the Board shall consist of such moneys as may be payable to the Board from moneys appropriated for the purpose by the Legislature and such grants, donations, fees subscriptions and sales as may from time to time be made to it or be payable to it. The accounts of the Board shall be audited annually by such person as the Board, with the approval of the Minister, may appoint.

No decision or act of the Board or act done under the authority of the Board shall be invalid by reason only of the fact that-

- the Board consisted of less than the minimum number of persons for which provision is made in section five; or
- the various members did not satisfy the requirements of section five; or
- a disqualified person acted as a member at the time a decision was taken or the act was done or authorized, if the decision was taken or the act was done or authorized by a majority vote of the persons who at the time were entitled to act as members.

As soon as possible, and in any case not later than six months, after the 1st July in every year, the Board shall furnish to the Minister a report upon its work during the preceding year and upon any other matters connected with museums, monuments or relics which it may desire to bring to his attention.

Subject to the written approval of the Minister, the Board may appoint a local committee to assist it in carrying out its functions in relation to a national museum or a national monument and may delegate to such local committee such of its powers and duties, including the power to incur expenditure not exceeding an amount to be stipulated by the Board when delegating the power as it may from time to time determine:

Provided that-

- the Board shall not thereby be divested of any powers or duties delegated to a local committee in terms of this section;
- any act of a local committee in pursuance of any power or duty delegated in terms of this section shall be deemed to be an act of the Board.

Part II

National museum

- (1) The Board may, subject to the approval of the Minister-
acquire by agreement with the owners thereof any existing museum with its contents; or
establish a new museum in Zimbabwe.
on the recommendation of the Board, the Minister may, by in notice in the Gazette declare any museum which vests in the Board, to be a national museum
- 20A. The National Museums and Monuments shall conform to all international conventions which are ratified by the Board.
- 20B. Notwithstanding the provisions of any other Act, museum employs shall have access to any state land for the purpose of collecting voucher specimens for sampling biological and cultural diversity, subject to consultation.
- 20C. Any commercial land developer shall carry out archaeological and environmental impact assessment, and notify the Executive Director of the results at least ten weeks before development commences. The impact assessment shall be carried out by a person or persons approved by the Executive Director. Provided that where an employee of the Board carries out the assessment the developer shall pay all expenses. All voucher specimens shall be deposited in an appropriate National Museum.
- 20D. The Board may obtain by purchase, exchange, lease, donation, bequest, loan, or otherwise any object desired as a specimen.
- 20E. All collections will be managed and catalogued according to international professional standards.
- 20F. The Board may, lease, lend or exchange any relic or specimen owned or controlled by the Board to institutions within or outside Zimbabwe for such periods and on such terms as it deems fit.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

20G. The Board may not dispose of any object the property of which is vested in them and which is included in their collection unless-

- the disposal is by way of sale, exchange, or donation of an object which is supernumerary to requirements; or
- objects which in the opinion of the Board are unsuitable for retention in their collections and can be disposed of without detriment to the interests of students or the public; or
- the disposal (whatever means, including destruction) of any object which the Board is satisfied has become useless for the purpose of their collections by reason of damage, physical deterioration or infestation by destructive organisms.

Part III

Monuments and Relics

(1) Subject to the provisions of this section, on the recommendation of the Board, the Minister may, by notice in the Gazette, declare any monument to be a national Monument.

The Board shall, at least one month before recommending to the Minister the declaration of any monument which does not belong to the State, notify the owner thereof in writing that it proposes to make such recommendation and such owner may lodge with the Board objects in writing to the proposed recommendation:

Provided that, if the whereabouts of the owner are not ascertainable after diligent inquiry, the Board may give notice in terms of this subsection by publishing a notice in a newspaper circulating in the area in which the monument concerned is situated.

in making a recommendation referred to in subsection (1) the Board shall submit to the Minister proof that the provisions of subsection (2) have been complied with and any objections lodged in terms of that subsection.

The owner of any monument who has received notice in writing in terms of subsection (2) shall not make any alteration to or demolish the monument concerned until the expiry of the period of three months next following the receipt of such notice or until the decision of the Minister, whichever is the sooner.

On the recommendation of the Board, the Minister may, by notice in the Gazette, cancel the declaration of any national monument.

The discovery of any ancient monument or relic, other than a relic referred to in paragraph (e) of the definition of «relic» in section two, shall be notified in writing to the Board without delay by --

the discoverer thereof; and

the owner, developer or occupier of the land which such ancient monument or relic is discovered when the discovery comes to his notice:

22 A. Any person duly authorised by the Board may at reasonable enter any land for the purpose of-- (a) inspecting any monument on that land; or working on the monument or archaeological site.

(1) Notwithstanding the provisions of the Mines and Minerals Act (Chapter 165) the Board may, for historical or scientific purposes, acquire any fossil which is a mineral for the purposes of that Act and which vests in the President by taking possession of that fossil.

No right, title or interest in or to any relic which is lost or which is a *res nullius* shall, without the permission in writing of the Board, be acquired by any person who finds or takes possession of it.

(1) Where the Board wishes to acquire-

- a national monument or relic, or
- any land in connexion with a national monument; or
- any right over any land in the vicinity of a national monument:

and is unable to do so by agreement upon reasonable terms with the owner of the monument, relic or land affected, if may, subject to the provisions of this section apply to the President for authority to acquire that monument, relic, land or right, as the case may be.

before making application in terms of subsection (1) the Board shall serve notice on any person who it appears to the Board may suffer loss or deprivation of rights by the acquisition of the monument, relic, land or right concerned.

Provided that, if the whereabouts of any such person are unknown to the Board after diligent inquiry, the Board may-

the Board may-

in the case of an immovable, publish the notice concerned in the Gazette and in a newspaper circulating in the area in which the land is situated; or

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

in the case of a movable, serve the notice concerned on the person in whose possession the thing is found.

A notice referred to in subsection (2) shall --

specify the monument or relic or describe the nature and extent of the land or right, as the case may be, which the Board intends to acquire; and

call upon any person affected by the acquisition of the monument, relic, land or right to submit to the Board in writing-

any representations he may wish to make to the President;

a detailed claim for compensation for any loss or deprivation rights or any expense or loss which he may relay reasonable incur or suffer directly as a result of the acquisition of the monument, relic, land or right, as the case may be; within two months of the service of the notice or the publication of the notice in the Gazette, as the case may be

in applying to the President for authority in terms of subsection (1), the Board shall submit-proof that the provisions of this section have been compiled with, and

any representations in writing referred to in subparagraph (i) of paragraph (b) of subsection (3); and any claim for compensation referred to in subparagraph (ii) of paragraph (b) of subsection (3).

on receipt of an application made in terms of subsection (1) the President may, if he is satisfied that it is in the public interest to do so, authorize the Board to do all or any of the following-

acquire the national monument or relic;

acquire any land in connexion with a national monument which it is necessary or desirable to acquire;

acquire any right over land in the vicinity of a national monument which it is necessary or desirable to acquire connexion therewith.

in deciding whether to authorize the acquisition of a national monument or relic in terms of paragraph (a) of subsection (5) the President shall take into account-

whether the national monument or relic, as the case may be, is and will continue to be adequately safe guarded and preserved by the owner; and

whether the owner of the national monument or relic, as the case may be, will allow the public reasonable access to it.

The Board, if duty authorized thereto in terms of sub-section (5) may acquire the monument, relic, land or right by order specifying the monument or relic or describing the nature and extent of the land or right, as the case may be, served on the owner of the monument, relic or land affected:

Provided that, if the whereabouts of the owner are unknown to the Board after diligent inquiry, the Board may-

in the case of an immovable, publish the order in the Gazette and in a newspaper circulating in the area in which the land is situated; or

in the case of a movable, serve the order on the person referred to in paragraph (b) of the proviso to subsection (2).

A copy of the order referred to in subsection (7) shall be served on every person on whom the notice referred to in subsection (2) was served.

Compensation shall be payable by the Board to any person who reasonably incurs any expense directly as a result of submitting a claim for compensation referred to in subparagraph (ii) of paragraph (b) Of subsection (3) or who suffers loss or deprivation of rights by the acquisition of any thing in terms of subsection (7).

The provisions of Parts I and IV of the Land Acquisition Act (Chapter 144) shall, mutatis mutandis, apply to the payment of compensation in terms of subsection (9):

Provided that any reference in Part IV of that Act to the date a preliminary notice is served on the claimant or the date of the publication of a preliminary notice in the Gazette shall be read and construed as a reference to the date a notice referred to in subsection (2) is served on the claimant or the date of the publication in the Gazette of a notice referred to in subsection (2), as the case may be.

No person upon whom a notice in terms of subsection (2) has been served shall dispose of the monument, relic, land or right concerned unless-

the Board consents in writing; or

the Board has notified the person concerned in writing that --

the President has declined to authorize the acquisition of, or

the Board no longer wishes to acquire, the monument, relic, land or right, as the case may be; or

a period of six months has elapsed since the notice was served.

No person shall-

without the written consent of the Executive Director use a metal detector or excavate any ancient monument or national monument; or

contravene or fail to comply with any condition fixed by the Executive Director in giving consent in terms of paragraph (a)

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

or any condition prescribed in relation to the excavation of ancient monuments or national monuments.

- (1) No person shall-
without the written consent of the Executive Director-
remove from its original site or export from Zimbabwe; any national monument, ancient monument or relic or any part thereof; or
contravene or fail to comply with any condition fixed by the Executive Director in giving consent in terms of paragraph (a):

Provided that the provisions of this subsection shall not apply to any person who alters, destroys, damages, removes or exports a fossil in the exercise of rights acquired in terms of the Mines and Minerals Act (Chapter 165) if that person complies with the provisions of section twenty-two.

Any person who desires to remove from its original site or to export from Rhodesia any national monument, ancient monument or relic or any part thereof to which the provisions of subsection (1) apply shall when applying to the Executive Director for his consent, supply the Executive Director with a drawing or photograph of the monument or relic or part thereof if question and shall state the exact locality in which it is situated and the place to which and that purpose for which he desires to remove or export it.

- (1) Subject to the provisions of subsection (3), any person who proposes to alter materially or demolish any historic building shall give written notice of such proposal to the Executive Director so as to be received by him at least 14 days prior to the commencement of such alteration or demolition.

A notice given in terms of subsection (1) shall include particulars relating to-
the situation of the building in question; and

where it is proposed to alter such building, the extent of such alteration, and
the date upon which it is proposed to commence the alteration or demolition of such building.

The provisions of subsection (1) shall not apply in respect of the alteration or demolition of building which is immediately necessary-

in the interests of the safety of persons in or about such building; or

to avoid any reasonable risk of substantial damage being caused by such building to any property in the vicinity thereof.

The Registrar of Deeds, shall if as requested by the Executive Director, cause to be entered on the office copy of the Title Deed to any property on which there is a historic building a caveat to the effect of provisions of subsection (1) apply to a building on property, and if that building is subsequently demolished, the Executive Director shall inform the Registrar Deeds who shall cancel the Title Deeds.

if a person materially alters or demolishes a building in circumstances described in subsection (3) of section twenty-seven, he shall, within the period prescribed, notify the Director in writing of-
such alteration or demolition: and

the reasons for the immediate necessity of altering or demolishing the building in question.

the Executive Director may, within fourteen days after receiving a notice referred to in section twenty-seven, by written notice to the person concerned order that the alteration or demolition as the case may be, of the building in question shall not be commenced until the expiry of such period, not exceeding 14 days after the receipt of such order, as was specified by such orders.

In calculating any period of time for the purposes of sections twenty-seven, twenty-eight and twenty-nine no account shall be taken of public holidays.

- 30A (1) The Board may from time to time by order designate as an area of archaeological importance any area which appears to merit treatment as such for the purposes of this Act.

The Board may at any time appoint a suitably qualified and competent person to undertake archaeological investigations in such areas referred to in subsection (1).

Part IV

Person Rights of Staff of Board

In this Part-

"contributor" means any employee of the Board who is required in terms of section thirty-two to contribute to the Consolidated Revenue Fund;

"Pensions Act" means the State Service (Pensions) Act
[Chapter 275];

"Public Services Act" means the Public Services Act
[Chapter 271];

«Public Services Board" means the Public Services Board established by

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

Part I of the Public Services Act.

- (1) Subject to the provisions of this Part, an employee of the Board who is not on secondment from the Public Service may, with the approval of the Minister after consultation with the Minister of Finance and the Public Services Board, be required to contribute to the Consolidated Revenue Fund with effect from such date as may be fixed by the Minister as though he were an established officer as defined in section 25 or an employee as defined in section 2 of the Public Services Act and, for the purposes of this Part, the Minister shall declare whether the provisions applicable to employees as so defined should apply to him.

An employee who is required in terms of subsection (1) to contribute shall contribute upon the salary paid to him by the Board together with any allowance approved by the Minister of Finance for the purposes of this section, which shall be regarded as his pensionable emoluments.

- (1) Subject to the provisions of this Part, the provisions of the Pensions Act and any regulations made thereunder relating to the payment of a pension or other benefit or the commutation of pension shall, *mutatis mutandis*, apply in relation to contributors in accordance with any declaration made by the Minister in terms of subsection (1) of section thirty-two as though their service with the Board were service with the State:

Provided that, where a contributor is discharged on the grounds specified in paragraph (a) or (d) of subsection (1) of section 36 of the Public Service Act and would otherwise be entitled to a pension calculated in terms of the relevant provisions of the regulations made under the Pension Act, the pensions and other benefits Act 1978, if the Minister has not approved the discharge of that contributor on those grounds, that contributor shall not be entitled to such a pension, but shall be entitled to a pension as though he had been discharged on the grounds specified in paragraph (d) of subsection (1) of section 36 of the Public services Act calculated in relation to his actual pensionable service.

in the case of a contributor who had previous service with the Board which was not continuous, the employee may, with the approval of the Minister of Finance on the recommendation of the Board, pay arrear contributions in respect of such previous service as provided in subsection (3) of section 5 of the Pensions Act and the provisions of subsections (4), (5) and (6) of that section shall, *mutatis mutandis*, thereafter apply.

if a former employee of the Board who is receiving a pension in terms of subsection (1) as a result of his discharge on the grounds specified in paragraph (a) of subsection (1) of section 36 of the Public Services Act is required in terms of the regulations remade under the Pensions Act to resume duty. The Board shall reinstate such person in his former office or post or in any other office or post in respect of which the salary is not lower than that payable to the former employee immediately before such discharge.

The provisions of sections 15 and 16 of the Pensions Act shall apply in relation to any pension, gratuity or other benefit payable in terms of that Act to an employee or former employee of the Board or any dependent of such a person as though-

the reference in paragraph (b) of section 15 of the Pensions Act to public moneys or property of the State were a reference to moneys or property of the Board;

the reference in paragraph (d) or (e) of section 15 of the Pensions Act to the Minister were a reference to the Board.

any reference in section 16 of the Pensions Act to the state were a reference to the Board.

35. The provisions of the Public Services Act and regulations made thereunder relating to the retirement and pensionable age of officers or employees, as the case may be, as defined in section 2 of that Act shall, *mutatis mutandis*, apply in relation to contributors in accordance with any declaration of the Minister in terms of subsection (1) of section thirty two with any reference in those provisions to-

the President being construed as a reference to the Minister; or
the Public Services Board being construed as a reference to the Board.

Any contributions for pension purposes which are payable to the Consolidated Revenue Fund in terms of this Act by an employee of the Board whether on secondment from the Public Service or otherwise, shall be deducted from the emoluments of the employee concerned and forwarded by the Board to the State.

There shall be paid monthly out of the funds of the Board to the Consolidated Revenue Fund such an amount as may be determined by the Minister responsible for finance, after consultation with the Board, in respect of the contributions for pensions purposes paid to the Consolidated revenue Fund by the employees of the Board.

- (1) The provisions of the State Service (Disability Benefits) Act [Chapter 274] shall, *mutatis mutandis*, apply in relation to contributors as though they were members as defined in subsection (1) of section 2 of that Act who were not members of a uniformed force.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

The Minister of Finance may recover from the Board any compensation paid to a contributor or his dependants in terms of the provisions of subsection (1).

A contributor shall not be regarded as a workman for the purposes of the Workmen's Compensation Act [Chapter 269].

Any person who with the consent of the Minister after consultation with the Public Services Board, is transferred to employment with the Board from pensionable employment in any service approved by the Minister for the purposes of this part shall be transferred on such terms and conditions relating to contributions for, and the payment of, a pension or other benefit as the Minister, after consultation with the minister of Finance and the Public Services Board, may in his case fix.

Part V General

the Board may, through its servants, have reasonable access at all reasonable times to-

any national monument, monument or relic; or

any area of land to search for any monument relic or potential specimen which is reasonably suspected to be on such land; or

any building to which an order referred to in section twenty-nine relates during the period referred to in that order.

Provided that the provisions of this section shall not authorize the entry of any dwelling house without the consent of the occupiers thereof.

- (1) Subject to the provisions of subsection (2), the Board shall pay compensation to any person who suffers any actual financial loss or inconvenience as a result of the exercise by the Board of its powers in terms of section forty.

The provisions of Parts I and IV of the Land Acquisition Act [Chapter 144] shall, *mutates mutandis*, apply to the payment of compensation in terms of subsection (1):

Provided that any reference in Part IV of that Act to the date of publication of a preliminary notice in the Gazette shall be read and construed as a reference to the date of the exercise by the Board of its powers in terms of section forty.

- (1) Subject to the provisions of subsection (3), the Board may make by-laws-
regulating the access of the public to museums, ancient monuments, national monuments, relics, specimens, models or displays which are owned or controlled by the Board and prescribing the fees payable by the public for such access;

safeguarding—

national monuments, ancient monuments or museums, models or displays owned or controlled by the Board, or

relics, specimens or the contents of the museums, models or displays referred to in subparagraph (i); or

tablets or notices erected or displayed by the Board;

regulating the possession of any relic;

regulating the excavation of national monuments or ancient monuments and the removal of relics from national monuments, ancient monuments or ancient workings.

- (1) By-laws made in terms of subsection (1) may provide penalties for a contravention thereof not exceeding a fine of one thousand dollars or, in default of payment, imprisonment for a period not exceeding six months; or both such fine and such imprisonment.

- (2) By-laws made in terms of subsection (1) shall not have effect until they have been approved by the Minister and published in the Gazette.

Any person who-

(a) contravenes any of the provisions of this Act, or

(b) in any application to the Board for its consent in terms of this Act, makes any statement which is false in any material respect or supplies therewith any drawing or photograph which is false in any material respect; shall be guilty of an offense and liable-

(i) in the case of a contravention of subsection (11) of section

(ii) Twenty-six, to a fine not exceeding ten thousand dollars or to imprisonment for a period not exceeding five years or to both such fine and such imprisonment; -.

(iii) in any other case, to a fine not exceeding two thousand dollars, or to imprisonment for a period not exceeding twelve months or to both such fine and such imprisonment.

Ce recueil de normes juridiques relatives à la protection du patrimoine culturel sur le continent africain a été confectionné à partir des ressources documentaires disponibles.

Université Senghor, Département Gestion du patrimoine culturel -1, Place Ahmed Orabi - El Mancheya - B.P. 21111 - 415
Alexandrie – Egypte- Téléphone et télécopieur: (203) 48 43 617 – 48 43 616- Courriel: caroline.kurhan@usenghor-francophonie.org - rania.adel@usenghor-francophonie.org

ATTENTION : traductions FRANÇAISES non officielles pour l'ANGOLA, L'EGYPTE, LA LIBYE.

The Minister may by regulation provide for the matters which by this Act are permitted to be prescribed or which, in his opinion, are necessary or convenient to be provided for in order to carry out or give effect to the provisions of this Act.

Notwithstanding the repeal of Chapter 70 of 1963 and Chapter 71 of 1963

- (a) any national monument proclaimed in terms of subsection (1) of section 9 of chapter 70 of 1963 which was a national monument immediately before the fixed date shall be deemed to have been declared in terms of subsection (1) of section twenty one;
- (b) any person who, immediately before the fixed date, Was contributing to the Consolidated Revenue Fund in terms of section 15 of Chapter 70 of 1963 Or section 12 of Chapter 71 of 1963 and who is an employee of the Board on the fixed date shall be deemed on that date to have been required in terms of subsection (1) of section thirty-two to contribute to the Consolidated Revenue Fund and any declaration made by the Minister in terms of the said section 15 or 12 shall be deemed to have made in terms of subsection (1) of section thirty-two;
- (c) the provisions of Part II of Chapter 70 of 1963 or Part II of Chapter 71 1963, as the case may be, shall continue to apply in respect of any pension or other benefit which immediately before the fixed date was payable to or in respect of a person who had been an employee of the former Board or former commission or which would have become payable in terms of the said Parts on or after the fixed date on the death of a person in receipt of such a pension had the said Parts not been repealed.

Schedule (Section 13) Powers of the board

1. With the consent in writing of the Minister, to borrow money for the performer of its functions by means of bank overdraft or otherwise and as security for such loans to pledge or mortgage any of its property.
2. To invest its surplus funds.
3. To obtain by purchase, lease, donation, bequest, loan or otherwise land with or without buildings –
 - (a) with the consent of the Minister, for the establishment of a new museum ;
 - (b) in connexion with the administration of a museum or for services relating to a museum or for the further development of a museum ; and to erect buildings on such land.
4. To obtain by purchase, lease, donation, bequest, loan or otherwise –
 - (a) a national monument ; or
 - (b) land in connexion with a national monument ; or
 - (c) an interest in or right over any land in the vicinity of a national monument.
5. With the consent in writing of the Minister, to sell, let, exchange or otherwise dispose of any immovable property.
6. To obtain by purchase, lease or otherwise furniture, equipment or materials and vehicles.
7. To sell, let, exchange, donate, lend or otherwise dispose of any movable property.
8. To lease or lend any relic owned or controlled by the Board or any specimen to persons within or outside Zimbabwe for such period and on such terms as the Board thinks fit.
9. To allow the use of museum or other buildings or equipment vested in the Board for the purposes of concerts, lectures, exhibitions, displays, meetings or demonstrations and to charge fees for such use or for admission to such concerts, lectures, exhibitions, displays, meetings or demonstrations.
10. To assume control over any monument, relic or article of any historical or scientific value or interest if so requested by the person having the ownership or control thereof.
11. To preserve, repair, restore or insure any thing owned or controlled by the Board.
12. To undertake, through its servants or agents, the excavation of any ancient monument, national monument or ancient working
13. To erect tablets, notices, models or displays in suitable places illustrating or giving information about matters of historical or scientific interest.
14. To make ex gratia payments to any person who in any way assists the Board in its functions.
15. To do all such things as may be necessary, conducive or incidental to exercise of its powers or the performance of its functions by or under the provisions of this Act